PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 30 octobre 1965
Clichy

Sommaire

Le président (Francis Leenhardt) 1
Guy Mollet 3
Dehan (Loire-Atlantique) 7
Christian Pineau 11
Weil-Raynal 17
Guimard (Nièvre) 23
Gaston Defferre 24
Guy Mollet 33
Gaston Defferre 42
Guy Mollet 42
Christian Pineau 48
Guy Mollet 49
Le président (Maurice Coutrot) 58
Blanca 58
Benoit (Charente) 61
Darras (Pas-de-Calais) 66
Claude Fusier 70
Guidoni 76
Gouzy (Lot) 80
Guy Mollet 81
Albert Gazier 89
Le Président (Maurice Coutrot) 90

Séance du samedi 30 octobre 1965 (matinée)

La séance est présidée par Francis Leenhardt, assisté de Brassart (Gironde), Desfosset (Savoie) et Bailly (Belfort).

Le président (Francis Leenhardt)

Avant de commencer nos travaux, nous évoquerons un instant la mémoire des camarades qui nous ont quittés depuis le dernier Conseil national.

C'est d'abord en juillet dernier notre camarade André Brincolier, de la fédération de la Savoie, qui avait été pendant trente ans maire d'Ugine et qui était ancien Député de la Savoie.

En août, la fédération du Pas-de-Calais a perdu le doyen de ses militants, en la personne d'Henri Mailly, ancien Secrétaire général du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais et Président fondateur des anciens de la S.F.I.O. La fédération de la Drôme a perdu un militant chevronné en la personne d'Alexandre Reyne, gérant de la Volonté Socialiste qui s'est éteint à l'âge de 78 ans. Quelques 3

Contribution Jean-Jaurès

jours plus tard, nos camarades de la Drôme nous ont fait part également du décès de Marcel Cartier, ancien Secrétaire fédéral de la Drôme et ancien député Socialiste. Nous l'avons longtemps connu au Groupe parlementaire et nous revoyons encore sa longue silhouette un peu courbée. C'était un camarade d'une grande culture. Il est mort à l'âge de 70 ans.

Nous avons aussi à déplorer la mort de notre camarade Marcel Dolet, à l'âge de 72 ans ; Dolet était Maire de Pern et Conseiller général du canton de Chain, et rendant plus de 15 ans, il avait été le président de la Commission départementale et le Rapporteur du budget départemental dans le Pas-de-Calais.

Ce mois-ci, nous avons appris avec peine la mort de notre ami Paul Raout, maire des Mureaux, Conseiller général de Seine-et-Oise ; il était maire depuis la libération et il était inscrit au Parti depuis 55 ans. J'ai eu le privilège de le rencontrer lors d'une réunion, l'année dernière, à laquelle m'avait convié Métayer, et en dépit de ses 83 ans, il était d'une vitalité et d'un rayonnement exceptionnels.

Nous avons appris ensuite le décès de notre camarade Bisson, ancien Secrétaire fédéral et qui a été dans la résistance responsable de Libé-Nord, dans le Nord.

Enfin, ces jours-ci, nous avons appris la mort de notre ami Edmond Pépin, à l'âge de 80 ans. C'est une longue vie de militant Socialiste qui s'achève. Edmond Pépin était maire du Pré-St-Gervais en 1945 et en dépit de son grand âge, il était revenu il y a quelques mois aux dernières élections municipales. Il était président du Syndicat des communes de banlieue de Paris pour les Eaux.

Enfin, pendant la dernière séance du Comité directeur, mercredi, nous avons appris la pénible nouvelle de la mort du Dr. Camille Dussartoux, maire de Saint-Paul les Dax, Conseiller général du canton de Dax, qui appartenait au groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale depuis les dernières élections législatives et qui est mort à l'âge de 57 ans. Depuis janvier 1963, il n'avait pratiquement plus pu siéger à l'Assemblée Nationale et il n'était plus sorti de chez lui.

Aux familles, atteintes par ces deuils, aux municipalités et aux fédérations des camarades auxquels appartenaient nos amis disparus, le Conseil national adresse l'expression de sa profonde sympathie, et en hommage à la mémoire de nos camarades disparus, je vous invite à observer une minute de silence.

(Les délégués, debout, observent une minute de silence)

L'ordre du jour qui vous a été distribué porte sur trois points :

- action des organismes centraux
- élections présidentielles
- fédération de la Gauche démocrate et Socialiste

Je pense que vous serez tous d'accord pour que ces trois sujets soient liés dans la même discussion.

Je vais donner la parole au Secrétaire général, Guy Mollet, qui va faire un rapport introductif, et je demande à tous les camarades qui veulent s'inscrire dans le débat, de faire parvenir leur nom au Bureau.

La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes camarades, ce rapport introductif sera très bref. C'est beaucoup plus l'évocation chronologique des faits qui vous sont soumis aujourd'hui qu'une appréciation. L'appréciation, nous la ferons dans la suite.

Nous nous sommes quittés après le dernier Conseil national à la veille même des vacances et effectivement, pendant le mois d'août, il se passera fort peu de choses, en ce qui concerne les deux problèmes dont nous avons à débattre aujourd'hui : fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, d'une part, candidature présidentielle, d'autre part.

Il se passera peu de choses, encore que, sur le premier problème fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, à la veille des vacances, dans les derniers jours de juillet, les organisations qui étaient susceptibles d'appartenir à cette fédération avaient créé entre elles une Commission permanente, que cette Commission permanente avait créé deux groupes de travail, un groupe chargé de rédiger la Charte, un groupe chargé de faire des propositions sur les structures. En même temps qu'ils désignaient deux commissions, ils désignaient deux rapporteurs.

Pour la première Commission sur la Charte, le rapporteur était notre ami Georges Brutelle. Pour la deuxième Commission sur les structures, le rapporteur était Paillet, et si les autres ne travaillaient pas, ces deux rapporteurs avaient, pendant le mois d'août, à préparer des documents pour être soumis au groupe permanent, dès la rentrée du mois de septembre.

Dans les premiers jours de septembre, ce groupe permanent a siégé à plusieurs reprises, au point qu'il est arrivé à un accord sur un texte qui n'était pas encore, mais qui était très proche de celui qui, aujourd'hui, est soumis à votre ratification, si bien que lorsque le Comité directeur tient sa réunion du 8 septembre, c'est un des premiers sujets qui va lui être soumis, mais en même temps, il va avoir à connaître de l'autre, celui des présidentielles, car dans les deux derniers jours avant le 8 septembre, effectivement, il y a déjà une évolution qui se manifeste dans ce sens.

En effet, le 7 septembre, je recevais la visite d'une délégation du Comité des démocrates, ceux qui la représentaient étaient Abelin, Hébrard, et l'homme de Strasbourg, Braun, qui venaient me faire part de ce qu'il était de plus en plus question, au Comité des démocrates, de susciter une candidature, la candidature d'un d'entre eux, celle de Maurice Faure, et qui souhaitaient connaître ce que seraient les réactions probables du Parti, avant de lancer cette candidature.

En précisant qu'aucun de nos organismes ne s'était encore prononcé, mais que j'allais leur poser la question, que j'allais poser la question au Comité directeur le lendemain mercredi 8, je ne leur cachais pas ma conviction personnelle que la candidature de Maurice Faure aurait fort peu de chances à l'intérieur du Parti, de mon point de vue, sauf confirmation du Comité directeur du lendemain.

Le lendemain mercredi 8, dans la matinée, c'est-à-dire avant le Comité directeur, je recevais la visite de Maurice Faure lui-même, qui venait me dire : "On me presse beaucoup d'être candidat. Je voudrais connaître ce que sont mes chances."

Je lui ai dit que j'avais reçu la veille les autres et lui ai confirmé que nous en parlerions l'après-midi au Comité directeur, et qu'à titre personnel, je lui faisais part de ma conviction que les chances qu'il avait devant le Parti étaient fort réduites. Et comme il m'en demandait les raisons, je les lui disais dans une conversation qui a été, si étonnant que cela puisse paraître, amicale de tonalité. Je lui disais que les raisons pour lesquelles je pensais que ses chances étaient fort réduites étaient son évolution personnelle demis deux ans au moins, à savoir que le choix qu'il avait manifesté pour le Comité des démocrates, pour l'action commune avec Lecanuet, avec les Indépendants, faisait qu'il était peu vraisemblable que le Parti le soutint.
Cependant, je lui disais : "Attention ! Ce que je vous dis ne vaut pour l'instant que comme une impression ; je vous le confirmerai demain."
Ce même mercredi matin 8 septembre – cela va se jouer en deux mercredis, tout cela – ce même mercredi matin 8 septembre, j'avais de la part de Mitterrand une demande de rendez-vous pour le lendemain matin, jeudi 9.
C'est dans ces conditions que se tient le Comité directeur du mercredi 8, après-midi, au cours duquel je fais le récit que je viens de vous faire, un peu plus long, un peu plus détaillé - je suis à votre disposition plus tard, si vous voulez qu'on entre davantage dans les détails.
Je demande alors au Comité directeur des réponses sur trois points.
Première question : en ce qui concerne la fédération démocrate Socialiste, est-ce que la délégation qui avait été constituée pour le groupe permanent, qui avait connaissance des textes de la charte, des propositions quant à la procédure, est-ce que cette délégation devait continuer dans ce sens ou devait-elle infirmer ce qu'elle avait fait jusqu'alors ? Réponse très précise sur ce sujet : lorsque les textes allaient venir à la signature des représentants des délégations, devait-on signer ? Première question. Deuxième question posée au Comité directeur ; voici ce que j'ai dit ce matin à Maurice Faure – ai-je eu tort – dois-je demain corriger devant Maurice Faure en disant : "C'était une impression personnelle, mais le Comité directeur ne voit pas d'inconvénient à votre candidature et est prêt en tout cas à ce que la question soit posée à un Conseil national, mais vos chances sont entières" ?
Troisième question liée : que dirai-je demain matin à Mitterrand ? Dois-je l'encourager dans ses démarches ? Dois-je lui laisser espérer quelque chose ou non ?
En fait, il y avait une question annexe : faut-il ou ne faut-il pas, pour cela, réunir samedi 11 et dimanche 12 un Conseil national ? Voilà les questions posées au Comité directeur.
Le Bulletin intérieur contient les décisions qui furent prises.
La première porte sur la fédération des démocrates Socialistes, je ne vous la lis pas ; vous devez l'avoir lue, elle se traduit par ceci : la délégation a fort bien travaillé, si les choses restent en l'état, vous êtes habilités à signer.
La deuxième concernant les élections présidentielles consiste, sur le premier point, c'est-à-dire Maurice Faure, à un échange de vues sans plus, au cours duquel, sur les 44 camarades présents, 43 ont estimé qu'il n'y avait pas de

question. Quand je dis 43, on n'a pas voté 43 et 1 ; chacun a donné son point de vue, il y en a un seul qui a présenté la question sous une forme beaucoup plus rigoureuse, un seul camarade sur les 44 présents a dit : oui, on aurait dû soutenir Maurice Faure. Tous les autres ont estimé que j'avais assez bien traduit la pensée moyenne des membres du Comité directeur, en laissant entendre à Maurice Faure qu'il avait peu de chances, fort peu de chances…

S'est encore posée la question : mais faut-il décourager Mitterrand, ou l'encourager ?

Nous sommes en Conseil national, on peut donc parler un peu plus librement. Je ne peux pas dire qu'il y a eu, au départ, quelque chose de très chaleureux à l'intérieur du Comité directeur. Un certain nombre de camarades étaient très chaleureux, (et ceci compte tenu de ce que j'appellerai les courants de pensée sur les problèmes antérieurs) un certain nombre d'autres camarades estimaient qu'il n'y avait vraiment pas beaucoup d'autres possibilités, et quand on faisait le tour des candidats possibles, on en arrivait à ce nom. Et enfin, quelques uns ne prenaient pas position, mais sur mon insistance, pour avoir une réponse à formuler le lendemain, on a dit "oui", qu'il fallait l'encourager.

Quant à la question de l'éventuel Conseil national, elle a été renvoyée à la réunion suivante, c'est-à-dire le jour où l'on prendrait la décision définitive, le 15, le mercredi suivant.

Dans l'intervalle, que se passe-t-il ? Il se passe que le lendemain du 8, c'est-à-dire le jeudi 9, dans les conditions que vous savez, au moment même où se termine la conférence de De Gaulle, Mitterrand annonce sa candidature.

Alors, en ce qui concerne la candidature, celle de Mitterrand devient donc officielle le 9, et au fond avec notre encouragement donné à lui.

En ce qui concerne la fédération démocrate Socialiste, dans cette même semaine, le vendredi suivant, il est procédé à la signature des textes, et nous nous trouvons donc le mercredi 15 septembre, au Comité directeur, avec, cette fois, trois décisions à prendre :

- paraphe, la signature définitive doit-elle être entérinée ?
- la candidature de Mitterrand, maintenant devenue officielle, doit-elle être appuyée ?
- faut-il, à cette fin, un Conseil national ?

Et c'est alors que vous avez le communiqué, auquel je vous invite à vous reporter tous, qui a été publié, qui est dans les documents que vous avez sur vos tables, et vous allez voir qu'il porte, effectivement, sur ces trois questions.

Le communiqué ci-après est adopté à l'unanimité ; je souligne : "à l'unanimité".

Le Comité directeur avait à son ordre du jour trois questions :

- Convocation du Conseil national
- Fédération de la Gauche démocrate et Socialiste
- Elections présidentielles

Le conseil national est convoqué pour le 30 octobre, afin d'exercer son droit de contrôle statutaire sur les décisions prises par les organismes dirigeants du Parti depuis le dernier Congrès.

Je suppose qu'il n'y a pas besoin de commentaire, cela veut dire qu'à

l'unanimité le Comité directeur estimait que, devant la nécessité de répondre d'urgence aux problèmes posés sur les deux autres questions, il allait en prendre unanimement la responsabilité, convier le Conseil national à venir ensuite confirmer ou infirmer, selon son devoir et sa mission, et l'on fixait la date au 30 octobre.

Pourquoi le 30 octobre ? Cela peut paraître très loin, et c'est effectivement très loin de la date du 15 septembre, si l'on pense au problème des présidentielles, mais cette date était fixée non pas en fonction du problème des présidentielles, mais en fonction du problème de la fédération, car nous avions à cœur au Comité directeur que notre Conseil national n'intervînt qu'après le Congrès du Parti Radical Socialiste, de telle manière que celui-ci, qui tenait son Congrès samedi dernier, soit amené à prendre librement ses responsabilités avant.

Voilà sur le point du Conseil national.

Sur le second point, le Comité directeur a approuvé sa délégation qui a paraphé la charte et les statuts de la fédération, et enregistre avec beaucoup de satisfaction les résultats obtenus. Il s'agit, en effet, d'un texte de charte et de propositions de procédure qui sont, de l'avis du Comité directeur, parfaitement conformes à la mission qui nous avait été confiée lors du dernier Conseil national, et aussi lors du dernier Congrès ordinaire.

Sur le troisième point, en ce qui concerne les élections présidentielles, le Comité directeur, convaincu de l'urgente nécessité par la gauche démocratique et Socialiste de participer immédiatement et utilement à la campagne, constate que la candidature de François Mitterrand répond à cette préoccupation, se félicite de la concordance entre les grandes options politiques de François Mitterrand et celles de la SFIO, lui apporte, en conséquence, son complet soutien.

C'est-à-dire que le Comité directeur prenait lui-même, et immédiatement, à cause de l'urgence, à l'unanimité, sa responsabilité, et c'est cela que vous avez aujourd'hui à apprécier, sur chacun des trois points, les décisions prises par le Comité directeur, les décisions concernant la fédération, les décisions concernant la candidature de François Mitterrand.

Un seul mot de commentaire à cette heure-ci. Je crois que le Comité directeur a eu raison en prenant lui-même les responsabilités, qu'il eût été dangereux, au moment où se lançait la candidature Mitterrand, de renvoyer la décision à un Conseil national, dans les huit jours ou dans les trois jours, comme j'en avais fait la suggestion ; mais, je prends la responsabilité d'avoir été complètement d'accord avec ceux qui ont demandé que l'on prenne nous-mêmes, et rapidement, la décision, car qu'eût pu donner un Conseil national dans ce climat sur la candidature, alors qu'il y avait besoin que cette candidature soit lancée avec le maximum de soutien, au départ ?

Et je dois dire que si j'ai fait état tout à l'heure, par scrupule, par souci d'honnêteté, d'un certain manque de chaleur lors de la première réunion, lorsque le nom de Mitterrand a été lancé, j'ai le sentiment que tout cela s'est profondément transformé depuis, et que là où Mitterrand est allé faire des réunions, là où il a fait des conférences de presse, le climat est entièrement transformé ; ceux qui, jusqu'alors, ne faisaient état que d'acceptation, sont

souvent aujourd'hui beaucoup plus enthousiastes. Je ne veux pas aller au-delà dans ce propos.
En ce qui concerne la fédération, si elle a été volontairement, vilainement, minimisée dans l'ensemble de la presse française, je suis convaincu que ceux d'entre vous qui en ont lu le contenu se sont rendu compte que c'est peut-être un des événements les plus importants de ceux que nous ayons vécus depuis 1945.
C'est là-dessus que je souhaite maintenant que le Conseil national délibère. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je n'ai pour l'instant qu'un seul inscrit, Dehan, de la Loire-Atlantique, auquel je donne la parole ; j'invite les camarades qui désirent intervenir à se faire inscrire.

Dehan (Loire-Atlantique)

Chers camarades, la fédération de la Loire-Atlantique est très partagée en ce qui concerne la fédération Démocrate et Socialiste.
Nous sommes d'accord sur la candidature Mitterrand, nous sommes également d'accord sur le principe de la fédération démocrate et Socialiste, dé même que sur les priorités et notamment celle de l'Education Nationale et celle de l'Europe.
Mais, nous avons certaines réserves à faire sur le programme économique et social, et à marquer certaines insuffisances en ce qui concerne les libertés pour les collectivités locales. Autrement dit, nous trouvons insuffisantes la critique et la contre-politique à opposer à la réforme administrative gaulliste.
C'est donc sur ces points que va porter mon intervention.
En effet, la réforme administrative gaulliste est la réponse autoritaire à des problèmes auxquels il faudra que nous donnions une réponse réellement démocratique, mais ces problèmes ne pourront rester sans réponse. Le phénomène de concentration urbaine, qui n'est encore pas totalement achevé, pose des problèmes à la démocratie locale. Si on veut que les citoyens des villes s'intéressent à la chose publique, il faut reconsidérer entièrement le problème de la représentation des quartiers et des grands ensembles, selon des principes absolument opposés à ceux qui ont été mis en œuvre par le pouvoir actuel.
La représentation de la population de la région parisienne, soumise à un régime d'exception, devra, elle aussi, être entièrement révisée.
Tout aussi grave est la question de la démocratie économique et sociale. Le texte qui nous est soumis est d'une très grande ambiguïté. Il semble vouloir réaliser des objectifs contradictoires, ce qui ne manquera pas, à un certain stade, de provoquer des crises douloureuses dans les organisations politiques et syndicales des travailleurs.
Les deux points les plus dangereux me paraissent être :
1°) le renforcement du pouvoir des comités d'entreprise, tout au moins ce qu'on appelle ainsi,
2°) ce qu'on appelle la planification démocratique.

Fondation Jean-Jaurès

Le gouvernement du Général De Gaulle vient de faire discuter en première lecture par l'Assemblée un texte ayant, soi disant, un tel objectif, c'est-à-dire d'étendre les pouvoirs des comités d'entreprise, et je suis stupéfait, face à ce texte, face à une telle provocation du pouvoir gaulliste, de voir les parlementaires représentant les travailleurs, rester quasiment sans moyens, et pour ainsi dire cautionner un tel texte. Comment n'a-t-on pas compris que ce gouvernement visait à transférer les discussions sur les salaires du stade des organisations syndicales au stade des comités d'entreprise, du stade des conventions collectives au stade des accords d'entreprise, du stade de la démocratie, telle que nous la concevions, jusqu'à présent, au stade d'un Etat corporatiste copié sur ses frères italien, espagnol, et même allemand ?
Aurait-on oublié certains de nos plus beaux titres de gloire, l'affirmation de nos doctrines telles qu'elles le furent quand, de 1936 à 1938, le Parti élabora le très démocratique statut moderne du travail ?
Oui, c'est en février 1938 que notre camarade Jules Koch faisait à là Chambre ce rapport général sur le statut moderne du travail. Or, ce statut des démocrates s'opposait en tous points aux doctrines autoritaires et corporatistes qui fleurissaient déjà à cette époque.
Que disait le rapport Jules Moch de 1938, qui est la doctrine d'ensemble des réformes sociales de 1936 ? Il affirmait ceci : Il est clair tout d'abord que nul statut du travail ne saurait mettre fin aux oppositions d'intérêt entre facteurs de la production, que celles-ci subsisteront aussi longtemps qu'existera un régime de travail fondé sur la division entre salariés et possesseurs des moyens de production, que donc ces divergences d'intérêt feront naître des différends. Régler ces derniers par des voies pacifiques, sans recours à la force, grève ou lock-out, constitue donc le but maximum d'un statut moderne du travail.
Il serait dangereux de croire que ce but sera toujours atteint. Une telle réserve, qui n'est nullement le signe d'un scepticisme déprimant, mais qui se fonde sur la réalité de la vie quotidienne, mérite une brève explication.
Nous touchons ici, en effet, à l'essence des faits sociaux, et cette constatation, explicitée ou non durant les débats de la Commission, ont eu une grande influence sur ses décisions.
Une différence fondamentale existe, en effet, entre le droit individuel, civil ou pénal, et le droit social ; dans le second domaine, deux parties sont en présence, et toute l'évolution moderne se résume dans le perfectionnement constant de leurs organisations syndicales. L'Etat n'intervient que pour assurer le respect de certaines règles générales. Mais, il a affaire à des groupements puissamment organisés, dont le rapport des forces varie dans le temps et crée des situations de fait parfois fort différentes de celles que commanderait un droit périmé, parce que de longue date codifié.
Or, nulle loi ne modifiera le rapport des forces en présence, au moins dans un régime de démocratie, ni les antagonismes résultant des conditions mêmes de la production, d'où une nécessaire modestie dans la définition de l'objectif à atteindre. Il s'agit d'adapter un droit qui varie par saccades aux faits en constante transformation, de manière à fixer des règles susceptibles, à un

moment donné de l'évolution sociale, de réduire au minimum le nombre des différences pouvant se transformer en conflits, en offrant aux parties les moyens acceptables par elles de les régler pacifiquement. Toute loi sociale postule ainsi, dans une large mesure, la bonne volonté des parties.
Face à cette doctrine, à la doctrine qui a donc été définie par Jules Moch, face à cette doctrine vous avez le corporatisme, c'est-à-dire trois ans plus tard la Charte du travail, c'est-à-dire que vous avez la doctrine qui mène à l'intégration des syndicats dans l'état, et à l'illusion d'un intéressement des travailleurs à la marche de leur entreprise. Car il faut bien en être conscient, le problème de l'augmentation de la productivité et de l'amélioration du climat social passe nécessairement par la signature de conventions collectives et par leur respect, et c'est pour faire respecter le droit du travail dans l'entreprise qu'ont été créés les délégués du personnel.
Ceux-ci pourraient, du reste, parfaitement gérer les œuvres sociales ; il ne faut pas avoir peur de le dire, l'institution des comités d'entreprise a été un échec. Mais cet échec n'est pas seulement dû au fait que l'état a fermé les yeux sur la non application de la loi par la majorité des entreprises ; cet échec n'est pas dû seulement à une certaine faiblesse du gendarme qui n'a pas su et n'a pas voulu faire respecter la loi, cet échec est dû à la nature même des comités d'entreprise. Les comités d'entreprise ne peuvent en effet fonctionner que dans l'hypothèse d'une société où la gestion des entreprises serait confiée aux travailleurs. Tant que cette gestion est confiée à une hiérarchie et une autorité qui ne dépend pas des travailleurs de l'entreprise, le comité d'entreprise ne peut que refléter cet état de subordination qu'aucun texte ne saurait effacer par sa seule vertu.
Si on veut à tout prix le faire fonctionner, si on veut mettre le gendarme gaulliste à son service, alors le comité d'entreprise ne marchera que par le jeu de l'autorité patronale.
On parle toujours de dialogue en ce moment. Mais le dialogue, on l'oublie trop souvent, ne peut avoir leu entre personnes qui sont les unes en position d'autorité et les autres de dépendance les unes vis à vis des autres ! Il n'y a que la convention collective, débattue par les organisations syndicales hors du cadre de l'entreprise et donc de la subordination, qui permette à un réel dialogue de s'engager.
Sur le lieu du travail, le seul dialogue valable pour le quart d'heure est celui des délégués du personnel qui sont chargés de faire respecter les textes signés, c'est-à-dire avec les textes réglementaires la loi des partis selon notre droit. Ce n'est tout de même pas par hasard si on trouve le régime des comités d'entreprise dans la Charte du travail. Nous n'avons pas à réclamer l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise dans une société de transition comme celle qui est envisagée par la Charte de la fédération, mais un retour pur et simple au concile du statut démocratique de 1938.
Nous devrions entendre l'avertissement qui figure à la fin de ce rapport. "Nous sommes attachés aux libertés démocratiques – avait déclaré Léon Jouhaux –, nous n'acceptons aucun régime totalitaire, où les organisations ouvrières n'ont plus à délibérer, et où la classe ouvrière et ses organisations syndicales

dépendent du gouvernement. Un tel régime s'appelle "fascisme". Nous ne voulons donc en aucun cas qu'un règlement général se substitue à la discussion de la convention."
Fin de citation.
J'ai peur qu'on ne se fourvoie totalement en croyant améliorer la production et le rendement par ces moyens. Un certain nombre de décennies d'un régime vraiment démocratique est nécessaire.
L'éducation, priorité des priorités, doit élever la maturité des travailleurs ; la généralisation des conventions collectives, le respect du droit social imposé au patronat par les institutions qui en découlent ainsi que la loi sur les délégués du personnel doivent d'abord modifier le climat social et les rapports sociaux.
Oui, un certain temps d'une véritable démocratie et l'institution locale démocratique sont nécessaires avant d'envisager la révision des principes de gestion des entreprises, qui pourront alors progressivement prendre une toute autre forme que celle d'une reconnaissance de la hiérarchie mise en place par le patronat.
Autre aspect de ce programme : la planification démocratique. Je regrette qu'on continue à nous endurcir avec des formules creuses qui sont des contre-sens manifestes ! Ces deux termes sont en effet absolument contradictoires, antinomiques, étrangers l'un à l'autre. A-t-on jamais parlé de budget démocratique, d'additions, de soustractions ou de multiplications démocratiques ? On ne peut pas plus parler de planification démocratique que de machines à calculer démocratiques, quand la fédération démocratique Socialiste sera au pouvoir. Disons-nous que nous serons peut-être obligés en effet de planifier parce que personne ne peut s'en passer, mais que le rôle de la démocratie est justement de combattre tout ce qu'il y a de contraire à la démocratie dans toute la planification. En elle-même une planification ne peut pas être démocratique. Seul le régime politique qui institue de rigoureuses séparations entre les pouvoirs peut mettre des freins à une institution dont la nature même est contraire à la démocratie.
Mais l'illusion qui est entretenue par certains d'une planification qui pourrait être démocratique revient tout simplement à adopter les principes du régime corporatif où la démocratie réelle est opposée à la démocratie formelle, le pays réel aux intermédiaires, les paysans à leurs représentants, les ouvriers aux leurs, et qui a son achèvement dans le principe du chef se faisant plébisciter par le peuple.
Que sont donc ces comités d'expansion, de planification et autres, où la loi dit que les individus qui les composent ne doivent être les mandateurs de personne et n'y être que dans l'intérêt du bien commun et intuitu personae ? Qu'est-ce encore que la politique dite des revenus, complément direct du Plan ?
Et puis, il y a l'Europe. La construction européenne pour nous est l'une des options prioritaires. Allons-nous donc aller là aussi en matière de planification à contre courant des tendances de nos partenaires sociaux démocrates européens ? N'avons-nous pas mieux à faire que de nous singulariser et de nous isoler dans une planification nationale trop rigide, qui conduit aussi sûrement à condamner

notre entrée dans l'Europe que la politique extérieure du général de Gaulle ?
Enfin me paraissent particulièrement dangereuses les structures régionales de la fédération future. De quelles régions s'agit-il ? Des régions du Plan ? Des 21 régions ou des futures 7 grandes régions regroupées ? Notre Parti devra-t-il alors, sous peine de voir ses fédérations totalement mises en tutelle, s'organiser lui aussi en régions ?
En conséquence, nous sommes amenés à faire au Conseil national une proposition concrète. Une partie importante des camarades de notre département a peur que 1'entrée dans la fédération signifie la mort du Parti. Au Congrès de cet été la majorité avait approuvé un regroupement, mais à condition que le Parti ne délègue pas des pouvoirs aussi exorbitants, aussi généraux, mais qu'il les délègue uniquement sur la base du programme d'une législature.
La plus grande partie de nos camarades se résignent à la ratification de la fédération telle qu'elle nous est présentée, avec toutefois un amendement important, à savoir que les problèmes concernant les collectivités locales et ceux concernant le statut moderne du travail et la planification feront l'objet d'un vaste débat de la base au sommet devant les instances régulières du Parti et de la fédération.
C'est donc sous réserve de l'adoption d'un tel amendement par le Congrès que je voterai l'adhésion au texte de la fédération. Cela me parait du reste logique puisqu'un Congrès et un Conseil national prochains devaient encore régulièrement débattre des problèmes de la planification, et que ces réunions n'ont à ce jour pas encore eu lieu.
Enfin, il faut faire des réserves sur les structures régionales de la fédération.
Je soumets donc au Conseil national un amendement qui est ainsi rédigé :
"Le Conseil national adopte le projet de fédération démocrate Socialiste, sous réserve qu'un débat sera organisé devant ses instances régulières, de la base au sommet, sur les points suivants : le statut démocratique des collectivités locales, dont la région parisienne, devant le phénomène de concentration urbaine ; le statut moderne du travail devant la planification de l'économie ; l'organisation régionale des structures de la fédération démocratique est réservée en raison de la structure même du Parti Socialiste SFIO."

Le président - Je donne la parole à Christian Pineau, ensuite à Etienne Weil-Raynal, ensuite personne si vous ne vous inscrivez pas.

Christian Pineau

Camarades, je commencerai tout de suite par ma conclusion.
Je pense qu'à un mois de l'élection présidentielle, il y a le plus grand intérêt à ce que nous aboutissions ce soir à une majorité aussi proche que possible de l'unanimité, pour approuver la création de la fédération démocrate Socialiste et la candidature Mitterrand.
Je souhaite également pour ma part que dans les circonstances actuelles nous approuvions à la même unanimité l'action menée par les organismes dirigeants du Parti. Même s'il y a eu parmi nous un certain nombre de divergences sur

quelques points, il n'en reste pas moins que pour l'opinion publique l'action majeure menée au cours de ces dernières semaines, dans un esprit d'unanimité, par les organismes dirigeants du Parti, s'est exercée surtout sur les deux points qui sont à votre ordre du jour, et l'on comprendrait mal que nous puissions émettre des votes qui paraîtraient contradictoires aux yeux de l'opinion publique.

Devons-nous pour autant aujourd'hui renoncer à toute discussion, surtout en l'absence de la presse ? Devons-nous nous abstenir de toute appréciation, voire de toute critique ? Cela, je ne le pense pas, car alors ce Conseil national deviendrait de pure forme, et ceux d'entre vous qui ont manifesté dans les couloirs quelque mauvaise humeur parce que soi disant on les mettait devant le fait accompli, seraient alors en droit de dire qu'ils n'ont pas eu les moyens de s'exprimer et de poser un certain nombre de problèmes à la tribune.

C'est donc dans cet esprit que je formulerai un certain nombre d'observations.

En ce qui concerne la fédération démocrate Socialiste, je pense que nous sommes tous décidés à la créer, à la faire fonctionner, et l'intérêt du Parti et celui de la démocratie le commandent. Je ne crois pas – et je réponds ainsi au camarade qui m'a précédé – que nous devions entrer dans de trop grands détails rédactionnels concernant la Charte. C'est peut-être davantage aujourd'hui une déclaration d'intention qu'un évangile. Ce sont des directives générales qui nous sont données, mais c'est évidemment dans le fonctionnement même de la fédération que nous serons amenés à mettre les textes et les idées plus au point.

Mais nous ne sous-estimons pas pour autant les difficultés que nous allons rencontrer. D'abord le nombre relativement restreint des clubs adhérents. Il n'y a guère actuellement que ceux qui sont à prédominance Socialiste, et il nous faudra certainement faire un gros effort auprès d'un certain nombre de clubs qui sont encore hésitants.

D'autre part nous avons, il faut bien le dire, un peu regretté l'équivoque de la dernière motion radicale, car nous craignons vraiment que cette sorte d'acceptation de la double appartenance nous pose un certain nombre de difficultés. En particulier dans les départements, quand nous en serons à la désignation de candidats uniques par circonscription, la tâche ne sera pas facile, quand nous nous trouverons dans une circonscription en face d'un Radical nuance Maurice Faure et dans l'autre en face d'un Radical nuance Billière ! Mais enfin nous avons déjà connu dans notre Parti même des problèmes de ce genre, et je souhaite que nous puissions les résoudre sans difficultés beaucoup plus grandes que celles que nous avons déjà rencontrées.

Je voudrais tout de même formuler une observation, c'est que contrairement à ce que certains pourraient penser, les difficultés seront d'autant plus grandes que la fédération restera plus étroite. Les questions personnelles en effet jouent moins dans un organisme élargi que dans un organisme restreint.

Enfin et surtout, et c'est ce qui fait que certains d'entre nous, nous n'hésitons pas à le dire, regrettons de n'avoir pu réaliser une fédération plus étendue, le contrôle de l'opinion publique, la passion qu'attache l'opinion publique à une organisation est le plus sûr garant que nous ayons jamais de la discipline de ses

membres.
Or, malheureusement, il faut constater aujourd'hui le désintéressement à peu près complet de l'opinion publique à l'égard de notre nouvelle formule, et ceci nous obligera à un effort considérable de propagande.
Je sais qu'il n'y a pas de désaccord dans le Parti sur l'élargissement éventuel de la fédération. Personne ne souhaite refuser personne. Mais ce qui nous reste à créer, c'est la puissance attractive qui nous permettra de réaliser autour de nous cette union des démocrates que nous souhaitons. Ce sera une tâche longue et difficile, mais je tiens à dire que tous les membres du Parti, tous les membres des organismes dirigeants, entendent y participer avec une totale loyauté !
Venons-en maintenant à la candidature Mitterrand. Le regret profond que certains d'entre nous éprouvent encore du retrait de la candidature de Gaston Defferre et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ne doit pas nous inciter à défendre avec mollesse la candidature Mitterrand. Celle-ci correspond à plusieurs réalités politiques.
D'abord, François Mitterrand a été un défenseur plein de talent au Parlement des positions de la minorité. Son anti-gaullisme a été constant ; dans la tentative de Gaston Defferre on peut vraiment dire que le rôle qu'il a joué a été d'une loyauté à toute épreuve, même si sur certains détails il n'a pas toujours été d'accord avec certaines de nos positions.
(Applaudissements légers)
Enfin la participation de François Mitterrand à la constitution de la fédération a été suffisamment positive pour que nous puissions dans une large mesure le présenter comme le candidat des démocrates Socialistes. Et je dois dire qu'une des raisons, que n'a pas soulignée tout à l'heure Guy Mollet, pour laquelle nous avons manifesté une certaine réticence à l'égard de la candidature de Maurice Faure est précisément la position qu'il a prise au Comité des démocrates, et l'opposition qu'il a menée au sein du Parti Radical contre la création de la fédération démocrate Socialiste. Bien sûr, l'adhésion des Communistes pose aujourd'hui des problèmes pratiques quant à l'organisation de la campagne électorale. Il se produira, il s'est déjà produit, des difficultés locales et je souhaite qu'elles ne soient pas plus importantes que celles auxquelles nous avons été habitués dans les consultations précédentes. Mais je veux faire une réserve pour l'avenir : François Mitterrand a clairement déclaré que l'appui des Communistes ne saurait préfigurer leur participation à un futur gouvernement démocratique. C'est une position claire, elle est néanmoins moins nette que celle qu'avait prise, avant lui, Gaston Defferre.
Mais je crois qu'il ne faut pas nous dissimuler que le parti Communiste tirera, que nous le voulions ou non, un grand profit de sa réintégration dans un bloc démocratique, et nous nous en apercevrons aux élections législatives. Mais ceci ne doit pas nous empêcher de ratifier aujourd'hui, si possible à l'unanimité, je le répète, la candidature de François Mitterrand et de la soutenir de toutes nos forces.
Venons en maintenant à la partie la plus délicate de mon exposé ; l'approbation de l'action des organismes dirigeants du Parti. Et là, je crois qu'il faut aborder

franchement un problème qui, s'il apparaît au moment des élections présidentielles mineur par rapport aux autres, a tout de même soulevé dans le Parti une certaine émotion ; il s'agit de la prise de position de notre camarade Guy Mollet à propos d'une candidature Pinay.

J'évoquerai cette question, je tiens à le dire tout de suite, dans l'esprit indiqué au début de mon exposé, c'est-à-dire sans aucun esprit de critique personnelle et uniquement avec le désir de tirer quelques leçons politiques de cette expérience.

Et d'abord, camarades, Guy follet nous l'a dit, à la réunion du Comité directeur, et je ne saurais trop le répéter au début de cette discussion : il faut avoir lu le texte de cette intervention tel qu'il a été rédigé et non pas dans la presse qui nous est opposée. Ceci est une condition d'objectivité absolue au début d'une discussion. Or, il est certain que la presse et la radio, comme toujours, ont déformé les propos du Secrétaire général du Parti et ont cherché à les présenter comme une trahison volontaire de la candidature Mitterrand. Qu'il y ait eu complot de presse est donc certain, et peut-être, à l'avenir, faudra-t-il éviter de s'y prêter.

Du fait que pour l'opinion publique, Guy Mollet soit le seul porte parole du Parti, et que tout ce que peuvent dire les autres membres du Parti, du Bureau et du Comité directeur n'a qu'une importance secondaire, cela veut dire, je m'en excuse, que nous devrions faire de Guy Mollet un camarade à pouvoirs réduits, c'est-à-dire qu'il doit être encore plus méfiant que chacun d'entre nous, et renoncer peut-être à certaines formes d'expression dans la presse bourgeoise, car on aura toujours tendance à le trahir, bien davantage que n'importe lequel des autres membres du Parti. En tout cas, je suis de ceux qui pensent qu'il faut reprendre et mettre au point des problèmes aussi difficiles que celui qui a été soulevé et je me réserve, quand la question se posera devant nous du maintien de la presse du Parti de souligner combien il serait dangereux que nous n'ayons pas, dans ces circonstances, une presse qui nous permette de faire les mises au point nécessaires. Car je crois que le silence de notre part aurait des répercussions graves dans l'opinion et dans le Parti lui-même, où l'on a réagi avant de connaître les textes, et où l'on est tenté de prendre pour argent comptant les allégations de nos pires adversaires !

Je cite un exemple : à la dernière Commission exécutive de la fédération de la Sarthe, une très bonne militante, qui est secrétaire fédérale adjointe, a parlé du problème de l'interview Guy Mollet, et comme je lui faisais remarquer que ce qu'elle disait n'était pas conforme au texte, elle m'a répondu : "Mais je l'ai lu dans la presse" ; je lui ai fait observer ce que je vous disais tout à l'heure, que la presse bourgeoise n'avait aucun intérêt à présenter les choses sous leur vrai jour et elle m'a répondu : "Ca n'a pas d'importance, du moment que c'est écrit, ça porte sur l'opinion" et elle n'a pas voulu changer de position. C'est là un danger sur lequel je me permets d'attirer votre attention.

Mais venons-en maintenant à la question de fond. Je comprends très bien l'idée de Guy Mollet, si je ne me trompe et il le précisera tout à l'heure, elle se subdivise en deux propositions : une candidature Pinay enlèverait plus de voix à de Gaulle que celle de n'importe quel autre candidat centriste ; cela me parait

évident. Deuxième proposition : si au deuxième tour le résultat du premier tour est tel que Pinay et de Gaulle fussent tous deux en tête, il faudrait voter Pinay. Cela me parait personnellement tout à fait évident aussi.
Ceci dit, nous trouvions-nous devant une de ces deux hypothèses cette fois-ci ? Je ne le crois pas ; D'abord, Pinay refusait absolument de se présenter contre de Gaulle, et nous le savions. Au cas où de Gaulle ne serait pas candidat, il reviendrait peut-être sur sa décision, mais le problème se poserait alors dans des conditions différentes.
De Gaulle étant candidat, et en admettant qu'il y ait ballottage, Mitterrand, du fait qu'il a les voix Communistes est sur d'arriver avant n'importe quel candidat centriste. Il reste deux candidats en présence. Si François Mitterrand n'accepte pas de renoncer à son privilège, il n'y a pas de problème : le candidat centriste est éliminé d'office. Et si Mitterrand accepte de se retirer, contrairement d'ailleurs à son droit absolu de se maintenir, il lui faut alors arriver second, et se retirer en faveur du troisième. Et le résultat ne peut faire aucun doute, camarades : de Gaulle passe au second tour, avec la majorité des voix Communistes.
Les dirigeante du Parti Communiste – un certain nombre d'entre nous l'ont dit de la manière la plus formelle, entre de Gaulle et Pinay choisiront de Gaulle, pour des raisons de politique étrangère d'ailleurs parfaitement évidentes.
Imaginons maintenant une autre candidature que celle de de Gaulle : celle de Pompidou par exemple, et supposons que Pinay soit candidat. Voyons les hypothèses. Si Pinay et Mitterrand arrivent en tête, pas de problème, la partie est gagnée quelles que soient les opinions des uns ou des autres. Si Pinay et Pompidou arrivent en tête, il faudra bien faire un choix, et nous serons amenés à voter Pinay, sans joie particulière ; mais il n'est pas sur du tout que dans ce cas là, les Communistes ne votent pas Pompidou !
Enfin, si Pompidou est avec Mitterrand en tête, le problème se pose comme précédemment : si Mitterrand se retirait les Communistes voteraient Pompidou, et de nombreux Socialistes, déçus du retrait difficile à expliquer du candidat de gauche, s'abstiendraient très probablement. Si Mitterrand se maintient, il n'est pas certain que toutes les voix Pinay se reportent sur Pompidou, et c'est encore là notre meilleure chance.
Vous voyez, camarades, que dans tous les cas, le problème ne se pose pas dans des conditions particulièrement faciles. Mais ce qui est frappant, c'est que la décision ne nous appartient pas, et nous ne disposons pas de voix que nous avons toujours trop tendance à additionner dans l'abstrait. Et dès lors, c'est la critique que je formule, on peut se demander s'il était habile de suggérer nous-mêmes une candidature Pinay au risque de créer une confusion qui n'a pas manqué de se produire.
Mais ce qui me parait devoir surtout retenir notre attention, c'est l'émotion qui s'est emparée de l'opinion publique devant un incident que nous aurions été enclins à considérer comme mineur, émotion excessive sans doute en raison des manœuvres que j'ai signalées tout à l'heure, excessive mais aussi significative.
Elle montre à quel point cette opinion est sensible à tout ce qui lui rappelle, de près ou de loin, les procédés politiques du passé. Elle a pris en horreur les

combinaisons électorales sans principe ni programme, telles que celles que nous avions réalisées en 1962, et surtout, lorsqu'elles lui apparaissent contradictoires. En particulier, elle n'admet pas que l'on puisse s'allier un jour avec le MRP pour une forme d'élection, avec les Communistes pour une autre forme d'élection, et je voudrais vous citer un exemple simple : nous avons eu des élections municipales au Mans. Une liste Socialiste-Communiste a été constituée, d'ailleurs sans que je sois d'accord, mais que j'ai acceptée par discipline, et c'est un parlementaire radical qui a fait campagne en faveur d'une liste patronnée par un MRP. Eh bien, ce même parlementaire radical est maintenant délégué du Comité Mitterrand pour la Sarthe. C'est-à-dire que maintenant, il va faire campagne contre Lecanuet, MRP, en faveur du candidat défendu par les Socialistes et les Communistes… Eh bien, ça c'est le type d'opération même qui, dans une ville, vous fait perdre 5 à 10 000 voix, parce que personne ne peut en comprendre le sens.

(Applaudissements)

Je connais très bien l'objection que l'on peut faire à ce que je viens de dire : on peut affirmer que nous aurions peut-être tendance à nous laisser trop intoxiquer par la propagande dirigée par la 5ème contre la 4ème République. Nous ne devons pas hurler avec les loups, et je suis bien d'accord ; je ne manque jamais une occasion de rappeler les causes de la chute de la 4ème et la nécessité dans une démocratie de l'existence des partis politiques.

Mais, ceci dit, nous aurions tort de sous-estimer la profondeur de la réaction publique. Si la propagande gaulliste porte, c'est parce qu'il existait un mal réel, dont nous ne devrions jamais perdre conscience. Vous avez entendu, comme moi camarades, un très grand nombre de gens qui, lorsque vous leur posez des problèmes politiques précis, se déclarent opposés sur ce point à la politique du général de Gaulle, qu'il s'agisse du Marché Commun, de la politique agricole ou de bien d'autres problèmes, et qui vous disent ensuite : "Je voterai de Gaulle, parce que je ne veux pas revenir aux incertitudes du passé."

Cette expression, vous l'avez tous entendue et elle prouve tout de même qu'il y a quelque chose dont nous sommes obligés de tenir compte et, disons-le, qui reste vrai, quels que soient les torts, voire les félonies de nos adversaires : nous n'avions pas gardé sous la 4ème un souci suffisant de la clarté politique. L'instabilité ministérielle n'a été que le reflet des contradictions multiples des partis républicains et de l'inadaptation au monde moderne de leurs méthodes et de leur langage.

Si, aujourd'hui, nous ne tenons pas compte de cette leçon, alors nous perdons notre principale chance d'abattre de Gaulle, et demain d'abattre le gaullisme !

Nous perdrions aussi une de nos chances principales de promouvoir le socialisme.

Il est frappant de constater quelle crainte de l'avenir tient aujourd'hui l'opinion publique, et ce qui est curieux, c'est que cette crainte de l'avenir est avant tout la crainte d'un retour au passé ? Et celui qui s'obstinerait à nier cette tendance condamnerait à l'inefficacité.

Si j'ai insisté sur ce point, camarades, c'est uniquement parce que l'opinion

publique a vu, dans la déclaration de Guy Mollet telle qu'elle lui a été présentée, c'est-à-dire déformée, une tentative de retour aux coalitions et aux combinaisons de la 4ème République, et quand après les élections présidentielles nous reparlerons avec plus de liberté de l'avenir, il nous faudra tenir compte de la force de cette réaction.
Pour le moment, la situation est simplifiée par la force des choses. Que de Gaulle soit ou non candidat ne peut rien changer pour nous.
Alors, battons-nous ensemble, sans réticence, avec la plus grande loyauté, pour le candidat que nous avons choisi. Battons-nous contre le gaullisme. Si nous ne l'éliminons pas du premier coup, notre combat peut sérieusement l'affaiblir, et préparer l'autre bataille.
Mais celles-ci, nous n'avons de chances de les gagner que dans la mesure où nous les aurons préparées par une réunification réelle de la gauche démocratique, une réforme non moins réelle des structures nationales et régionales du parti, enfin, une modification de méthodes qui ne sont plus acceptées par l'opinion publique parce qu'elles ne correspondent plus aux données du monde moderne.
(Applaudissements)

Antoine Weil-Raynal

Camarades, si, comme nous le souhaitons tous ici, la journée du 5 décembre aboutit à la mise en ballottage du candidat gaulliste, puis à l'élection de François Mitterrand comme Président de la République, il a annoncé qu'il dissoudrait l'Assemblée Nationale, de sorte que les cinq années à venir seraient commandées par les résultats des élections législatives.
Dans ces conditions nous devons nous demander dès maintenant avec quel mode de scrutin, car il sera trop tard de repousser l'examen du problème après l'élection présidentielle.
Mais en outre les conclusions à tirer de cet examen pourront être d'une importance très grande pour l'issue de l'élection présidentielle elle-même, ainsi que j'espère pouvoir vous le montrer tout à l'heure.
Je considérerai donc d'abord le problème en lui-même et la solution qu'il comporte, réservant pour la fin de mon exposé les moyens pratiques de la réaliser.
La première question qui se pose est donc celle-ci : est-il souhaitable que les élections qui commanderont toute la prochaine législature aient lieu suivant le scrutin actuel, scrutin uninominal majoritaire à deux tours ?
En premier lieu, considérons le problème pour le parti Socialiste lui-même.
En novembre l962, malgré une perte de 857 000 suffrages, sur les résultats correspondants de 1958, le groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale passait de 41 députés à 65, soit un gain de 24 sièges, grâce à l'accord conclu entre Socialistes et Communistes dans un grand nombre de circonscriptions.
Cependant, ce gain d'ensemble ne peut nous faire oublier quelques pertes qui ont été pénibles, telles que celle du siège de notre ami Leenhardt à Marseille, rapprochée de la perte du siège de Defferre 4 ans auparavant, et la perte de la

représentation d'Irma Rapuzzi au Conseil Municipal, aux dernières élections.
On dira : ce sont des pertes inévitables dans un combat. Oui, si l'on continue à considérer les élections essentiellement comme un combat au lieu de donner la plénitude du sens au terme de "consultation électorale".
Mais il y a eu en 1962, pour notre parti, des conséquences beaucoup plus graves que l'élimination de quelques camarades. Malgré le gain inespéré de 24 sièges, quelle est la répartition entre les départements des 65 sièges obtenus ?
Sur les 90 départements, 29 seulement ont une représentation Socialiste. 61, c'est-à-dire plus des 2/3, n'ont pas de représentation Socialiste, notamment les 10 départements du Nord-Est, où nous avons perdu le siège de notre camarade Muller, dans le Haut-Rhin, les 6 départements de l'Est, 6 départements dans les Alpes, 14 départements dans l'Ouest, où nous avons perdu le siège de notre ami Schmidt, dans la Manche, et enfin les départements de la région parisienne.
Qui peut trouver cette situation satisfaisante ?
Elle est redoutable pour l'avenir du Parti, pour la propagation des principes et du programme Socialiste, elle doit inciter le Parti à rechercher un système électoral susceptible de favoriser une représentation Socialiste pour les départements qui en sont privés, sans nuire, bien au contraire, aux départements qui la possèdent.
Ce n'est pas tout. Là où les Socialistes et les Communistes ont été battus au second tour, ils ont été éliminés au profit d'un candidat UNR ou allié à l'UNR. L'UNR, a une représentation à l'Assemblée Nationale sans rapport avec l'importance du nombre des voix qu'elle avait recueillies au premier tour ; avec moins de 32% du total des suffrages exprimés dans la métropole au 1er tour, elle a obtenu, après le second tour, 229 sièges sur 465, c'est-à-dire 49% et par son alliance avec les Indépendants, 33 députés, elle possède bien plus que la majorité absolue à l'Assemblée Nationale.
Cette réalisation d'une majorité inconditionnellement docile au Général de Gaulle est un élément essentiel, fondamental de la nomination de celui-ci. Ainsi, alors que la question posée au pays en novembre 1962 était "pour ou contre le régime gaulliste", les gaullistes et leurs alliés Indépendants, quoiqu'en minorité dans le pays, même au second tour, ont obtenu la majorité des sièges. Et c'est ce qu'on appelle "un scrutin majoritaire".
Comment ce résultat s'est-il produit ?
Sur les 229 sièges de l'UNR dans la métropole, 91 seulement sont dus à ses propres forces et à son alliance avec la droite, 138 ont été conquis au second tour, ou bien par le ralliement des modérés et de l'UNR contre des Communistes, des Socialistes ou des démocrates, pour 92 sièges, ou même par des élections triangulaires, 46 sièges.
Or, des résultats semblables à ceux de 1962 risquent de se reproduire à cette prochaine élection à l'Assemblée Nationale, si l'on conserve le scrutin actuel. Une alliance des Socialistes et des Communistes au second tour serait insuffisante pour l'empêcher. Les accords de novembre 1962 ont produit les résultats que je rappelais tout à l'heure, c'est-à-dire un gain de 24 sièges. Pourquoi ? Parce que ces accords n'ont été conclus, on peut dire, que par surprise, au lendemain du premier tour. Mais, dans l'avenir, la question se

poserait tout autrement. On la poserait à l'avance aux candidats Socialistes : est-ce que vous pensez à une alliance avec les Communistes au second tour ? Et si l'on annonçait ou si on laissait comprendre qu'on la réaliserait, cela aurait pour effet de faire perdre aux candidats Socialistes un certain nombre de leurs électeurs, de les placer en seconde position derrière les Communistes, dans un grand nombre de circonscriptions. Et surtout, une telle alliance prévue à l'avance accentuerait la tendance des électeurs modérés, c'est-à-dire une partie des Radicaux et des MRP, à préférer au second tour un UNR à un Communiste ou même à un Socialiste.

Pour remplacer le système actuel, par quoi ? Sinon par la représentation proportionnelle dans le cadre national, avec scrutin individuel, car la représentation proportionnelle dans le cadre national présenterait à cet égard un double avantage : de supprimer le problème du désistement entre Socialistes et Communistes, puisqu'il n'y a plus qu'un tour de scrutin, et en second lieu et surtout d'empêcher les modérés de se rallier à l'UNR puisqu'à ce tour unique de scrutin ils pourraient faire élire leurs propres candidats.

D'autre part, le mode de scrutin individuel maintiendrait une pratique à laquelle les Français se sont très vite réhabitués. Je n'exposerai pas aujourd'hui le fonctionnement du système. Je rappellerai seulement quelques traits, et notamment ceux qui peuvent rassurer les grandes fédérations de notre Parti, celles qui possèdent une représentation Socialiste.

J'ai montré tout à l'heure l'importance du nombre des départements privés de toute représentation Socialiste par le scrutin majoritaire, et qui en trouveraient une tôt ou tard par la représentation proportionnelle nationale. Mais des compensations ont été prévues pour ne pas porter dommage aux grands départements. Un des traits essentiels du système est la division des sièges en deux séries :

- Sièges de circonscription qui sont attribués à la majorité relative,
- Et, pour rétablir la représentation proportionnelle nationale, sièges complémentaires non localisés à l'avance, qui sont conférés au plus fort pourcentage.

Si les départements peu peuplés sont relativement avantagés par le nombre de circonscriptions, puisqu'il y a un minimum de 2 circonscriptions par départements, il y a au contraire une péréquation automatique qui se fait par ce que les grands départements sont avantagés en ce qui concerne les sièges complémentaires, et les sièges complémentaires leur reviendront en premier lieu parce qu'ils réalisent les plus forts pourcentages.

Je me souviens très bien que lorsque j'ai exposé, il y a quelques années, le système devant la fédération du Nord, nos camarades m'ont fait part des préoccupations de certains camarades à l'égard de ce système : ils craignaient que les voix Socialistes du Nord ne servent à faire élire un candidat Socialiste, mettons dans la Lozère. J'ai répondu : "C'est exactement le contraire qui se produirait, les voix de la Lozère, Socialistes, actuellement perdues, serviraient à augmenter le nombre des suffrages Socialistes dans l'ensemble de la France, à augmenter le nombre des députés Socialistes, et ils reviendraient en premier lieu

Fondation Jean Jaurès

aux circonscriptions individuelles de grands départements comme le Nord, qui réalisent les plus forts pourcentage." C'est ainsi qu'en tablant sur un pourcentage de 20% pour être sûr d'avoir un siège complémentaire – et ce pourcentage est certainement plus fort qu'il serait nécessaire – je garantis que le Parti Socialiste aurait, avec ce système, 9 sièges dans le Nord au lieu de 7 aujourd'hui, 6 sièges dans les Bouches-du-Rhône au lieu de 5 aujourd'hui, qu'au minimum il assurerait les 6 sièges de la fédération Socialiste dans le Pas-de-Calais, et qu'il consoliderait les trois sièges Socialistes de la Haute-Vienne.

Cependant, il y a un autre aspect plus immédiat qui se rapporte à l'élection présidentielle : ce sont les avantages que procurerait à François Mitterrand l'acceptation de ce régime électorale. Ces avantages seraient les suivants : en premier lieu le régime électoral proposé est dans la logique de la doctrine présentée par François Mitterrand. Il demande la République des citoyens, c'est-à-dire la participation des citoyens à la chose publique, autrement que par un référendum sur une question qui a été posée à sa guise par le Président, c'est-à-dire un véritable plébiscite. La participation se fait par l'Assemblée législative, mais aujourd'hui, avec le système actuel, lorsqu'un électeur a voté pour un candidat qui a été battu, c'est comme si son suffrage comptait pour zéro, il est exclu de la vie publique. Ce qu'il faut c'est qu'un citoyen, quel qu'il soit, où qu'il soit, quelle que soit son opinion, ne voit pas son suffrage perdu, qu'il compte toujours pour "un", comme celui de tout autre. Et ainsi sera réalisée, par la proportionnelle nationale, la République des citoyens.

Mitterrand souhaite également qu'il y ait un regroupement des électeurs et des élus dans quatre grandes familles politiques, la droite, le Centre-Droite, la gauche et le Parti Communiste, et la disparition de toutes les petites formations dont l'existence a été une des causes importantes de l'instabilité ministérielle sous la 4ème République. Mais précisément, c'est le morcellement produit par le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours qui favorise ces petites formations et c'est l'élargissement du cadre électoral jusqu'aux dimensions nationales qui facilitera le regroupement désirable et désiré par Mitterrand, et quand on souhaite un résultat, il faut adopter les conditions qui le rendent possible.

En second lieu, le régime électoral proposé permettrait à Mitterrand de réfuter l'objection qu'il est l'homme du retour à la 4ème République.

La 4ème République a connu, au point de vue électoral, un régime tout différent, le scrutin de liste départemental. Or, le cadre départemental cumulait deux défauts : il était trop vaste pour permettre le contact personnel des candidats avec les électeurs et il était trop étroit pour permettre une application arithmétique correcte de la représentation proportionnelle. Ou bien on adoptait le système de la plus forte moyenne qui favoriserait les grosses listes et pour y parer, on avait adopté le procédé des apparentements qui a laissé de très mauvais souvenirs. Ou bien on adoptait le système du plus fort reste qui favorisait les petites listes, et on a assisté à cette juxtaposition incohérente du plus fort reste en Seine et Seine-et-Oise et de la plus forte moyenne dans le reste de la France.

Ce que nous proposons avec le scrutin individuel, c'est au contraire

l'accumulation des deux avantages, la campagne dans une circonscription étroite, et la répartition des sièges dans le cadre national.
Il s'agit, en outre, d'un régime neuf que la 4ème République française n'a pas connu, dont le principe a été donné par Léon Blum à l'Allemagne en 1948, et que celle-ci pratique depuis près de vingt ans à la satisfaction de tous.
Mitterrand pourrait dire aux gaullistes que leur régime politique repose sur un régime électoral qui a été celui du Second Empire, car le régime du scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours a sans doute été utilisé par la 3ème République qui l'a retourné contre la réaction, mais on ne peut pas oublier qu'il a été introduit en France en 1852, après le Coup d'Etat du 2 décembre. Nous pensons qu'il n'y a pas lieu, dans la deuxième moitié du 20ème siècle, de s'attacher au régime électoral du temps des crinolines !
L'adoption par Mitterrand de la représentation proportionnelle nationale au scrutin individuel, lui permettrait une réponse péremptoire à ceux qui l'accusent d'être le candidat du Front Populaire, un reproche qui commence déjà, qui se développera tout au cours de la campagne, qui lui sera fait non seulement par le candidat gaulliste, mais qui lui est déjà fait par d'autres candidats, comme M. Lecanuet ou M. Tixier Vignancour. Or, pour qu'il y ait Front Populaire à des élections à l'Assemblée législative, cela suppose des désistements mutuels entre Socialistes et Communistes, et à un second tour, comme cela s'était fait entre les trois partis républicains en 1936, mais s'il n'y a pas deux tours, s'il y a la représentation proportionnelle nationale, alors, le problème ne se pose plus et il n'y a plus de question de Front Populaire, ni dans le fond, ni dans les termes.
Aujourd'hui, si Mitterrand est le candidat qui est soutenu à la fois par les Socialistes et par les Communistes, et maintenant par les Radicaux, cela tient au mode de scrutin qui a été imposé par le régime gaulliste, c'est-à-dire non seulement un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, mais des conditions rigides au second tour, puisqu'il doit ne rester en présence que les deux candidats qui ont réuni le plus de suffrages.
Enfin, dernier avantage sur lequel j'attire votre attention, si comme nous le souhaitons tous, Mitterrand est second à un ballottage, le problème, pour lui, sera de se rallier au second tour les électeurs des autres candidats. S'il leur a offert à l'avance la représentation proportionnelle nationale, est-ce que cela n'est pas de nature à lui rallier un grand nombre d'électeurs, et notamment ceux de M. Lecanuet, candidat du MRP puisque le MRP a toujours été très attaché à la représentation proportionnelle ?
Reste le dernier problème, problème pratique : comment faire adopter un tel système par l'Assemblée Nationale que domine l'UNR ?
Remarquons encore une fois que le problème ne se pose qu'en cas d'élection de Mitterrand comme Président de la République. Si ce résultat souhaité se réalisait, je pense que ce serait un avertissement pour l'UNR que les élections législatives faites au scrutin majoritaire peuvent se retourner contre elle, parce que c'est un scrutin d'écrasement et que si elle avait été vaincue aux élections présidentielles, elle peut l'être aux élections législatives. Par conséquent, cela peut inciter comme un avertissement de sagesse un certain nombre de députés

UNR à se rallier à ce système qui leur offre la garantie qu'ils auront dans la prochaine Assemblée Nationale une représentation conforme à ce qu'ils représentent véritablement dans le pays.
Mais admettons qu'ils n'acceptent pas et que, comptant sur les difficultés que j'ai indiquées tout à l'heure pour le regroupement au second tour des candidats de gauche, ils maintiennent le scrutin majoritaire à deux tours ; alors, que faire ? puisque, d'une part, nous souhaitons la représentation proportionnelle et que, d'autre part, dans la prochaine élection, il y aura le scrutin majoritaire, la solution serait de faire de ce changement du mode électoral l'enjeu des prochaines élections.
En d'autres termes, ce que nous proposerions pour une entente entre les trois fractions anti-gaullistes, Centre-Droite, Gauche et Communistes, ce serait un accord entre elles pour qu'aux prochaines élections, si la coalition des trois partis anti-gaullistes l'emporte, l'Assemblée ne soit nommée que pour une courte durée de quelques mois, avec deux programmes seulement : d'une part, la suppression immédiate de ce qui est le plus caractéristique dans le régime gaulliste, c'est-à-dire la suppression du monopole gouvernemental de la radio-télévision ; d'autre part, la suspension immédiate de la fabrication de la bombe atomique, l'envoi immédiat d'un délégué à la Conférence Internationale du Désarmement à Genève et la reprise immédiate des négociations avec nos partenaires du Marché Commun. D'autre part, le vote d'une loi électorale établissant la représentation proportionnelle nationale avec scrutin individuel et immédiatement après, auto-dissolution de l'Assemblée et nouvelles élections d'après le nouveau régime.
Un tel accord permettrait non pas peut-être dans toutes les circonscriptions, mais dans un grand nombre de circonscriptions, le vote des électeurs pour le candidat qui n'est pas celui qu'ils auraient préféré, puisque ce ne serait que pour quelques mois, avec la certitude qu'il y aurait ensuite la représentation proportionnelle nationale qui permettra à chacun d'avoir des élus de son choix.
Je de demande pas en conclusion au Conseil national de se prononcer sur ces problèmes, puisque nos fédérations n'en ont point délibéré. J'ai seulement pensé qu'il était nécessaire de lui dire que ces problèmes existent, qu'ils peuvent se poser dans un avenir très prochain, et qu'il ne faut pas se laisser surprendre par eux. Il appartiendra à la Commission des résolutions de donner à mon exposé la suite qui lui paraîtra la meilleure, pour les intérêts du Socialisme et de la République.
Ainsi que l'a montré l'expérience gaulliste, un régime électoral est un élément institutionnel de la plus haute importance pour un régime politique. Le régime gaulliste repose sur un mode de scrutin artificiel et inique. Pour réaliser véritablement la République des citoyens, il faudra l'établir dans des élections sur des bases irréprochables de la justice.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à notre camarade Guimard, de la Nièvre, dernier orateur inscrit.

Guimard (Nièvre)

Camarades, je compte intervenir essentiellement sur la candidature de François Mitterrand, car s'il y a des militants Socialistes qui connaissent bien François Mitterrand, ce sont certainement les militants de la Nièvre.

Nous nous sommes opposés à lui de 1947 à 1960. Nous avons toujours eu l'impression, sinon la certitude, quand nous nous heurtions dans la Nièvre à des compétitions électorales, qu'il se situait beaucoup plus à gauche, sur le plan national, que sur le plan départemental, et pour ceux d'entre nous qui ne se laissaient pas entraîner par trop de passion, nous estimions que c'était un homme de valeur et un homme courageux.

Sans désemparer depuis 1958, il a combattu le pouvoir personnel. Dans mon département, dès 1961, des rapprochements entre François Mitterrand et nous, se sont opérés. Nous avons fait voter poux lui au second tour des élections législatives de 1962. Nous avons eu, certes, des difficultés aux élections municipales, à Nevers et à Château-Chinon. Lui et nous n'avions sûrement pas entièrement raison, ni entièrement tort.

Après le retrait de la candidature de notre Camarade Gaston Deferre, retrait que les Camarades de la Nièvre ont bien regretté, l'annonce du soutien, unanime du Comité directeur de la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République, suscita des remous dans ma fédération, remous bien compréhensibles si l'on se réfère au passé, mais tenant compte de la situation actuelle, 80% des camarades de la Nièvre se sont ralliés à la candidature de François Mitterrand au cours des délais de notre dernier Congrès fédéral, en pensant que personne ne peut contester l'importance particulière de la candidature de François Mitterrand pour la fédération Socialiste de la Nièvre, et personne n'oublie qu'en de nombreuses circonstances, les Socialistes de la Nièvre se sont affrontés avec lui dans les luttes politiques, luttes qui restaient dans le cadre du régime républicain.

Mais le 5 décembre n'est pas une bataille spécifiquement Socialiste, c'est une bataille contre le gaullisme, et le pouvoir personnel, pour une démocratie véritable et pour une meilleure justice sociale.

Si François Mitterrand n'est pas le candidat du cœur, c'est le candidat de la raison. C'est donc avec le Parti tout entier que les camarades Socialistes de la Nièvre mèneront le combat.

(Applaudissements)

Le président – Est-ce que Benoît, de la Charente, qui est inscrit pour cet après-midi, est là ?

…

Il n'est pas là, la parole est alors à Guy Mollet.

Gaston Defferre – S'il y a un débat cet après-midi, je préférerais parler cet après-midi.

Fondation Jean Jaurès

Le président – Il n'y aura pas de débat cet après-midi.

Guy Mollet – Il n'y a plus d'orateur inscrit, si tu veux parler...

Le président – La parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, c'est avec résignation que la fédération des Bouches-du-Rhône a voté la ratification de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, de la fédération que nous appelons la petite fédération.

Il y a quelques jours, au Comité directeur, un camarade m'a posé la question de savoir pourquoi nous disions petite fédération pour la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et pourquoi nous appelions grande fédération la fédération qui avait été proposée au Congrès national, au mois de juin ?

Je voudrais répondre à cette question, et je voudrais ensuite dire au Conseil pourquoi nous nous sommes étonnés que ce qui avait été refusé quand il s'agissait d'établir la charte de la grande fédération a été si facilement accepté, et on peut même dire accepté d'enthousiasme, quand il s'est agi de la petite fédération.

Et d'abord, pourquoi grande et petite fédération ?

Grande, non pas parce que la fédération telle que nous l'avions conçue, prévoyait la présence du MRP. Grande, parce que cette fédération, pour la première fois depuis 1958, avait passé la rampe, parce que, pour la première fois depuis 1958, une initiative de l'opposition avait véritablement intéressé l'opinion, et pas seulement l'opinion des militants – qui compte, bien sûr, beaucoup – mais aussi, et c'était là le fait nouveau, la grande opinion publique, la masse des indécis et des hésitants.

Vous vous rappelez qu'au mois de juin, alors même que le général De Gaulle faisait un voyage en province, les journaux, la radio elle-même, la télévision, rendaient compte de nos travaux, de la préparation de cette fédération, et dans la plupart des journaux on accordait même plus de place à la fédération que nous étions en train de préparer qu'au voyage que le Général De Gaulle faisait en province !

Or, en France, les résultats électoraux dépendent – l'expérience l'a prouvé et je vais le préciser – du vote d'un certain nombre d'indécis, d'un certain nombre d'hésitants, qui dans le passé se sont portés tantôt vers les Socialistes, tantôt vers les Communistes, tantôt vers les mendésistes, et qui, depuis 1958, se portent vers les gaullistes. Si l'on se rappelle comment ont été gagnées les élections de 1936 ou celles de 1956, on voit que ce sont ces hésitants, ces indécis, qui, en se portant de notre côté, ont fait pencher la balance en notre faveur et nous ont permis de gagner les élections.

C'est cette masse flottante, qui d'après toutes les études, et les plus sérieuses, qui ont été faites du corps électoral français, représente plus de la moitié du corps électoral, c'est cette masse flottante que nous avions enfin réussi à atteindre, à intéresser, et c'est pourquoi cette fédération avait enfin passé la

rampe, c'est pourquoi ce projet avait enfin intéressé l'opinion, et c'est pourquoi cela nous donnait une chance, non seulement de développer l'influence du Parti pour l'avenir, mais de l'emporter dans les élections présidentielles.
La petite fédération, celle qu'on nous présente aujourd'hui, personne ne peut venir affirmer à cette tribune qu'elle ait intéressé l'opinion. Les journaux en ont à peine parlé, plus personne n'en parle maintenant, et il est absolument évident qu'elle ne nous permettra pas d'obtenir les suffrages de ces indécis, de ces hésitants, de cette grande masse d'électeurs dont dépend le sort d'une élection.
Le calcul que Guy Mollet a fait ici, au Conseil national du mois de juillet, qui consiste à additionner les voix obtenues par les Socialistes, les Radicaux, les Communistes, aux dernières élections, et ainsi à faire des prévisions pour l'avenir, ce calcul-là, nous savons – je m'excuse de le dire – que c'est un calcul faux. Quand il a été fait, avant le référendum de 1962 et avant les élections de novembre 1962, au moment du Cartel des non, nous avons vu quels en ont été les résultats.
La vérité, c'est que quand il s'agit d'une élection au suffrage universel, sur le plan national, il ne s'agit pas de se référer à des résultats obtenus précédemment dans les élections, de raisonner de façon statique, il faut, au contraire, essayer de raisonner et d'agir de façon dynamique, pour entraîner le corps électoral, déterminer ceux qui hésitent, ceux qui sont indécis, ceux qui jusqu'à maintenant avaient accordé leur confiance aux autres, et les attirer à nous.
La petite fédération ne peut pas prétendre obtenir ce résultat, car cette petite fédération ne peut pas présenter cet aspect absolument essentiel, déterminé, qui consiste à être une formation à caractère majoritaire.
Il faut, pour réussir en matière électorale au suffrage universel, des solutions simples et claires, et qui soient accessibles à tous, et j'approuve entièrement ce qui a été dit ici tout à l'heure par Christian Pineau, quand il disait que les calculs savants, la tactique ou la manœuvre de Guy Mollet, sont difficilement intelligibles – et j'accentue le propos de Pineau – pour le Comité directeur, encore plus pour les militants, totalement incompréhensibles, et même condamnés, pour la masse des électeurs.
En réalité, ce qu'il faut aux élections de cette nature, c'est tenir des propos simples et clairs, et l'analyse politique nous avait amenés à dire que ce qu'il fallait c'était proposer aux électeurs la même majorité pour élire le Président de la République, ensuite pour élire les députés, et ensuite pour gouverner. Alors, on sait que les choses sont simples, qu'elles sont claires, et on sait que la stabilité pourra être assurée si l'on gagne, on sait où l'on va, on sait quel programme sera appliqué, les électeurs savent à quoi s'en tenir, ils peuvent choisir en toute connaissance de cause, en pleine clarté, la majorité pour laquelle ils votent, en sachant que c'est elle qui gouvernera demain, ils savent qu'ils auront affaire à des hommes qui ont pris des engagements clairs et précis, cela est facile à expliquer, cela est facile à faire comprendre.
Par contre, le système du pacte électoral avec certaines formations politiques, conclu pour la durée d'une élection, en sachant parfaitement qu'au lendemain de l'élection ce pacte électoral ne sera pas suivi, normalement, logiquement, par un

pacte de gouvernement avec les mêmes formations politiques, mais qu'on va, au lendemain de l'élection, se tourner vers d'autres pour conclure avec eux un pacte de majorité ou une alliance gouvernementale, cela n'est pas compris, cela n'est même plus admis par l'opinion publique, et je dois dire que, par exemple, les électeurs Communistes qui sont actuellement dans le pacte électoral pour la majorité présidentielle, ont droit de poser la question de savoir – et les électeurs, Communistes ou pas, ont le droit de poser la question de savoir – quel sera leur rôle après l'élection, s'ils seront dans la majorité parlementaire, et même s'ils seront dans le gouvernement lui-même.

C'est une question qui vient logiquement à l'esprit, et qui appelle une réponse claire, simple.

Croyez-moi, ne pas répondre, chercher à éluder ou laisser entendre, comme il a été dit à cette tribune au Conseil national du mois de juillet, qu'après les élections on fera un pacte de majorité pour la durée de la législature avec le Centre, ou même avec les Indépendants, pour gouverner, dans la mesure où ceux-ci seront républicains, après avoir fait un pacte électoral avec les Communistes, croyez-moi, ce n'est même pas une habileté qui soit de nature à attirer les électeurs, en vérité, personnellement, je pense que c'est une erreur, et que ce n'est pas de nature à attirer la confiance, la sympathie, l'élan des électeurs, mais, au contraire, que cela ne peut que les écarter.

Et puis alors, les électeurs ont le droit de poser la question : une majorité avec qui, et une majorité pour quoi faire ?

Une majorité électorale avec le Parti Communiste, et demain la rupture pour traiter avec d'autres.

Une majorité pour quoi faire ? Les Communistes sont d'accord avec De Gaulle sur la politique étrangère, et nous sommes, nous, en total désaccord avec De Gaulle et les Communistes sur l'essentiel de la politique étrangère. Il est clair que le pacte, tel qu'il peut résulter de la petite fédération, ne peut pas nous conduire à une situation claire, a une situation nette, à une situation compréhensible pour la grande masse des électeurs.

Or, notre but à tous doit être de battre le gaullisme, doit être de mettre fin à ce régime. Est-ce que vous pensez que le moyen de battre le gaullisme, de mettre fin à ce régime, c'est de présenter une de ces solution comme nous en avons présentées souvent dans le passé, en disant aux électeurs : vous allez voter pour ce cartel électoral, et en laissant entendre que, puisque nous ne sommes pas d'accord avec les Communistes – et les décisions de nos Congrès sont, à cet égard, formelles – ensuite nous ferions autre chose ? Il est alors facile aux gaullistes – et ce sera leur meilleur argument électoral – de dire : regardez-les ! Voulez-vous revenir au régime de l'instabilité ? Votez pour eux ! Puisqu'ils ne sont même pas capables, avant l'élection, de vous dire quelle sera la majorité du gouvernement, et quel sera le programme de ce gouvernement !

Or, camarades, il y a une chose dont les plus anti-gaullistes des Français ne veulent pas, c'est le retour à l'instabilité ministérielle. On pourrait sur ce thème discuter longuement, et soutenir que sous la 4ème République, avec l'instabilité ministérielle, on a en réalité fait beaucoup plus, aussi bien dans le domaine de la

politique étrangère que dans le domaine de la politique sociale et de l'économie, que la 5ème République avec la stabilité ministérielle, et à bien des égards c'est vrai.
Mais il existe à propos de l'instabilité ministérielle comme une sorte d'allergie dans l'opinion publique, et on peut presque dire qu'il y a là quelque chose comme un sentiment d'amour-propre national. Les Français sont blessés dans leur amour-propre quand ils assistent à ces crises ministérielles répétées, et penser qu'on peut gagner une élection en ne donnant pas l'impression qu'on a tout prévu, tout préparé pour assurer non seulement la victoire, mais la stabilité ministérielle et la majorité gouvernementale pour l'avenir, c'est se faire une grave illusion. En vérité, à la dernière minute, les électeurs plutôt que de voter pour des candidats si séduisants soient-ils, préféreront voter pour ceux qui assurent la stabilité et la continuité gouvernementale.
Je voudrais à cet égard – et je suis heureux qu'il vienne d'entrer dans cette salle – dire à notre camarade Fusier que ses hymnes à l'union de la Gauche n'y changeront rien ! Et puisque Fusier aime bien les analyses, je voudrais lui dire qu'il pourrait pousser ses analyses un peu plus loin !
Et que le mythe de l'union de la Gauche ne doit pas être brandi à tout propos, n'importe comment, n'importe où, dans un journal qui est par son tirage restreint réservé aux militants, c'est-à-dire à des hommes un peu avertis de la politique, car on ne peut pas comparer 1936 et 1965. En 1936 la CGT, grande syndicale ouvrière non Communiste était de loin la plus forte ; la CGT était peu de chose.
En 1934, je dirai, puisque la fusion s'est faite un peu avant, la CGT et les Socialistes, et Jouhaux en particulier, jouaient encore un rôle déterminant. Les Socialistes étaient plus nombreux, plus puissants à tous points de vue que les Communistes, et l'alliance qui a été faite l'a été avec les Radicaux, les Socialistes et les Communistes à la fois, ne l'oublions pas, pour un pacte électoral, pour un programme de gouvernement, pour une majorité parlementaire, et même pour la constitution d'un gouvernement puisque Léon Blum a demandé aux Communistes d'entrer dans le gouvernement, et qu'ils ont refusé. A ce moment là nous étions les plus forts, nous pouvions par conséquent nous permettre de traiter avec les Communistes dans des conditions telles que nous ne risquions pas d'être dépendants d'eux. A ce moment là, l'unité de la Gauche c'est autour de nous qu'elle se faisait, et c'est nous qui en étions les animateurs.
Aujourd'hui, le mot d'ordre de l'union, de l'unité de la Gauche, ce sont les Communistes qui l'ont donné, parce qu'électoralement ils sont plus puissants que nous, et qui peut aujourd'hui répondre à cette question : est-ce que le pacte électoral que la petite fédération permet de conclure ou qu'elle conclurait à l'occasion de l'élection présidentielle sera suivi d'un pacte de majorité, d'un pacte de gouvernement ? Est-ce que les Communistes vont entrer dans le gouvernement ?
Alors les hymnes à l'union de la Gauche, je crois qu'avant de se lancer dans ce langage lyrique il faudrait faire des comparaisons plus précises entre les situations que nous avons connues dans le passé et la situation actuelle !

Et puisque je m'adresse à Fusier et que nous sommes en Conseil national, appelés à délibérer de ce qui s'est passé depuis le dernier Conseil, je voudrais lui poser une question très précise, que j'ai d'ailleurs déjà posée au Comité directeur. Il y a eu il y a quelque temps une élection partielle à Paris, très importante puisqu'elle mettait en cause le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Frey. Les Socialistes n'ont pas présenté de candidat, et Fusier nous expliquait au Comité directeur que des pourparlers avaient été engagés avec les Radicaux et le PSU pour présenter un candidat commun, qu'à la dernière minute l'accord ne s'étant pas fait, la candidature du PSU ayant été déposée, nous n'avions pas nous-mêmes déposé de candidature et nous avions dû nous rallier à la candidature du PSU que nous avions d'ailleurs soutenue. Ceci m'a amené à dire avec un peu de vulgarité à Fusier qu'on donnait vraiment l'impression d'être le cocu battu et content !
Mais ce qui est grave, quand on voit les résultats, c'est que M. Frey n'a été élu qu'à quelques voix au premier tour. Or si les Socialistes avaient présenté un candidat, M. Frey aurait été en ballottage, et sur le plan national cela présente une certaine importance !
Ce que Fusier a fait comme secrétaire général de la Seine, Guy Mollet l'a certainement connu comme secrétaire général du Parti, puisque c'est un problème qui dépassait par son importance le cadre de la fédération de la Seine, et par conséquent la responsabilité de Guy Mollet est engagée avec celle de Fusier dans l'affaire.
En ce qui concerne Fusier toujours, par contre il y a un domaine où je veux lui adresser des félicitations, félicitations que je suis d'autant plus compétent pour lui adresser que je me suis trouvé dans une situation analogue à celle dans laquelle se trouve Mitterrand maintenant. Vraiment, je le félicite pour la façon dont le Populaire soutient et appuie la candidature de Mitterrand. Et je peux apprécier d'autant mieux que quand j'étais candidat je n'ai pas bénéficié d'un traitement aussi favorable !
(Applaudissements)

Augustin Laurent – Ne t'avance pas trop dans cette voie !

Gaston Defferre – Mon cher Augustin Laurent, je poursuivrai mon exposé comme je l'ai préparé ; je développerai ce que je crois avoir le devoir de développer devant le Conseil national. Une fois de plus je ne suis pas d'accord avec toi, depuis un certain nombre de mois c'est une chose qui est arrivée bien souvent. Mais je crois que dans un parti comme le nôtre chacun doit avoir le droit d'exprimer son opinion sans pour autant être condamné ou interrompu par les camarades qui ne sont pas d'accord.
(Applaudissements)
Enfin, camarades, à propos de cette élection il y a une chose, un dernier point sur lequel je voudrais insister. Nous allons voter pour Mitterrand, au Comité directeur j'ai fait partie de ceux qui ont voté pour la candidature de Mitterrand, nous allons donc voter pour les sept options qui ont été choisies par Mitterrand.

Mais je pense qu'il y a un point qui est fondamental : il est indispensable que le programme d'un candidat à la présidence de la République et le programme des candidats députés soit le même, sinon les électeurs ne comprendront plus rien, et au lendemain des élections législatives nous risquerions de nous trouver devant un conflit entre le président de la République et les députés.
En vérité, camarades, au point où nous en sommes, nous n'avons plus d'autre solution. Les choses, comme dit l'autre, étant ce qu'elles sont, nous n'avons plus qu'à souhaiter que cette élection à la présidence de la République se déroule dans les meilleures conditions, c'est-à-dire que Mitterrand obtienne le plus de voix possible.
Mais, camarades, il ne faut pas nous dissimuler que la situation dans laquelle nous nous trouvons a quelque chose d'incohérent ! Le Parti se trouve engagé dans une situation qui est telle qu'au lendemain des élections présidentielles, s'il y a des élections législatives, nous risquons de nous trouver dans les pires contradictions !
La tentative que j'avais faite était au contraire cohérente et logique ; elle pouvait aboutir à une entente sur le programme, sur les candidats, sur la majorité, sur les structures politiques. Elle pouvait revaloriser les partis politiques.
Mais, camarades, je vais aborder ici une partie de mon exposé particulièrement délicate ; je considère que j'ai le droit et le devoir de le faire. Ma tentative avait un inconvénient, il n'y avait plus dans le Parti Socialiste SFIO un seul porte-parole, un seul leader, il y en avait deux : il y avait Guy Mollet et moi-même. Guy Mollet n'en a pas voulu. Il n'a pas accepté d'exécuter le mandat qu'il avait reçu du Congrès au mois de juin. Il n'a pas appliqué les décisions de notre Congrès dans la tentative de constitution de la fédération. Il n'est pas venu aux deux séances que nous avons tenues pour défendre la motion qui avait été votée par le Parti, mais pour combattre la tentative qui était faite.
Le MRP a une très grande responsabilité dans l'échec de la tentative de fédération, mais la responsabilité de Guy Mollet est elle aussi très grande !
L'accord entre Fontanet, Lecanuet et Guy Mollet était complet pour ne pas se fédérer. Si Guy Mollet n'avait pas eu cette attitude, s'il avait essayé de faire aboutir la fédération, Lecanuet et Fontanet auraient été isolés et se seraient trouvés seuls en face de tous ceux qui voulaient faire la fédération, et les choses auraient alors pu prendre une autre tournure. Et après l'échec de la fédération, et compte tenu de ce qu'avait été l'attitude de Guy Mollet pendant toute cette période, je n'avais plus qu'une seule chose à faire, c'est à tirer des conclusions honnêtes et logiques de l'attitude de ceux et celui à qui je m'étais heurté, c'est-à-dire me retirer ! Et c'est ce que j'ai fait.
Mais après mon retrait, quand il n'y a plus eu à nouveau qu'un seul porte-parole, qu'un seul leader pour le Parti Socialiste, quand la grande fédération a été torpillée, alors tout ce qui avait été contesté, tourné en dérision, critiqué dans la grande fédération a été accepté dans la charte de la petite fédération.
Rappelez-vous les orateurs qui vous ont dit à cette tribune : il ne s'agit pas que la fédération démocrate Socialiste soit la fédération démocrate et Socialiste, car cela voudrait dire qu'il y aurait des démocrates qui ne seraient pas des

Socialistes. Eh bien aujourd'hui, regardez le titre : c'est la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ! Ce "et", cette conjonction qui nous avait valu les railleries et les attaques d'un certain nombre de camarades, en particulier de Guy Mollet et de Fuzier, vous pouvez le retrouver dans le texte qui vous est présenté, dont on vous dit que c'est l'événement le plus important qui s'est produit depuis 1945 !

Le passage sur les nationalisations qui était dans la charte que nous avions essayé d'élaborer, qui avait également été l'objet d'attaques, de critiques et de moqueries, vous pouvez le retrouver également tel quel dans la charte de la petite fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

La vérité, c'est que cette petite fédération n'a de fédération que le nom. La vérité, c'est que cette petite fédération qui groupe les 80 ou 90 000 militants Socialistes SFIO et, dit-on, 2 ou 3 000 militants UDSR et quelques milliers de Radicaux, la vérité c'est que cette petite fédération c'est la SFIO avec une poussière autour d'elle. On disait pis que pendre au mois de juin des clubs, on n'avait pas de mots assez sévères pour les condamner quand on s'adressait à l'ensemble des clubs qui existent ; et ces clubs ont tout à coup trouvé une vertu et des qualités qu'on ne leur connaissait pas quand il ne s'agit plus de l'ensemble, mais seulement d'une toute petite partie d'entre eux ; les clubs dans ces conditions sont devenus quelque chose d'important.

En vérité, je l'ai dit au Comité directeur, et c'est pourquoi j'ai le devoir de le répéter ici, dans toute cette affaire Guy Mollet ne s'est pas comporté en Secrétaire général du Parti mais en partisan ! Maintenant que je ne suis plus candidat, maintenant que j'ai laissé passer le délai convenable – au mois de juin je n'aurais pas voulu le faire, et je me suis volontairement imposé le silence, ce qui a surpris un certain nombre de camarades, car j'aurais pu donner l'impression d'être amer ou déçu ; ceux qui m'ont vu depuis savent qu'il n'en est rien – maintenant que je ne peux plus être soupçonné d'ambition personnelle, j'ai le droit et même le devoir de poser devant le Parti un très grave problème ; un problème dont je sais qu'il est difficile de parler, mais dont nous avons le devoir de parler, le problème du Secrétariat général du Parti.

Je ne suis pas, je ne serai pas, je ne serai jamais candidat au Secrétariat général du Parti.

Je suis donc à mon aise pour parler de ce problème, et je vais essayer de le faire dans des termes aussi modérés que possible, ce qui n'enlèvera rien à la sévérité du propos sur le fond.

Guy Mollet est Secrétaire général du Parti depuis 1946 c'est-à-dire depuis bientôt 20 ans. Nous avons, au cour du Congrès du mois de juin, confronté les chiffres en gros, nos effectifs sont passés de plus de 500 000 à moins de 100 000. Et, ce qui est plus grave, c'est que notre Parti s'est radicalisé et la dernière séance du Comité directeur a été, à cet égard, révélatrice. C'est que nous assistons, de plus en plus, à des actes d'indiscipline, que nous voyons un grand nombre de fédérations qui ont des élus municipaux, cantonaux, parlementaires, n'avoir qu'un nombre de sections extrêmement limité, que nous voyons les élus prendre à l'égard des fédérations ou des sections une

indépendance et une liberté qui ne sont pas compatibles avec les règles de la discipline dans un parti comme le nôtre. La vérité est que depuis quelques années, nous voyons se dégrader jour après jour, sous nos yeux, le Parti Socialiste. Ce spectacle que nous avons donné à bien des reprises est, à cet égard, hélas, édifiant.

Pourquoi ? Pourquoi en est-il ainsi et qui est responsable ? Quand nous avons discuté de cela au Comité directeur il y a quelques jours, je dois dire que j'ai été stupéfait de voir le Secrétaire général du Parti rejeter la responsabilité sur les élus, sur les secrétaires fédéraux et avoir l'air de considérer que lui, qui a conduit le Parti depuis bientôt vingt ans, que lui était placé hors de toute responsabilité, alors qu'il a la responsabilité principale, la première, la plus lourde de toutes les responsabilités dans cette évolution.

Voyez-vous, camarades, on a parlé tout à l'heure de l'interview Pinay qui a fait dans l'opinion un effet absolument déplorable, qui a sonné à nos oreilles de façon particulièrement désagréable, car nous avions encore le souvenir de ce que Guy Mollet avait dit au Comité directeur quelques jours auparavant, quand il nous a déclaré que si De Gaulle n'était pas candidat au second tour, Mitterrand ne pouvant pas être élu du fait des voix Communistes, Pinay s'il était candidat pouvait être élu et il se battrait dans le Parti. Et nous avions à ce moment là demandé que ce ne soit pas un Comité directeur, mais un Conseil national qui soit amené à en délibérer, pour soutenir la candidature de Pinay.

Voyez-vous, camarades, des déclarations comme celles qui ont été faites à Suresnes, qui consistent à dire "l'élection du 5 décembre n'est pas un évènement majeur, ce qui compte c'est la conquête du pouvoir législatif" sans dire avec quelle majorité électorale, pour quelle majorité gouvernementale, pour quelle action gouvernementale, tout ce qui est considéré dans l'opinion publique comme une tactique, comme une manœuvre, comme des retournements comme ceux que nous avons connus à plusieurs reprises à la suite des déclarations faites par Guy Mollet à des différents époques, qu'il s'agisse de 62 ou qu'il s'agisse d'époques plus récentes, tout cela crée chez les militants une inquiétude, une incompréhension et ils se disent : "Après tout, puisque le Secrétaire général du Parti peut, lui, prendre n'importe quelle position, pourquoi est-ce que nous n'en ferions pas autant ?" Et c'est ce climat malsain qui, à l'intérieur du Parti, a provoqué cet état d'esprit que nous connaissons maintenant et qu'il faut que nous essayons de redresser.

Là, camarades, je veux faire une proposition au Conseil national ; je sais parfaitement qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas en délibérer valablement, mais je veux la faire dès aujourd'hui car nous aurons l'occasion d'en reparler et le Parti devra se prononcer.

Un certain nombre de formations politiques ont limité la durée du mandat du président ou du Secrétaire général à 4 ou 5 ans. C'est le cas du Parti Radical ; c'est le cas au MRP. Pourquoi est-ce que nous n'en ferions pas autant nous, au Parti Socialiste ? Et puis, je vais encore aller plus loin et pour dépersonnaliser le problème autant que possible, pourquoi ne pas adopter une mesure analogue pour le Comité directeur, et pourquoi ne pas dire que les membres du Comité

directeur ne pourront pas siéger plus de 4 ou 5 ans et qu'ensuite ils devront être renouvelés et changés ?
S'il en était ainsi, nous pourrions rajeunir les cadres dirigeants du Parti et nous n'aurions plus cet appareil qui est considéré par l'opinion publique comme un appareil qui pèse lourd non seulement sur la vie politique du Parti mais même sur la vie politique de la nation.
Et je veux camarades conclure : nous traversons une crise grave ; la démocratie traverse une crise grave ; le Parti traverse une crise grave ; la question qui se pose pour nous est de savoir si nous saurons en tirer les leçons, si nous saurons les utiliser, si nous serons capables de sortir des routines et des ornières, si nous aurons le courage de savoir situer les responsabilités et en tirer les conséquences.
Il faut d'abord avoir le courage de poser les problèmes pour les résoudre, et d'abord celui du Secrétaire général sinon nous continuerons à suivre la pente descendante, le Parti s'affaiblira de plus en plus, et avec lui c'est la démocratie, le progrès et l'espoir de changements qui disparaîtront.
Aujourd'hui, à la veille des élections présidentielles, même ceux qui, comme moi, ne sont pas d'accord sur l'analyse politique de Guy Mollet, voteront sans doute pour la petite fédération et pour la candidature de Mitterrand.
Nous le ferons d'autant plus volontiers que Mitterrand est un homme courageux, intelligent, un orateur brillant et qu'il a su tenir tête au Parlement, mieux que quiconque, à la majorité gaulliste. Mais vous permettrez à ceux d'entre nous qui ne sont pas d'accord avec l'analyse politique qui est faite par la direction du Parti, de prendre date et de demander qu'un Conseil national du Parti soit réuni après les élections pour que nous puissions en tirer les leçons et pour que nous puissions essayer d'engager alors le Parti et la République dans la voie du redressement.
(Applaudissements)

Le président – Camarades, il est midi vingt.

Guy Mollet – Je demande à parler dès maintenant.

Le président – J'ai un inscrit, Michel Darras.

Guy Mollet – Je souhaite qu'on me laisse parler ce matin.

Le président – Fuzier a demandé à parler à la fin.

Guy Mollet – Je fais une proposition : que le Conseil national continue cet après-midi, car j'imagine que d'autres camarades doivent avoir envie de parler.
Je souhaite donc que vous ne considériez pas cette intervention comme étant la dernière, – ce qui est traditionnellement le cas – la défense parle généralement la dernière, mais simplement comme une réponse à ce qui vient d'être dit. Ca ne serait pas la clôture.

Col. Fondation Jean Jaurès

Le président – Bon. La séance sera levée après ton intervention et renvoyée à cet après-midi.

Guy Mollet

Camarades, il y avait trois sujets, il y en a quatre. Il y avait le quitus vraisemblable aux organismes directeurs ; je souhaite que ce quitus soit unanime, à la condition qu'on veuille bien en extraire le cas particulier du Secrétaire général. C'est pourquoi je parle de quatre problèmes et pas de trois. Le quitus aux organismes directeurs me parait aller de soi, étant donné que les décisions ont été prises à l'unanimité par le Comité directeur, sur les deux autres points.

Donc, les trois questions dont je parlerai ensuite resteront : celle de Mitterrand, celle de la FGDS et d'abord je veux répondre sur le problème supplémentaire posé, que je m'excuse de mettre à la première personne, mon problème, le problème du Secrétaire général ;

Je dois dire qu'après avoir entendu Christian Pineau, j'étais bouleversé, amer ; je le suis moins après avoir entendu Gaston Defferre. J'avais cru qu'il s'agissait d'un problème humain, d'un reproche fait sur une possible erreur, j'y reviendrai. Après avoir entendu Defferre, je sais qu'il ne s'agit pas d'un problème humain, mais d'un problème politique.

Et c'est la raison pour laquelle je n'arriverai pas à la même conclusion après avoir entendu Defferre que celle à laquelle j'aboutissais après avoir entendu Pineau.

Camarades, je savais que tout cela se disait de bouche à oreille ; je savais qu'on se le disait dans certains milieux entre soi ; je savais aussi que les mêmes le disaient à certains organes de la presse… et puisqu'on vide son sac aujourd'hui, on va le vider.

Je savais cela, j'en souffrais et je me taisais.

C'est vrai… Defferre se réfère à vingt ans ; on n'ira peut-être pas tout à fait jusqu'à vingt ans, ça dépendra du Parti. Ca va faire vingt ans que je porte un certain nombre de responsabilités. Les erreurs, j'en ai sûrement commises. Je ne connais pas d'homme qui n'en ait commises. Et plus grave, je les ai commises avec vous et souvent pour vous. Une responsabilité individuelle, un instant j'ai faillit l'envisager après avoir entendu Pineau. J'avais le sentiment que ce Parti avait besoin d'un bouc émissaire et ce sacrifice là, j'en étais encore capable de le faire… J'en ai faits quelques autres.

Mais ce que je ne peux concevoir, c'est qu'un Parti qui se dit Socialiste, amical, fraternel, se comporte comme se comportent un certain nombre de militants du Parti ! Je sais bien que pour être un homme du Nord, ou l'être devenu, je passe pour ce personnage froid et dur, alors que vous êtes souriants ou affectés de l'être ; je n'aurais pas de cœur, vous en auriez… je manquerais du sens de la solidarité, vous l'auriez ! Hélas, c'est faux ! Je suis un homme avec des tripes, rarement on m'a fait aussi mal que ce qu'on me fait depuis un certain temps, rarement !

Fondation Jean Jaurès

La bataille contre l'adversaire, je l'ai menée, à vos côtés parfois, même dans les heures les plus difficiles, même quand j'étais pas à cent pour cent d'accord avec Gaston Defferre mais qu'on lui taillait des croupières dans sa fédération. L'année dernière, j'étais à côté de toi, contre la dissidence ! Je ne demande même pas qu'on renvoie l'ascenseur, mais j'ai dit, j'ai agi chaque fois avec solidarité, parce que je crois qu'on mène en commun un combat commun, contre des ennemis communs.
Mais quand maintenant je suis l'homme le plus sali de France, car je suis cet homme le plus sali de France par toute la presse, l'essentiel de la radio, avec lesquels vous êtes parfois complices – j'en apporterai à l'instant les preuves – quand je suis cet homme et qu'on accepte cela, et qu'au lieu de trouver la solidarité des camarades, je trouve les camarades faisant chorus, ce n'est pas possible !
La conclusion humaine à laquelle vous voulez aboutir, vous y aboutirez peut-être, mais après avoir entendu un certain nombre de choses.
Depuis des semaines, camarades, des mois, je prends tout seul sur les épaules la responsabilité des fautes qu'un Parti a commises en commun, moi y compris, j'en veux ma part, d'autant plus que j'étais le premier responsable. Mais je ne veux pas que vous éludiez les vôtres.
Allons, de quoi m'accuse-t-on ? De tout ! J'ai assassiné Daniel Mayer ; j'ai assassiné Gaston Defferre ; dans l'intervalle, j'avais assassiné Mendès-France ; j'essaie d'assassiner Mitterrand. C'est écrit tous les jours dans la presse !

Augustin Laurent – Dans une certaine presse.

Guy Mollet – Oui, pas dans toute la presse non, et dans la tienne, Augustin, et dans un certain nombre de journaux du Parti, je trouve la preuve de la solidarité. Je ne trouve pas dans tous les journaux du Parti la même solidarité !
C'est normal que nos adversaires disent cela, c'est normal qu'André Philip vienne nous expliquer qu'il a toujours été désintéressé. C'est normal qu'André Philip vienne me donner des leçons de fidélité au Parti. C'est normal qu'André Philip vienne nous expliquer la trahison de Guy Mollet dans l'affaire de Suez…

Un délégué – C'est la meilleure, celle-là.

Guy Mollet – …C'est normal, sauf pour les membres du Comité directeur – tu n'en étais pas, dans la mesure des 4 ans, tu ne risques rien, tu viens d'entrer –
mais ceux qui en étaient savent qu'un jour, avant la décision, André Philip avait, avec acharnement, condamné le Président du Conseil de l'heure – c'était moi – pour sa lâcheté à l'égard de l'Egypte. Et comme un camarade du Comité directeur, aujourd'hui malheureusement absent, mais les autres sont là pour le confirmer, Jean Courtois…

Dans l'assemblée – Il est là.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet – Pardon, il va confirmer, alors… Jean Courtois se levait pour dire – car il n'était pas tout à fait d'accord, lui, fidèle à ce qu'il a toujours été, un tantinet pacifiste, dans le Parti – qu'il était contre cela, il s'est fait traiter par André Philip de "Munichois" ; voilà la formule exacte, vrai ou pas vrai, Courtois ?

Jean Courtois – C'était la plus basse des insultes, à ce moment-là.

Guy Mollet – Ces mêmes hommes, aujourd'hui, me donnent des leçons. Un camarade, ici présent, ce matin, dans la salle, m'apporte là l'article de la citoyenne Mazier :
J'ai obligé le Parti à refuser la candidature de Mendès-France, dans la salle de Puteaux, par orgueil personnel et ambition, pour devenir moi-même Premier ministre. Je ne suis pas responsable pour cela. J'ai conduit la guerre d'Algérie de la manière la plus scandaleuse, la plus monstrueuse. J'ai sur mes épaules la responsabilité de la torture.
Et vous allez vous donner une bonne conscience, vous, toi, qui étiez ministres avec moi, que je n'ai jamais entendu protester …(applaudissements)… contre tout ce qu'ils disaient alors !
(Applaudissements)
Alors, vous allez vous donner une bonne conscience en permettant que tous les salauds de l'extérieur m'attaquent, me salissent, et non seulement en ne protestant pas, mais en faisant chorus !
L'interview, elle doit avoir été maladroite ; c'est vraisemblable, tant de camarades me l'ont dit. C'est très vraisemblable. Et des meilleurs parmi les camarades me l'ont dit. Il faut tout de même, non pas que je cherche une excuse, mais que je fournisse une explication.
Defferre l'a exposé. Exposé seulement. Devant le Comité directeur – et ici il y a une quarantaine de témoins, membres du Comité directeur – le jour où nous avons parlé de la candidature Mitterrand j'ai eu – parce que je suis comme cela, étonnamment naïf, au fond, scrupuleux en tous cas – le besoin de dire aux camarades du Comité directeur quelle était ma position ; après avoir dit toutes les raisons pour lesquelles il faut aller, d'après moi, encourager la candidature Mitterrand, j'ai dit : "Je ne veux pas que vous vous trompiez sur ce que je pense. Je suis de ceux qui pensent – je le disais alors, et au risque d'étonner beaucoup je le dis encore aujourd'hui – je suis de ceux qui pensent qu'il y a beaucoup de chances que de Gaulle ne soit pas candidat – je sais, mais le pensant, je l'ai dit au Comité directeur – et que dans cette hypothèse la candidature Pinay est vraisemblable, et que je dois vous dire, à vous membres du Comité directeur, que si cette candidature surgissait, elle créerait quelque chose de nouveau en France, une situation entièrement nouvelle". Pineau tout à l'heure le confirmait dans son propos, que j'avais bien dit cela. Je le disais à l'intérieur du Comité directeur. Je croyais que c'était quelque chose pour le Comité directeur ! Et voici un an que tout ce qui se fait et dit au Comité directeur est répété à certains journaux, régulièrement.

(Applaudissements)
Le lendemain, c'était dans "Combat". J'ai les journaux. Mais pas sous la forme où je l'avais dit. Le lundi d'après c'était dans "L'Express", journal avec lequel je n'entretiens pas, moi, de bonnes relations. Et le lundi, sous la forme la plus invraisemblable, présenté de la manière suivante :
"Ah ! Ah ! Guy Mollet fait semblant de soutenir Mitterrand. C'est pour mieux lui scier les pattes. En réalité il est pour la candidature Pinay".
J'ai fait un article très méchant, anonyme celui-là, dans "Le Populaire", pour répondre à "Combat", un article polémique contre l'attitude de "Combat". Cela n'a rien arrêté. Si bien que le jour où deux journalistes sont venus – il y a un détail, mais j'en suis responsable, tant pis –, c'était deux journalistes de "France-Soir", ce n'était pas de "Paris-Presse" (dans la combinaison entre "France-Soir" et "Paris-Presse" il parait que c'est maintenant "Paris-Presse" qui est le journal politique, et pas "France-Soir"), j'ai donc paru dans "Paris-Presse", la responsabilité est mienne, je n'avais qu'à l'interdire –, ils m'ont posé entre autres questions (camarades le texte est sur vos tables, vous y verrez les questions auxquelles je n'ai soi-disant pas répondu) des questions auxquelles je n'ai soi-disant pas répondu, comme celle de mon attitude à l'égard du Parti Communiste. Je suis plus net que beaucoup. Je ne suis pas celui qui a eu des relations avec la fédération Communiste de son coin pour régler les problèmes électoraux, législatifs, moi…(applaudissements)… Je ne suis pas de ceux-là, ma vie politique, elle est toute droite.
Voyant que cela paraissait dans la presse sous cette forme, quand, entre autres questions, on m'a posé celle-ci : "Et Pinay ?". J'ai répondu, vous voyez en quels termes. Il faut être – même si je suis maladroit dans la réponse, c'est possible – de la plus extraordinaire mauvaise foi…

Dans l'assemblée – Très bien.

Guy Mollet – Je dis "mauvaise foi", pour prétendre que cela veut dire que, à aucun moment, nous sommes susceptibles d'abandonner Mitterrand. Je le dis à trois places du papier.
Le gars qui m'interroge revient à la charge : "Oui, mais quand même, mais tout de même. Dans ce cas-là, vous lâchez Mitterrand ?". Réponse : "Non, en aucun cas". Cela figure à toutes les pages. Non… à toutes les pages ! Dans les deux questions sur 38, sur les questions de Pinay.
Par contre, il y a un point sur lequel, très loyalement, je m'explique. J'avais tellement peur que vous continuiez à faire dire, dans la presse, que nous allions saboter la candidature de Mitterrand, que j'explique réellement ce que cela veut dire, quand je parle de Pinay. Je ne regrette pas de l'avoir dit, même si cela me vaut ce que j'entends depuis ce matin, et ce que vous avez raconté à droite et à gauche et écrit à droite et à gauche. Il valait mieux qu'on le sache, qu'on sache le sens que je donnais à la volonté d'une candidature, à mon désir d'une candidature Pinay.
Je suis de ceux qui croient qu'on peut battre le gaullisme, même dès décembre,

Fondation Jean Jaurès

je le crois. Dans mon hypothèse, cela parait évident puisque je pensais que de Gaulle ne serait pas candidat. Mais, même dans le cas où de Gaulle le serait, je crois qu'on peut, sinon le battre – et encore, je le vois – en tous cas le mettre dans une position terriblement difficile, et peut-être même en ballottage. Mais à une condition : c'est que tous ceux qui en ont assez de de Gaulle aient un moyen de s'exprimer. Or, il est des hommes au Centre-Droite qui en aucun cas ne voteront pour Mitterrand. Il en est même qui en aucun cas n'auraient voté pour toi. Et cela, c'est à ton honneur. Il est des MRP, il est des gens, en Bretagne, et dans l'Est, qui jamais ne voteront pour un des nôtres, pour un de la famille démocrate-Socialiste, qui, jamais, en particulier, ne voteront pour Mitterrand, puisqu'il a répété sur l'école ce qu'il fallait qu'il fut dit. Si ces gens-là n'ont pas un candidat valable, ces gens-là voteront de Gaulle.

Je n'étais pas le seul – on peut me reprocher de faire de l'arithmétique, d'être un manœuvrier, j'y reviendrai tout à l'heure – je n'étais pas le seul, sais-tu ; 25 des 30 du Comité directeur qui, individuellement, en avaient dit autant, c'est l'un d'entre eux qui, aujourd'hui absent, m'avait écrit pour me dire : "Si on arrivait à avoir cette chance que Pinay soit candidat, de Gaulle, sans doute, aurait là une raison supplémentaire de ne pas être candidat".

Et c'est parce que je pensais cela et que je voulais éviter la suite des petites saletés racontées sur mon compte que j'ai répondu, que j'ai répondu aux questions qui m'étaient posées.

Mes camarades, j'ai compris le lendemain, dès le lendemain ; j'avais créé une émotion, beaucoup d'émotion, et, dans certains milieux, de la confusion. C'est vrai ; des enseignants, en particulier, se sont interrogés, des enseignants avec lesquels les rapports du Parti deviennent chaque jour meilleurs. C'est peut-être un peu grâce, cela, à ce Secrétaire général dont on dit tant de mal ! Enfin, je n'ai pas de secret à trahir. Mais un certain nombre d'entre eux se sont interrogés, m'ont interrogé. J'ai très vite compris les raisons de 1'émotion.

Ah ! Le complot – je sais bien qu'on en rit chaque fois que je parle du complot – , mais le complot avait été bien mené. Cela parait un vendredi soir, dans "Paris-Press", Flash AFP, trahissant totalement ce que j'ai dit. Il y a une phrase dans laquelle il est question de Pinay, il y en a une autre dans laquelle il est question de Mitterrand, il n'est jamais question des deux dans la même phrase, mais avec les deux on fait une phrase, celle de l'amalgame, on prend le procédé de l'amalgame, qui est vieux comme la calomnie. C'est cette phrase qui passe dans les Agences.

A Europe 1 j'ai d'excellents amis ! Europe 1, il faut savoir où on en est. Europe 1 est maintenant dans les mains du pouvoir. 38% des actions sont actuellement au Gouvernement. Et comme ce sont des actions fondatrices, elles représentent 76% des voix. Europe 1 est dans les pattes totalement du pouvoir. Et parmi les hommes qui dirigent la politique, à Europe 1, certains sont d'anciens hommes de gauche. De Frémenville, plus connu sous le nom de Terrien, fait insidieusement tous les jours de la politique pro-gaulliste. Altshuller, le second patron, a pris position… qu'est-ce que je sais ?... peut-être pas au fond de son cœur – dans le secret de l'isoloir il est capable de voter à gauche – mais il ne peut plus

maintenant faire autrement que de défendre la politique gaulliste.
Et le soir même c'est le flash d'Europe 1, qui a bouleversé des quantités de camarades.
Le matin suivant nous avions réunion du groupe. J'ai entendu un camarade des Bouches-du-Rhône, Privat – je m'excuse de le mettre en cause, il est aujourd'hui absent, mais ce n'est pas ma faute, il devrait être là comme l'ensemble des Parlementaires, qui n'y sont pas davantage, ce n'est pas le cas seul de Privat, hélas ! – j'ai entendu Privat reprendre exactement les arguments de "La Nation" du matin : "combinaisons électorales, manœuvres"... Il a un mot supplémentaire, lui : "cuisine". C'est bien ce que vous avez redit aujourd'hui. Christian Pineau a été beaucoup plus modéré dans le ton, il n'a parlé que des procédés, des combinaisons. Gaston Defferre est allé plus loin : de combinaisons, de manœuvres et de retournements.
Camarades, la manœuvre, la combinaison, elle est celle d'une partie de la presse, celle d'une partie de la radio.
Mais alors, vous avez un argument qui me touche beaucoup et qui pose une question de politique de fond. Cet argument, exposé gentiment par Christian Pineau, insolemment par Defferre, cet argument est le suivant. Même si c'était vrai, c'est une faute, parce que l'opinion publique ne comprend pas, et l'opinion publique dénonce.
Je ne caricature pas l'argument ; j'essaie de le présenter honnêtement, loyalement. C'est cela, votre crainte. A l'heure actuelle, dans l'opinion publique, il y a dénonciation de tout ce qui est manœuvre, combinaison, cuisine, retournement. Dans la même opinion publique, il y a condamnation de l'instabilité. C'est un autre terme. Dans la même opinion publique, il y a condamnation de la 4ème République.
Continuez, camarades : dans la même opinion publique, il y a condamnation des partis.
Pétain eut dit : il nous faut maintenant condamner ces erreurs qui nous ont fait tant de mal. De Gaulle le répète. La 4ème, c'est pire que tout. La 4ème, c'était la saleté et la combine.
La 4ème, j'en veux porter témoignage, elle était plus honnête que ne l'est la 5ème ! Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu dans les rangs des démocrates, des gens malhonnêtes. Je dis que la prévarication n'a jamais été élevée à la hauteur d'un système, comme cela l'est sous la 5ème République.
(Applaudissements)
Oui, mais l'opinion publique, cette fameuse opinion publique à laquelle vous vous référez... oui, mais l'opinion publique dénonce la 4ème.
La 4ème ? Elle a fait pour la vie de la nation plus que ne laissera derrière elle la 5ème !
Quand tu étais moins sévère, il y a quinze jours, Defferre – tu me réservais cela pour aujourd'hui – dans une réunion de Comité directeur ou de Bureau, tu me disais qu'il y avait un slogan que j'avais lancé, que tu aimais beaucoup – car je ne dis pas que des c..., n'est-ce pas ! il m'arrive de temps en temps d'être intelligent, puisque tu reprends mes idées ! – lorsque, dans mes réunions,

j'expliquais que la 5ème n'avait jamais eu assez de dimanches pour inaugurer ce que la 4ème avait laissé ! Tu as bien voulu le reprendre à ton compte et je ne demande pas que tu paies des droits d'auteur. C'est quand même parce que tu es d'accord, vous êtes tous ici d'accord sur la qualité et le courage de l'action des gens de la 4ème. L'instabilité, elle est quelquefois de notre fait à tous. Etes-vous bien sûrs que, dans des assemblées comme celle-ci, camarades, aucun d'entre vous n'est un jour monté à cette tribune pour dire : "C'est fini, on va renverser ce Gouvernement" ? Il n'y en a pas un seul ? Vous avez tous la certitude, tous ceux qui renvoyaient sur moi la balle, vous avez tous la certitude qu'à aucun moment, vous n'avez demandé ou refusé la participation à un gouvernement ?
L'instabilité, en fait, celle de la 4ème, le RPF, le père de l'UNR, en est plus responsable que nous, avec les Communistes déjà.
Vous dites, et c'est vrai, que le Pays ne voudrait plus revoir cela. Mais pourquoi prenez-vous cela à votre compte ? Pourquoi nous faites-vous l'injure de laisser entendre à ce Conseil national que nous serions, nous, favorables à cette instabilité ? Nous l'avons dénoncée avant les autres, tous avons proposé avant les autres, avec vous, des solutions. Quelles sont-elles ?
Parlons du problème politique. Solution : nous disions, nous, contrat de majorité et dissolution automatique. C'était cela, notre thèse à quelques-uns, qui n'a pas été tranchée par le Parti. Nous disons, nous : dissolution automatique lorsqu'une majorité ne tient pas le contrat qu'elle a passé entre elle-même.
Tu réponds tout seul, car le Parti n'a encore jamais rien décidé de pareil. Tu réponds, toi : non, non, la solution c'est de créer tout de suite la majorité dans le pays et de faire tout de suite le rassemblement majoritaire, ou – c'est plus facile – ou à vocation majoritaire (il faudra qu'on me dise qui n'est pas à vocation majoritaire). Ce rassemblement majoritaire, tu le fais avec qui ? Les mêmes que nous, car tous les éléments de la grande fédération se retrouvent dans la petite, à l'exclusion du MRP. Alors, ajoutons le MRP et dites-moi si, en France, ceci est majoritaire. Cela l'est peut-être à Marseille...

Un assistant – Et encore !

Guy Mollet – Je ne suis pas sur ; je dis "cela l'est peut-être", mais il n'y a pas un seul homme dans cette salle qui puisse penser qu'un tel rassemblement entre les Communistes et l'UNR représente la majorité de la nation, c'est-à-dire que vous-mêmes, même dans cette hypothèse, vous êtes condamnés à envisager soit d'autres alliances, soit le soutien Communiste. Vous vous replacez exactement dans la même position – et c'est normal – que celle qui fut définie par le 54ème Congrès et par le 55ème Congrès, où nous avons bien dit que lorsque les démocrates de gauche, les démocrates Socialistes, se seront regroupés, ils se retrouveront placés inlassablement en face du même problème, celui de l'attitude des Communistes que l'on risque à ce moment-là, si on est plus nombreux qu'eux, d'obliger à prendre leurs responsabilités, ou celui de l'attitude des autres démocrates. Il y a une différence de degré, il n'y a aucune différence de nature. Alors, pourquoi dénaturez-vous ce que nous disons ?

Fondation Jean Jaurès

Mais j'en reviens à mon propos. C'est donc à cause de l'opinion publique. Mes camarades, on en est là, dans la SFIO ? On en est là dans un parti qui se veut révolutionnaire ? On en est là dans un parti qui compte une majorité de résistants ?
L'opinion publique… Un certain nombre de postes de radio dont nous ne contrôlons aucun ! Un certain nombre de journaux vendus ! Un certain nombre de journaux bourgeois qui prétendent représenter l'opinion publique, qui la représentent heureusement moins qu'ils ne le disent, si j'en crois les résultats des élections municipales et des élections sénatoriales …(applaudissements).., c'est cela, votre opinion publique ?
Mais, mes camarades, mais toi, Pineau, un déporté, Nom de Dieu ! est-ce qu'entre 1940 et 1944, si Pétain avait fait un référendum, il n'eut pas eu la majorité ? C'était çà, la soi-disant opinion publique ! Tu t'es battu contre, lui aussi. Pourquoi vouloir aujourd'hui, dans une fausse démocratie, estimer que l'opinion publique est représentée par cela, une radio aux ordres, une presse à la solde ? Pourquoi voulez-vous que cette opinion publique soit vraiment représentative ?
Camarades, je vous assure, ça fait mal qu'on en soit là dans le Parti, pas seulement à l'homme, et je vous jure que l'homme souffre, mais au Secrétaire du Parti ; c'est contraire à toute la tradition. Nos anciens avaient bien plus contre eux la soi-disant opinion publique ! Ils avaient bien plus contre eux la bourgeoisie ! Ils étaient menacés jusque dans leur vie.
Sali, je le suis ; je ne le serai jamais autant que ne l'ont été un Jaurès, un Blum ou un Salengro ! Il y a des heures où je comprends certains gestes !
Pourtant, vous n'avez pas le droit, si vous vous replongez dans vous-mêmes, si chacun d'entre vous s'oblige à réfléchir à ce qu'il est, quand même un Socialiste, profondément un Socialiste, vous n'avez pas le droit de laisser employer ou d'employer des procédés qui sont ceux du fascisme et de la réaction !
(Applaudissements)
Vous ni en avez pas le droit. Vous n'avez pas le droit d'être des complices... et il arrive que vous le soyez.
J'ai beaucoup souffert, il y a quinze jours, Gaston Defferre, et j'ai essayé, je t'ai offert la porte de sortie ; tu ne l'as pas prise.
L'Express continuait... Attends ! tu lèves les bras pour l'Express, tu ne vas pas lever les bras pour l'autre. L'Express continuait. Un certain nombre de choses que j'avais dites au Comité directeur, et au Comité directeur seul, seul ! sont dans l'Express.
J'ai un jour dit à mes camarades du Comité directeur – tant pis ! tu m'eng...., Augustin, mais là, je vais le rendre public, en tous cas chez nous – j'ai un jour dit aux camarades du Comité directeur, soucieux de tenir compte de ce qu'il pouvait y avoir dans la jeunesse de réserve à l'égard des hommes qui ont porté des responsabilités à certaines heures, d'injuste, car je ne regrette rien de ce qui fut fait en Algérie ; c'est nous qui avions la solution vraie ; nous n'avions que le malheur d'être en avance sur le temps ; nous n'avions que le malheur de vouloir

Fondation Jean Jaurès

réaliser une communauté d'hommes, sans le racisme, alors que la solution qui a été trouvée est une solution raciste, ou anti-raciste, ce qui revient au même, le racisme des anti-racistes !
Je ne regrette rien, absolument rien, et je sais qu'il est des jeunes, qu'il en est particulièrement dans ce monde qui se croient Socialistes en étant chrétiens. Eh bien ! a-t-on besoin de ne plus retrouver les figures d'antan ? Je vous ai offert une chose pour plusieurs, et puis, comme vous n'étiez pas d'accord, je l'ai offerte pour un seul. J'ai dit au Comité directeur : "il faudrait que ceux qui ont joué un rôle, qui ont tenu des postes ministériels sous la 4ème, sachent maintenant s'effacer au bénéfice de la nouvelle génération".
Vous n'avez pas été d'accord. Alors, j'ai ajouté une phrase : "je veux bien me taire, ne pas le dire en public, mais je prends vis-à-vis de moi, pas vis-à-vis de vous, l'engagement d'honneur que, jamais, en aucun cas, je ne rejouerai un rôle dans l'Etat, à un poste présidentiel ou ministériel".
Vous m'avez demandé de me taire, quelques-uns, parce que vous avez dit : "Fais attention ! Il y a dans ce pays un certain nombre d'hommes qui, au contraire, considèrent que tu as été un homme d'Etat, et si jamais tu tiens ce langage, il y a une fraction de l'opinion qui peut, par là même, ne pas nous suivre".
Je me suis tu. Mais vous ne vous êtes pas tous tu, car sans en avoir le bénéfice moral pour le Parti, sans que cela serve le Parti – au contraire, comme une petite saleté de plus de ma part – c'est dans la semaine dernière du journal l'Express !
Ah ! c'est d'accord, je ne sortirai pas grandi de l'affaire, car moralement, j'aurais pu apparaître, aux yeux de cette fraction de l'opinion publique, comme le gars désintéressé qui n'a pas d'ambition… C'est fini. L'opération est morte.
La même semaine, un journal, "France-Observateur" – je te l'ai dit à la réunion de Bureau – publie un certain nombre de choses, met en cause un certain nombre de camarades, prête des propos aux uns et aux autres, et quant à toi, il dit : "Gaston Defferre allait à Cannes de groupe en groupe, en répétant : je l'aurais parié, il a réussi à me torpiller, il va maintenant torpiller Mitterrand.".
Je te l'ai dit à la réunion de Bureau, Gaston, je ne veux pas croire que ce soit vrai. Tu me fais un signe d'assentiment, ce n'est pas vrai. Il y a un malheur, c'est qu'un autre journal, "Paris-Presse", publiait le même jour un papier dans lequel il était dit que l'interview en question, je te l'avais soumise. C'était manifestement faux. Ce n'était d'ailleurs pas possible, tu étais à Cannes et j'étais à Paris. Cela t'a paru tellement offensant que tu as fait mettre dès le lendemain un démenti dans "Combat", et dans "Paris-Presse".
Tu n'as pas éprouvé le besoin de démentir cela… C'était plus grave, Gaston Defferre ! Oui, oui, je t'en prie…

Gaston Defferre

Je remercie Guy Mollet de me donner la parole sur ce point. En ce qui concerne "France-Observateur", la nature de mes rapports avec ce journal, pour ceux qui le lisent de temps en temps, sont tels que je ne connais physiquement ni Martinet, ni ceux qui dirigent "France-Observateur". Je ne les ai jamais rencontrés.

En ce qui concerne l'Express, je connais ses dirigeants et je n'ai jamais, ni à l'Express, ni à aucun journal, ni à aucun journaliste donné un renseignement sur ce qui pouvait se passer au Bureau ou sur ce qui pouvait se passer au Comité directeur du Parti. Quand des journalistes m'interrogent, je leur réponds : "Ce n'est pas mon rôle ; si vous voulez avoir des indicateurs, adressez-vous ailleurs."

Guy Mollet – Ils se sont adressés ailleurs !

Gaston Defferre - Quand nous avons été au Gouvernement ensemble, un certain nombre de fuites avaient eu lieu du Conseil des ministres. Tu as fait une enquête et tu as pu t'apercevoir que jamais je n'étais à l'origine d'une indiscrétion de quelque nature qu'elle soit.
En ce qui concerne "France-Observateur", je dois dire que je n'ai attaché aucune espèce d'importance à cet écho que je n'avais pas lu, dont tu m'as donné connaissance au Comité directeur. Bien entendu, j'ai contesté.
En ce qui concerne "Paris-Presse", je n'avais pas lu non plus le passage dans lequel on disait que le texte de ton interview m'avait été communiqué avant d'être publié et ce sont des journalistes, au Palais Bourbon, qui m'ont demandé si c'était vrai. J'ai répondu : "Ce n'est pas vrai, le texte ne m'a pas été communiqué", ce qui est conforme à la réalité.
"Combat" en a fait ce qu'on appelle un "encadré" et comme cette histoire me paraissait curieuse, j'ai téléphoné moi-même – et je peux te dire à qui : à un journaliste, un Monsieur Marc – et j'ai demandé d'où il tenait ce renseignement ; il était extrêmement gêné et m'a dit : "Je ne peux pas vous donner le nom, ce n'est pas conforme aux usages de la presse, mais c'est de quelqu'un qui est très près de M. Guy Mollet". "Votre démenti, m'a dit M. Marc, me paraît d'autant plus étonnant que la personne qui m'a donné ce renseignement est quelqu'un en qui je sais que M. Guy Mollet a confiance".
J'ai dit à M. Marc : "Je vous prie de noter que c'est absolument inexact, et vous avez un moyen bien simple ce le vérifier : téléphonez à Guy Mollet lui-même, il vous le dira".

Guy Mollet

Je te remercie, c'est une confirmation. Il était légitime que ce jour-là tu démentes. J'ai commencé par dire cela ; tu m'as mal compris, Gaston, ce n'est pas un procès que je te fais, c'est un état d'esprit que je dénonce. Le Secrétaire général du Parti est traîné dans la boue, il est accusé de vouloir assassiner Mitterrand ; on te prête à toi le propos ; mon regret, c'est que cela ne te fasse pas bondir et que tu n'éprouves pas le besoin, immédiatement, de dire, "Mais ce n'est pas vrai. Jamais je n'ai tenu un semblable propos".
Tu parles de l'émotion et de la confusion qu'ont pu créer mes erreurs de langage. J'imagine l'émotion ou la confusion qu'il peut y avoir chez les militants Socialistes, qui sont nombreux, chez les enseignants, qui sont encore plus nombreux et qui lisent "France-Observateur", et qui apprennent que 4 camarades du Comité directeur, et 3 en particulier, ont affirmé avec des nuances

– il y en a 2 pour qui c'est beaucoup plus nuancé – qu'il s'agit-là d'un véritable assassinat. C'est un état d'esprit que je dénonce et je le fais avec moins de passion qu'au début. Que ce soit pour moi ou pour un autre, mes camarades, il n'est pas concevable qu'entre militants du Parti ça continue ! Ce n'est pas concevable. Vous imaginez le résultat à l'intérieur de nos fédérations.

Je prends un autre exemple. Je me suis fait un certain nombre d'ennemis définitifs dans la vie politique. Le citoyen Maurice Faure s'en va répétant de bouche à oreille à des camarades comment je l'ai assassiné ! J'ai un témoin, au deuxième rang ici, qui est venu gentiment me dire : "Voilà ce que Maurice Faure m'a raconté".

C'est vrai, ce n'est pas toujours facile d'être Secrétaire général du Parti. C'est vrai que ce n'est pas toujours facile de dire à un gars : "Vous n'avez pas la moindre chance chez nous", si bien, Gaston, que Maurice Faure ne me pardonnera jamais alors qu'il t'aimera toujours. Il n'y a qu'un malheur c'est que lorsque je disais cela à Maurice Faure, je faisais appliquer une de tes propositions car tu avais été tellement anxieux de ce qu'on ne soutienne pas Maurice Faure qu'un certain jour de Mars 1963, tu as fait voter par le Comité directeur une résolution excluant à tout jamais la possibilité pour la SFIO de soutenir Maurice Faure, résolution en deux parties : une partie qu'on a soumise au Conseil national et une partie qui était d'une telle virulence que nous l'avons gardée pour les délibérations du Comité directeur.

Alors, je veux bien, encore une fois, être le bouc émissaire. Je veux bien que vous ayez tous bonne conscience et que vous ayez d'excellentes relations avec tous les voisins, sauf à laisser à Guy Mollet le droit de se foire eng… par tout le monde. Je ne vous demande pas de me défendre ; je suis assez grand garçon pour me défendre contre les autres – encore qu'heureusement il y ait dans le Parti des hommes qui ont le sens de la solidarité et je ne suis pas tout seul. Ce que je vous demande, c'est de ne pas faire chorus. Ce que je vous demande, c'est que, quand on reprend ces accusations-là devant vous ou qu'on vous les prête, vous démentiez et vous disiez : "Ce n'est pas vrai".

J'en viens maintenant au problème politique... encore que je voudrais ajouter un mot.

Je deviens tellement coutumier du fait dans mes erreurs que je les multiplie. Tu as repris un mot de Chandernagor que Chandernagor a tenu à l'Assemblée Nationale sur une autre réunion que j'ai faite, car après l'interview que j'ai donnée à un journal, j'ai fait une réunion publique à Suresnes.

C'était un repas ; ils étaient presque 600, camarades pour la plupart, sauf la presse ; je me suis imposé de répondre à toutes les questions qui ont été posées. J'ai eu la satisfaction de voir que, la réunion terminée, des dizaines et des dizaines de femmes et de jeunes sont venus me remercier, me féliciter, me dire que l'effort que j'avais fait avait été payant, que c'était bon. Moi, je n'avais pas l'impression que c'était meilleur que d'habitude, mais je m'étais vraiment imposé un effort, soucieux de ce qui s'était passé avec l'interview.

Et quand je rentre à la Chambre, le lendemain, c'est pour apprendre qu'un camarade a dit : "Est-ce qu'il va bientôt fermer sa gu..., ce c... là ? Il ne dit que

des bêtises !" et je me demandais laquelle – car il n'a pas voulu dire laquelle – et tu nous l'expliques aujourd'hui, toi…

Gaston Defferre – Tu permets, Guy Mollet, tu me rends cette justice que je ne suis pas le camarade qui a dit : "Est-ce qu'il va fermer sa gu... ce c... là !"

Guy Mollet – Ce n'est pas toi. Ce n'est pas ton vocabulaire.

Gaston Defferre – Et tu me rendras aussi cette justice que quand j'ai quelque chose à dire, je monte à la tribune et je le dis en face !
(Applaudissements)

Guy Mollet – Il ne serait pas désagréable que de temps en temps tu le dises dans les réunions du Bureau et du Comité directeur, et que tu n'attendes pas la réunion…

Gaston Defferre – Je l'ai dit !

Augustin Laurent – Non, au Comité directeur tu n'as rien dit !

Gaston Defferre – Tu n'y étais pas, toi, allons, à la dernière réunion du Comité directeur !
Je l'ai dit au Comité directeur, Augustin Laurent n'était pas là ce jour-là, alors tes leçons, garde-les pour toi, Augustin !

Le Président – La parole est à Guy Mollet !

Augustin Laurent – Je ne te donne pas de leçons, je dis que c'est dommage d'étaler cela aujourd'hui, alors que nous avons une campagne à préparer !

Guy Mollet – Camarades, je viens maintenant à la situation politique.

Le président – Chandernagor demande à t'interrompre.

Chandernagor – Je voudrais savoir à quoi cette affaire se relie ? J'ai entendu prononcer mon nom, rapproché ensuite d'un certain nombre de propos que, personnellement, je n'ai point tenus, alors je voudrais savoir exactement à quoi tu fais allusion ?

Guy Mollet – Je vais te le dire tout à l'heure, si tu veux. L'incident personnel, je le clos, car j'ai trop longuement parlé de tout cela, je tire simplement une conclusion sur ce sujet.
Lorsqu1après avoir entendu Christian Pineau je m'étais dit : bon, il est besoin qu'on offre au pays, et aux Socialistes dans le pays, l'impression d'un renouvellement du Parti, avec des personnages nouveaux – je ne suis pas sur que

Fondation Jean-Jaurès

ce soit vous, les personnages nouveaux...

Dans la salle – Très bien !

Guy Mollet – …et puisque ainsi – c'est la conclusion à laquelle on aboutit – il y a besoin d'un bouc-émissaire, j'avais alors écrit sur mon papier, dans le bas de la page "Pineau" : d'accord.
Mais – et je ne fais pas de chantage à la démission – je dis maintenant : pas d'accord, après avoir entendu Gaston Defferre !
(Applaudissements)
C'est effectivement un vote politique qui devra décider de la direction politique du Parti.

Arthur Notebart – Je n'ai pas demandé à aller au Bureau !

Guy Mollet – Je dis que c'est un vote politique qui devra en décider, car c'est un choix politique que les camarades vont avoir à faire.
Je n'avais pas pensé que ça viendrait aujourd'hui ! Il y a quinze jours que les copains me disent : mais, ça va être un Conseil national sans histoire !
(Quelques rires)
Il y a quinze jours que les copains me disent : mais, c'est un Conseil national où on va tranquillement... Ah, il va y avoir quelques réserves, il y a des copains qui trouvent que sur la fédération ça ne va pas tout à fait bien, ce que n'est pas ce qu'ils auraient voulu, d'autres qui disent que sur la candidature Mitterrand... bien sûr... il y a des regrets.
J'avais cru que c'était ça, ce n'est pas vrai, c'est tout autre chose, c'est le problème de la direction politique du Parti, pas seulement de l'homme, mais de l'orientation politique du Parti qu'il représente, qui va être posé. Alors, je suis tout à fait d'accord, non pas pour accepter cette proposition partielle – j'allais dire un mot que je retire – curieuse, qui consisterait à régler ça par la bande, simplement en disant : il va y avoir maintenant une règle de renouvellement tous les quatre ans. Ce n'est pas le vrai problème, tu l'as posé en d'autres termes, Defferre, pourquoi ce petit artifice de dire que ça ne va plus être que quatre, trois, deux ans ? Ce n'est pas ça le vrai problème ! Le vrai problème est de savoir si le Parti, demain, acceptera à sa direction politique une équipe dont Guy Mollet soit le représentant.
C'est pourquoi il faudra que nous ayons, dès l'année prochaine, un Congrès politique où seront remises en cause les positions politiques du Parti et où sera remise en cause la composition intégrale du Comité directeur et des représentants. C'est cela, la vérité politique.
(Applaudissements)

Dans la salle – Très bien.

Guy Mollet – Ceci dit, j'en viens maintenant aux autres aspects. Alors, là, je vais

Fondation Jean-Jaurès

aller vite, c'est quelque chose d'abasourdissant que nous ayons dû consacrer un tel temps, et que j'ai dû aussi longuement répondre, à cette question.
Situation politique, sur les deux autres problèmes.
Problème de la candidature Mitterrand. Les camarades ont regretté l'espèce de hâte avec laquelle nous avions été amenés à prendre la décision.
J'ai quelques ordres du jour de sections – ce n'est pas moi qui les ai, ils sont au Bureau – ou de fédérations. Le Gard, je pense, est dans ceux-là, qui n'est pas d'accord avec le fait que le Comité directeur ait été aussi vite et ait pris la décision lui-même.
Dans le bref rapport que j'ai fait au début, je vous ai dit pourquoi. Mitterrand nous demandait une réponse, il fallait qu'il sache ce qu'il allait faire. Le Comité directeur s'est prononcé, le Comité directeur a décidé qu'il ne pouvait pas attendre huit jours, qu'il fallait le faire tout de suite, parce qu'il fallait fournir la réponse à Mitterrand. Nous l'avons fait unanimement. Je crois que nous avons eu raison, et je vais défendre cette position unanime, même si, au Comité directeur, quelques réserves s'exprimaient.
Si nous ne l'avions pas fait, la candidature de Mitterrand, peut-être, n'eût jamais surgi. Le Comité des démocrates était en train de manœuvrer énormément et rapidement pour avoir un candidat qui n'eût pas été un candidat à la droite du Comité des démocrates, un Indépendant ou un MRP, un Pinay ou un Lecanuet, mais qui eût été un candidat Radical-Socialiste, Maurice Faure pour parler clair, et si une telle opération se faisait, toute l'optique politique était modifiée, entièrement transformée pour nous et pour d'autres.
Pour nous, en ce sens qu'il n'est pas certain que Mitterrand eût alors accepté d'être un candidat d'une fraction assez réduite, car il n'était pas question des voix Communistes – j'en parlerai tout à l'heure – de l'horizon politique, limité, en fait, aux Socialistes et à l'UDSR à ce moment-là. Première raison, et qui comptait énormément pour lui.
Deuxième raison, qui touche alors au deuxième problème, la fédération de la gauche démocrate Socialiste, cette deuxième raison est simple, mes camarades : est-ce qu'on entraînera le Parti Radical à gauche, vers le socialisme, ou est-ce qu'on le laissera aller vers le Centre-Droite ?
Imaginez la candidature de Maurice Faure retenue par les Radicaux et le Centre des démocrates. Au congrès de dimanche dernier, vous aviez le risque d'avoir des résultats inversés, de voir la Droite l'emporter sur la Gauche, car il y a, au Parti Radical, trois tendances :

- Une gauche honnête et qui accepte des solutions Socialistes ; ceux qui en doutent, lisez les textes d'un homme comme Sellars, écoutez les propos d'un homme comme Billières, il y a une gauche au Parti Radial Socialiste, toute prête à accepter des solutions Socialistes.
- Une droite qui, en tout état de cause, ira avec les Indépendants et le MRP qui n'acceptera jamais nos solutions.
- Et il y a une sorte de Centre, bizarre d'ailleurs, car ce Centre déborde à la fois sur la gauche et sur la droite, parce qu'il est fait de patriotes de Parti.

Si vous me permettez de mettre des noms, il y a Billières, Sellar, Maroselli, à

gauche, il y a Maurice Faure, Ebrard, et consort, à droite, et il y a Gaillard, représentant cette espèce de volonté d'unité du Parti.
Il fallait faire vite. Je m'en excuse auprès des camarades qui pensent qu'il eût fallu faire un Conseil national, mais on aurait abouti au même résultat au Conseil national que celui auquel on va aboutir ce soir. Le Secrétaire général du Parti n'a pas manqué de souligner devant le Comité directeur que formellement, normalement, il eût mieux valu un Conseil national, j'ai même fait préciser que si on ne devait pas être unanimes, s'il devait y avoir une fraction du Comité directeur qui pensait que c'était une faute que de soutenir Mitterrand, alors tant pis, on faisait dans les quarante-huit heures un Conseil national improvisé, chacun des délégués de fédérations n'ayant pas le temps de réunir qui que ce soit, mais prenant sa responsabilité.
Les camarades du Comité directeur ont pensé que non, tous, unanimement. Nous avons pensé qu'il valait mieux prendre nos responsabilités nous-mêmes, sauf à en référer aujourd'hui devant vous.
Nous avons eu raison.
Le problème nous est posé avec plus ou moins d'acuité ou de souplesse : quid des Communistes ?
Les Communistes, mes camarades, ce que j'en pense, c'est sur vos tables, c'est un des morceaux les plus importants, à mes yeux, de la fameuse interview incriminée. Malheureusement, vous n'avez lu que les chapitres sur Pinay, je n'y peux rien !
Les raisons pour lesquelles les Communistes se sont prononcés paraissent claires. Les Communistes ne pouvaient et ne voulaient pas avoir de candidat. Les Communistes savent que, dans une élection présidentielle, sur un candidat Communiste, ils perdraient 1 million à 1 million et demi de voix, car il y a quantité d'électeurs qui sont capables de voter Communiste pour leur maire ou leur député – parce que c'est le gars qui crie le plus fort, qui promet le plus, parce qu'on a l'air d'être à l'extrême gauche si c'est ce gars-là qui est élu – mais qui n'ont absolument pas envie, et je pense aux paysans Communistes du Midi, d'avoir un régime Communiste en France. En plus, il y a pas mal d'électrices Communistes qui sont tentées par la personne de de Gaulle.
Les Communistes le savent, alors ils ne voulaient pas être candidats, et ma conviction intime, mais ça, jamais je n'arriverai à la démontrer – et je finis par me demander si j'ai toujours raison de dire ce que sont mes convictions intimes, parce que cela sert à l'extérieur quand je les dis – c'est que si Defferre était allé jusqu'au bout de sa candidature, il aurait eu les voix Communistes, exactement comme Mitterrand les a aujourd'hui !
(Applaudissements)
Cela, j'en suis convaincu, absolument convaincu.

Gaston Defferre – Pour une fois, nous sommes du même avis !

Guy Mollet – Mais, il n'y a pas que ces raisons-là.
Les raisons essentielles, à mon avis, sont autres. Ils ont envie de rentrer dans la

Fondation Jean-Jaurès

vie de la Nation, ils sont en train d'y rentrer. Ils ont envie de rentrer dans la Gauche, ils sont en train d'y rentrer.
Il ne va pas y avoir campagne commune, certainement pas, mais il y aura campagne parallèle. J'ai eu hier matin dans les mains le jeu d'affiches du PC – on a quand même des sources de renseignements de temps en temps – elles sont d'une extraordinaire adresse, elles ne sont absolument pas gênantes pour Mitterrand. J'ai l'impression que nulle part ils n'ont cherché à profiter de l'occasion pour faire de l'unité d'action, sauf là où les camarades Socialistes accepteront d'en être complices... Ah, ils ne la refuseront pas, quand ce sera possible, ils l'offriront même, ils la proposeront, mais si, par contre, ils ont en face d'eux quelqu'un de ferme, il n'y a pas de question, vous n'aurez pas toutes les "bavures" des autres fois. C'est cela, leur tactique.
En quoi cela nous engage pour l'avenir ?
Cela n'engage pas Mitterrand plus que cela ne t'aurait engagé. Les Communistes avaient dit : programme d'abord. Il n'y a pas de programme. Les Communistes avaient dit : rencontres et négociations sur un programme. Il n'y a pas de négociations ni de rencontres sur un programme. Personne n'est plus ni moins engagé que nous ne l'aurions été dans une autre circonstance. Cela pose des problèmes pour les lendemains, oui, mais pas pour nous, pour les Communistes.
Je suis de ceux qui, et je ne m'en suis jamais caché – cela devait être le thème de la série d'articles que j'aurais commencés cette semaine, si je n'avais pas renoncé à écrire depuis qu'on estime que je dois être un personnage non plus à part entière, mais à pouvoirs réduits, une série de 30 articles, toute prête, qui devait paraître régulièrement dans le "Popu", et le début de cette série c'était...

Christian Pineau – Tu permets ?...

Guy Mollet – Avec plaisir Christian, d'autant plus que je caricature un peu ce que tu dis...

Christian Pineau

Oui, vraiment, je voudrais demander à Guy Mollet de ne pas caricaturer, comme il le fait depuis le début de son discours, une intervention de ce matin qui, tout le monde a pu le constater, était parfaitement cordiale et modérée. Je pense qu'à l'intérieur du Parti Socialiste – pas à l'extérieur, là, je suis bien d'accord – dans une réunion où la presse n'est pas conviée, nous avons tout de même le droit de nous adresser, entre nous, un certain nombre de critiques politiques, à condition que ce soit fait sur un ton amical. Je pense n'y avoir pas manqué ce matin, et je me suis permis une petite plaisanterie que tu as l'air de reprendre sur un ton sérieux.
Il n'est évidemment pas question de faire de toi un camarade diminué, et j'ai simplement voulu souligner que quand tu disais quelque chose, çà avait une importance particulière ; ce n'était pas injurieux, au contraire cela reconnaissait l'autorité que tu as pu prendre dans le pays.

Fondation Jean Jaurès

Par conséquent, je t'en supplie, ne te sers pas de ce moyen qui n'est pas amical, lui, qui consiste, pour répondre à un camarade, à travestir sa pensée.
J'ai heureusement écrit mon texte, et puisqu'il en est ainsi, je demanderai qu'il soit publié.
(Applaudissements)

Guy Mollet – Christian Pineau, je t'ai donné acte dès le début que tu avais été beaucoup plus courtois que d'autres, mais puisque c'est moi qui, maintenant, manque à l'amitié, je m'en excuse auprès de toi. Je vous avoue qu'il faut être très maître de ses nerfs pour qu'au moment où je suis monté à cette tribune, après l'intervention de Defferre, on n'en ait pas un peu gros sur l'estomac, et je te demande de comprendre ce qu'aurait été ta réaction si tu avais été à ma place.

Christian Pineau – Ah, j'aurais été plus modéré !

Guy Mollet – J'ai toujours été, en toutes circonstances, solidaire de toutes les déclarations de mes camarades ministres dans mon gouvernement. A aucun moment je n'ai accepté, moi, de me désolidariser. Alors, qu'aujourd'hui on se désolidarise, c'est lourd, mais si, pour autant, tu as le sentiment que je manque à l'amitié nécessaire, je m'en excuse.

Christian Pineau – Mais non, Guy, je m'excuse de ce débat qui retarde un peu l'heure du déjeuner, mais je voudrais tout de même qu'on fasse dans le Parti la différence entre la solidarité, qui est une manifestation d'amitié Socialiste, à l'extérieur, et la libre discussion à l'intérieur du Parti ! Est-ce que j'ai jamais dit à l'extérieur, ai-je jamais pris dans ma vie, une position qui critique ou qui soit contraire à une décision prise en commun ? A aucun moment, personne n'a jamais pu me faire ce reproche, mais si au sein du Parti nous n'avons pas le droit, nous, de dire, sur tel ou tel point, nous sommes d'accord ou pas d'accord, alors là la liberté des citoyens est diminuée, c'est vraiment le cas de le dire !

Guy Mollet

Je te demande, Christian, de bien vouloir reconnaître que tu l'as dit très librement, que je n'ai pas cherché à t'interrompre pendant ton intervention, que je considère que c'est tout à fait normal que cela se dise dans le Parti, et je prends très volontiers acte de ta déclaration : tu te défends de n'avoir jamais dit dans le public, ni laissé dire dans le public, quoi que ce soit qui touche à l'amitié, merci, mais par-là même tu condamnes et tu t'associes à moi pour condamner tous ceux qui ont dit ou laissé dire à l'extérieur du Parti un certain nombre de choses qui mettaient en cause notre unité.
Je reprenais ta phrase simplement pour dire ma conviction, sur le plan de l'évolution du monde – je l'aurais exprimée dans les tous premiers articles, puisque c'est par-là que je commençais – que les rapports entre Socialistes et Communistes évolueront dans la décennie qui vient, dans les dix ans qui viennent.

Fondation Jean-Jaurès

Il vaut mieux que j'en parle ici, pour ne plus prendre le risque de l'écrire, si ce n'était pas la pensée moyenne du Parti.
Ma conviction est qu'on ne peut parler ni de la fédération démocrate Socialiste ni de la candidature aux présidentielles, ni des futures législatives, ni de la position du Parti Socialiste Français sur quelque problème international ou national que ce soit, si l'on ne procède pas d'abord à une analyse de la situation mondiale, et si l'on ne voit pas quelles sont les chances d'évolution dans le monde.
Je vais vous imposer cinq minutes, là-dessus, mon analyse.
Il y a, d'une part, l'analyse dans les pays capitalistes. Je ne vous l'impose pas, je crois qu'il y a unanimité dans le Parti là-dessus. Les pays capitalistes sont, à l'heure actuelle, condamnés jour après jour à emprunter à l'arsenal Socialiste un certain nombre de nos méthodes.
Ils les empruntent pour aménager le capitalisme, pour lui permettre de survivre, mais ils les empruntent quand même.
Mais je suis un peu plus long sur l'autre, l'évolution dans le monde Communiste. Je sais qu'en ce qui concerne ce problème, nous sommes d'accord. Mais je vais troubler un certain nombre de camarades pour qui cela peut bousculer les éventualités électorales.
Ma conviction, c'est qu'avant dix ans il y a 80 chances sur cent que le Communisme européen soit modifié. C'est ma conviction profonde, basée sur un certain nombre d'idées simples et peut-être erronées.
Le conflit entre la Chine et la Russie n'ira qu'en s'accentuant, pas seulement pour des raisons idéologiques, mais parce que ce sont deux Etats, deux impérialismes qui vont s'opposer dans le monde et à leurs propres frontières.
S'il en est ainsi, étant donné l'évolution des structures en Russie, l'évolution des techniques essentiellement, l'obligation va être à la Russie de coexister pacifiquement avec les Etats-Unis d'Amérique, obligation aujourd'hui latente, à peine visible, retardée à cause de la situation internationale. La coexistence ne sera jamais claire aussi longtemps qu'il y aura l'affaire du Vietnam ou des histoires comme ça demain, ou que les Américains feront une politique idiote. Mais le jour où Américains et Russes ensemble – car c'est ensemble – trouveront une solution à affaire du Vietnam, une solution qui ne satisfasse pas les Chinois, les Russes seront condamnés à reproclamer la coexistence avec les Etats-Unis. Et qui dit coexistence dit détente internationale, dit impossibilité de bloquer le total de ses crédits sur les dépenses militaires, obligation d'augmenter les dépenses de distribution, de production pour la distribution, par la même libéralisation des hommes ; car plus on s'enrichit, plus on se libéralise, et moins on a envie de faire la guerre ; et dans le même temps une évolution extraordinaire est en train de se produire dans les pays anciens satellites de l'URSS pour des raisons totalement différentes qui touchent autant au nationalisme qu'à l'évolution.
On lit des bêtises invraisemblables dans la presse bourgeoise, quand on a l'air de croire que les Communistes Roumains vont cesser d'être Communistes ; ce n'est pas vrai, ils sont plus Communistes que jamais, mais ils vont devenir Roumains

Fondation Jean-Jaurès

et sortir du rôle de satellites. Quand les Polonais, les Hongrois, les Bulgares sont en train de se libérer, vous vous rendez compte que si c'est vrai chez eux, si ce glacis disparaît pour l'URSS, dans dix ou quinze ans l'espèce de glacis supplémentaire que représentent les partis Communistes en Allemagne où il y en a à peine, en Angleterre où il y en a beaucoup plus qu'on ne le dit, et avec un rôle beaucoup plus important qu'on ne le croit, à l'intérieur des syndicats en tous cas, mais en Italie et en France, la Russie va laisser tomber ces satellites là parfaitement inutiles ! Elle va les laisser jouer leur jeu.

Alors il n'est pas exclu, je ne dis pas que c'est une certitude, mais il n'est pas exclu que cette évolution là, jointe à l'évolution interne actuelle du Parti Communiste, où des quantités d'homme parmi les intellectuels en particulier sont en train de s'interroger sur la vanité de leur combat depuis quarante ans... Supposez que vous soyez des militants Communistes ; à quoi cela a servi de se battre depuis quarante ans, sauf à avoir de temps en temps un peu plus de députés, ce qui n'a guère d'importance pour le Parti, ou de sénateurs, ce qui n'a pas beaucoup d'importance non plus pour le Parti ? En quoi ont-ils transformé les structures en Allemagne, en France ? Au contraire, leurs actions se sont souvent trop vite traduites par des catastrophes, comme en Allemagne ou en Italie.

Il y a peut-être des hommes qui s'interrogent, et si ces hommes s'interrogent, la conjonction de l'évolution interne au Parti Communiste et de l'évolution internationale fait que pour nos successeurs – un Socialiste ne travaille pas pour lui, pour être ministre l'année prochaine ou député dans trois mois ; il travaille pour la suite – tout peut se trouver modifié en France ; une optique nouvelle peut apparaître. Il faut donc définir notre tactique en fonction de cela.

Et la tactique que je suggère en fonction de cela est la suivante : suppression totale de certaines formes de l'anti-communisme d'autrefois. Totale !

Il y a un certain nombre de changements qui se sont produits, qui, parce qu'ils se sont produits, ne doivent plus être dénoncés par nous. Cela, il faut que ça change !

Toujours sur le plan positif, il faut que nous ne fassions ni ne disions rien qui contrecarre cette évolution. Cela, c'est la partie d'approche de la chance que peut représenter l'évolution Communiste.

Mais la contrepartie est la suivante : empêcher toute unité d'action actuellement, empêcher toute fraternisation qui ne serait pas précédée par une transformation profonde des structures du Parti Communiste ; empêcher que l'on fasse actuellement, avec un Parti Communiste français qui n'a rien fait pour se démocratiser, que l'on fasse actuellement avec lui ce qui sera possible avec un parti démocratisé, re-nationalisé, et ce qui est impossible avec le parti actuel. Car le faire actuellement n'est pas faciliter la voie d'un changement, c'est l'empêcher. Si vous donnez aujourd'hui aux dirigeants Communistes non transformés de l'heure des satisfactions simplement parce qu'ils se baladent avec une carotte, une élection présidentielle, ou législative, ou municipale, simplement pour des mandats et des écharpes, si nous acceptons une action commune, ils n'auront pas besoin de s'imposer les transformations qui sont

Fondation Jean Jaurès

préalablement nécessaires à une action commune.
L'analyse que je fais, camarades, fournit une réponse à la question posée : cela ne dépend pas de nous, cela dépend d'eux.
Les événements vont-ils, comme je l'espère, les obliger à se transformer ? Si oui, la vie française est changée ; sinon, nous serons dans la situation actuelle. Ils ne pourront jamais être autre chose qu'une masse d'appoint, mais parfaitement impossible d'envisager la constitution avec eux ni d'un programme, ni d'une majorité, ni d'un gouvernement.
Ces réponses, j'essaie de les fournir clairement, à des questions précises. Le Parti n'est pas forcément d'accord avec cette analyse, encore que, à ma connaissance, c'est celle qui a été faite par tout le monde dans le Parti jusqu'à maintenant ! S'il en était aujourd'hui autrement, ce serait une modification de la position du Parti. Quand je tiens ce langage, j'affirme tenir le langage, j'allais dire que le Parti m'a autorisé à tenir ; je dis non, dont le Parti m'a donné mandat pour le tenir !
La candidature Mitterrand, eh bien je la crois bien partie. J'ai eu des échos des places où il est allé : il y a eu quelquefois des bavures dans la manière d'organiser, il y en aura encore, mes camarades, il faudra nous les signaler toutes. Il y a forcément autour de lui un certain nombre de ses collaborateurs qui ne sont pas Socialistes, et qui par là même, lorsqu'ils vont quelque part pour organiser, ont peut-être plus tendance à faire la part belle aux amis de Mitterrand qu'à nous la faire belle à nous ; c'est de cela qu'on félicitait Defferre quand il faisait en sens inverse davantage en faveur des camarades Socialistes que des autres. On ne peut donc pas lui reprocher cela.
Ce qu'il faut faire, c'est se prémunir contre cela et être vigilant. Mais au-delà de deux ou trois petites choses que je vous signale, tous ceux de nos camarades qui ont reçu Mitterrand, qui ont été à côté de lui dans des réunions, disent que partout actuellement, 1° de son point de vue ça va bien et 2° de notre point de vue à nous, c'est d'une correction totale.
Quant aux options qu'il présente, ce sont les nôtres. Mitterrand a été d'une loyauté totale à notre égard. Aucune de ses options n'a été connue de l'opinion publique avant qu'elle n'ait été acceptée par nous. Et quand je dis par nous, c'est à la fois par l'équipe de camarades nombreux et représentant tous les courants de pensée du Parti, sans distinction, qui travaille à côté de lui, et par moi-même avec lequel il est en contact permanent deux fois par semaine. Si bien qu'il n'y a pas de problème de ce côté là.
J'aurais tant souhaité que le Conseil d'aujourd'hui fût autre chose, qu'il fût presque un conseil d'enthousiasme, presque un grand rassemblement d'amitié et d'unité, autour de l'action qu'on mène en commun ! J'aurais tant rêvé que ce soit ainsi, parce que vous savez bien que toute la presse de demain connaîtra les incidents de ce matin, c'est du certain ! Mais l'impression, dont je rêvais, de ce Parti regroupé sur deux thèmes fondamentaux, cette impression là on ne l'aura pas, demain ! Les mêmes feront le même mauvais travail. Mais au moins, que nous ayons sur les deux autres points des réponses précises, en ce qui concerne Mitterrand quelque chose d'enthousiasmant, non pas un accord du bout des

lèvres, mais un assentiment général. Car il ne mène pas que son combat ! N'importe lequel qui se trouve à cette place là mène un combat commun aux hommes de Gauche. Je souhaite que là dessus, mes camarades, oubliant tout le reste, vous soyez unanimes.

J'en viens à la fédération. Oh ! J'avais bien envie de polémiquer ! Je ne vais pas le faire. D'abord il y a trop longtemps que je parle. Mais écoutez, camarades, je vous indique simplement une chose : vous avez dans vos dossiers un document qui vise la Charte de la fédération démocrate Socialiste telle que l'a souhaitée le Congrès unanime de juin, telle que l'a confirmé le Conseil de juillet. S'il y a un seul camarade dans cette salle qui trouve dans la Charte de la fédération aujourd'hui proposée une seule formule qui soit en retrait par rapport à ce qu'il y avait dans la Charte commune, s'il y a un seul camarade dans la salle qui trouve quelque chose qui figurait dans la Charte commune et qui ne soit pas dans celle d'aujourd'hui, alors il faut qu'il se lève !

Camarades, nous avons fait cela ensemble. L'équipe représentait les deux courants de pensée qui étaient associés aux travaux. Le rédacteur en était Georges Brutelle qui n'a pas toujours été d'accord avec moi, qui ne l'est sûrement pas encore sur un certain nombre de problèmes. J'aurais voulu, moi, qu'aujourd'hui on le félicite pour le travail fait ; qu'on ait réussi à mettre dans cette Charte le contenu de Socialisme qui y est, eh bien cela dépasse les prévisions les plus optimistes ! Car il y a non seulement ce qu'il y avait dans l'autre Charte, mais il y a beaucoup plus, sur beaucoup de points.

Vous me direz que ce n'est pas le programme de la SFIO. Bien sûr ! Un camarade est même venu dire : je crois qu'il y a des choses qui manquent. Il a commis une erreur, et elle est facile à comprendre, parce qu'il n'est pas encore habitué au vocabulaire qu'on s'est fixé les uns et les autres. Il a parlé programme ; il a souligné des points du programme qui n'y figurent pas. Il a raison, mais il n'y a pas de programme dans tout ce qui vous est proposé. Il y a une Charte qui comporte une déclaration de principe, et une Charte qui comporte la Charte même, c'est-à-dire les grandes options. Mais il va sans dire que si la FGDS se constitue, et se transforme en FDS, ce que je pense bien, il va sans dire qu'il y aura un quatrième document, car il y en a encore deux à venir : le troisième document sera le programme, un programme beaucoup plus précis et beaucoup plus détaillé, où ce que disait notre camarade trouvera sa place, et enfin il y aura le manifeste, l'appel au pays. Car il y aura un document sur lequel actuellement des camarades travaillent déjà, qui doit être un document appelant le pays à se prononcer.

Je comprends que les camarades qui étaient favorables à l'idée de ce qu'ils appellent la grande fédération aient encore une déception. Qu'ils se réfèrent à ce courant d'opinion publique qui, parait-il, s'était créé. Sur ce courant d'opinion j'ai la même opinion que celle dont je parlais tout à l'heure.

Je vous demande tout de même de tenir compte du fait que c'est probablement quelque chose de très positif, ouvrant des chances énormes pour les lendemains. Soyez logiques avec vous-mêmes, mes camarades. Que de fois vous avez reproché à l'homme qui est à cette tribune d'être je ne sais quel conservateur des

vieilles structures du Parti ! De ne vouloir garder que ce qu'on avait avant, de ne pas accepter qu'il soit tenu un langage nouveau ; de ne pas envisager des éclatements, des fusions, au besoin la disparition du Parti. C'est vous qui teniez ce langage, et au moment où je vous apporte quelque chose qui va dans le sens de ce que vous vouliez, qui y va d'une manière très audacieuse, alors vous allez faire la fine bouche ?

Ce qui nous a différenciés, parlons clair, c'est que vous étiez prêts à ce que la SFIO disparaisse ; que je suis prêt à ce que la SFIO disparaisse, mais pas dans le même ensemble, ce que vous voulez et ce que je souhaite ! Vous voulez qu'elle disparaisse dans une formation de démocrates de progrès, j'essaie de ne pas trahir votre pensée, de la présenter sous son jour le plus positif.

Aussi longtemps que j'aurai une responsabilité, même le jour où je n'en aurai plus, où à un poste de militant je serai encore beaucoup plus libre pour parler, aussi longtemps encore que dans le Parti j'aurai ma voix, je me battrai contre cette thèse ; mais je me battrai dans le même temps pour une autre thèse, la disparition de la SFIO dans toute formation plus large qu'elle, mais gardant le caractère Socialiste et les principes qui sont à la base du Socialisme !

C'est cela qu'on vous apporte aujourd'hui. Pas pour demain. Les Radicaux qui vont entrer ne sont pas tous des Socialistes. Mais cela va se décanter chez eux. Vous vous rendez bien compte que le problème leur est directement posé, qu'ils en ont conscience, que leurs responsables se sont engagés vis à vis de nous ; qu'ils ne pourront pas tolérer au delà des présidentielles que M. Maurice Faure continue à appartenir au même parti qu'eux en allant présider les réunions de M. Lecanuet !

Vous savez bien que cette évolution, elle est fatale ; vous sentez bien qu'elle va se faire. Ces gens là, on les amènera, et ce n'est pas seulement là notre victoire. Celle des clubs dont on a ironisé, dont j'ai été le premier à ironiser, car je ne surfais pas l'opinion des clubs, je ne la surestime pas. Sur 90 fédérations de la SFIO il n'y en a pas dix qui connaissent les clubs, les autres n'en ont jamais entendu parler.

Seulement c'est vrai que cela existe dans un certain nombre de coins ; c'est vrai qu'il y a une sorte d'appel à un certain nombre d'intellectuels. C'est vrai que ces intellectuels s'ils restent seuls dans leurs clubs, c'est une puissance perdue, et même dangereuse, car lorsque ces intellectuels travaillent en vase clos, discutent entre eux sur la meilleure manière de faire le bonheur du peuple, en n'ayant pas avec le peuple le contact nécessaire que crée la SFIO, aujourd'hui ils sont des hommes de valeur, demain ils peuvent devenir des adversaires en entrant dans je ne sais quelle forme de technocratie, etc. Il faut donc les amener.

Pour les avoir côtoyés depuis quelque temps, je dirai que j'ai trouvé des hommes de qualité ; je vais vous faire part par contre d'un point qui n'est pas positif. A l'heure actuelle, il y a un certain nombre de clubs influencés par le Socialisme chrétien. Eh bien si les autres ont d'ores et déjà pris une position positive, ceux là-ne l'ont pas fait. Quelquefois même leurs animateurs qui étaient venus dans nos rangs prendre une position très précise, très audacieuse, très courageuse, très Socialiste et très laïque, sans quoi ils n'eussent pas été à côté de nous, certains

de ceux qui avaient eu l'audace de le faire ont été désavoués par leurs propres troupes ! Ou bien ils sont en passe de l'être.
Il y a là un effort à faire. Il y a là, pour le regroupement de l'ensemble des Socialistes, un gigantesque travail à accomplir.
On a évoqué l'évolution du Parti depuis 1945. Je peux le faire après d'autres, et pas dans les termes où la section d'Aix l'a fait, dans une motion qui vous sera soumise à la Commission des résolutions. Non, le faire honnêtement. Le Parti, depuis 1945, a évolué, et nous tous, y compris le Secrétaire général au premier chef, ont de grosses responsabilités dans l'évolution qui s'est produite. A mes yeux, la plus importante, c'est que dès le départ on a commis une erreur d'analyse dans la volonté de reconstruire le pays. On s'est associé à toutes les tâches de la reconstruction, à des moments où c'était nécessaire pour la reconstruction du pays, et dangereux pour la propagande du Parti. Les postes les plus ingrats nous étaient dévolus, nous acceptions les charges comme celles du ravitaillement, que d'autres avaient refusées. Si nous étions encore à cette heure, camarades, je m'associerais à ceux qui disent : il faut le faire avec courage.
Mais 19 ans après, je vous demande de concevoir que l'ayant alors décidé, nous savions que nous rejetions loin de nous un certain nombre d'hommes.
Par la suite, la République a été à maintes reprises menacée. Quand cette République était menacée, elle était menacée sur deux fronts. Dans notre assemblée, nous avons décidé qu'il fallait d'abord sauver la République… s'il fallait d'abord sauver la République ; si on voulait s'amuser à chercher quelle était l'attitude des uns et des autres… qui était pour et qui était contre ! Je dirai, par exemple, que lorsque Ramadier, dans un Congres célèbre, disait : "Il faut sauver la République si l'on veut sauver le Parti", je lui opposais, sous forme de boutade, l'idée : "Si on laisse mourir le Parti, il n'y aura plus de République !"... Je semblais être contre Ramadier. Aujourd'hui, je dis que je suis aussi responsable que lui, que nous sommas responsables tous ensemble, qu'au fond, les deux préoccupations s'imposaient à l'époque. On a sauvé la République pour un certain temps ; sans doute l'aurions-nous sauvée définitivement s'il n'y avait pas eu le drame du colonialisme.
Mais, la sauvant ainsi, c'était encore une hémorragie de gars qui se croyaient plus révolutionnaires que nous et qui nous quittaient.
Puis, ça a été le drame de l'Indochine. Le premier drame et la première scission. Puis, ça a été le drame de l'Algérie, nouveau drame, et bien plus grave, non seulement à cause de la scission qui s'en est suivie du PS(?), mais plus encore à cause d'une jeunesse qui n'était informée qu'à travers cette foutue opinion publique à laquelle vous avez sans recours, qui nous a considérés comme des s... et moi, comme l'homme qui torture !
Et là encore, ce sont des gens qui ne sont pas venus à nous, et d'autres qui nous ont quittés !
Puis, ça a été le drame du mois de mais. Des choix, entre nous, quant à la position différente à l'égard de de Gaulle. Qui a le droit de dire aujourd'hui qu'il avait raison ! Qui a oublié ces heures là ? Ces heures où non seulement le Parti était partagé en deux groupes, mais où chacun des hommes du Parti était partagé

en lui-même, où j'ai vu des gens qui aujourd'hui se targuent de telle position prise alors, qui avaient changé deux fois d'avis dans la journée ?
Et le Parti a souffert, c'est vrai.
"C'est Guy Mollet le responsable", disait tout à l'heure le camarade Defferre.
Non, mes camarades. J'en suis responsable au même degré que vous, un peu plus que vous étant donné la place où je suis. Mais c'est un Parti, chaque jour mêlé à l'action, qui est responsable dans la mesure où il a assumé à chaque heure ses responsabilités. Voilà où on en est.
Ca va mal dans certaines régions, c'est vrai. Etes-vous sûrs que là, il n'y a pas une responsabilité collective, dont je pourrais même dégager la mienne si je n'avais pas l'habitude d'être toujours solidaire ?
La raison fondamentale de la vie au ralenti d'un certain nombre de nos petites fédérations est la décision que vous avez prise un jour, à la majorité, de nous faire nous battre pour le scrutin d'arrondissement.
(Bravo !)
C'est la raison fondamentale.
Weil-Raynal, tout à l'heure, évoquait ce problème.
Weil-Raynal, quand il l'évoque, on rit ou on sourit, parce que ça a l'air d'être son da-da. Mais s'il avait raison sur le plan électoral, combien il a plus encore raison sur le plan de la vie du Parti !
Faites attention, mes camarades ! Et rendez-vous compte que là où nous avions un élu à la proportionnelle, dans tel ou tel petit département, c'était la vie du Parti assurée, c'était la propagande assurée, c'était le militantisme garanti, c'était la discipline certaine. Là (je vais à contre courant, mais je m'en f… !), là où aujourd'hui, pour être élu député dans une circonscription vous voudriez choisir un théoricien du Parti, un Socialiste virulent et dur, tous les hommes raisonnables vous diraient : "Non, il faut choisir le maire de la commune la plus grosse de la circonscription."
Ce maire est souvent un bon militant ; il a été, il est encore un bon militant. Mais ce maire, vous le condamnez, le jour où vous en avez fait un député, vous le condamnez à sauver sa circonscription pour son Parti.
Alors il va être chez lui en permanence, travailler au maximum, voir tout le monde… mais ne comptez plus trop sur lui – sauf exceptions – pour aller faire une réunion dans une circonscription lointaine, où à l'autre bout de la France, sauf si c'est un échange avec quelqu'un d'une autre circonscription qui est aussi un député et qu'on va l'un chez l'autre.
Nous avons ainsi condamné à mort un certain nombre de petites fédérations qui n'ont maintenant plus de représentation.
J'ai entendu dire tout à l'heure que Guy Mollet avait dit au Comité directeur qu'il rejetait la responsabilité sur les élus ! Si ce que je viens de dire est rejeter la responsabilité sur les élus, alors c'est vrai, ça je l'ai fait. Je n'ai rien dit d'autre, je ne dis rien de plus.
Ce n'est pas vrai que je fasse de l'anti-parlementarisme. Les camarades qui me voient régulièrement dans les fédérations savent comment j'y défends les parlementaires, comment j'y explique leur attitude. Mais j'ai bien le droit, par

Fondation Jean-Jaurès

contre, de demander à ces parlementaires de ne pas se prononcer, comme trop le fond, au militantisme !
De ne pas renoncer …(applaudissements)… comme trop le font, à la vie du Parti.
Et est-ce que c'est dire du mal des parlementaires que de constater un fait ? Dans nos Congrès et nos Conseils nationaux, c'est toujours 20 à 25% des parlementaires seulement qui viennent, et toujours les mêmes ! Il y en a que nous ne voyons plus.
Est-ce dire du mal des parlementaires que de dire devant les présidents de groupe de l'Assemblée Nationale, Defferre et Chandernagor, qu'ils sont les premiers à souffrir de l'absentéisme effrayant, et qu'ils le dénoncent devant le groupe parlementaire ? Mais bien sûr, s'ils le dénoncent c'est seulement devant ceux qui sont là… Ce sont toujours les mêmes qu'on eng… ! On ne peut jamais rien dire à ceux qu'on ne voit jamais !
Si c'est là faire de l'anti-parlementarisme, alors soit j'accepte le reproche.
Ce n'est pas vrai, camarades. J'essaie d'établir ce qui est la vérité du Parti. Il a souffert, il est mal de, il est loin d'être mort !
Il est loin d'être mort d'abord quant à sa structure. On faisait tout de même un travail sérieux, au Comité directeur, la semaine dernière, quand on regardait ce que ça donnait partout, quel était le pourcentage dans les différentes circonscriptions, dans les différents départements.
Quelle est la première constatation que l'on faisait ? C'est là où on a des adhérents, là où on a des élus et réciproquement, que là où les élus laissent tomber, les adhérents eux laissent mourir les sections. Et le jour où à son tour l'élu disparaît, le siège est perdu, dans toutes les fédérations, y compris la mienne.
Je vais prendre exprès un exemple dans la fédération du Pas-de-Calais, qui se targue d'être solide, ceci pour ne mettre en cause aucune des autres, mais vous allez reconnaître des choses que vous avez tous connus.
On vient de perdre un siège au Conseil général. Vous avez, au début de cette séance, salué la mémoire d'un de nos camarades morts, Dollé, de Huchard.
Dollé a été un assez bon militant pendant des années. Il s'est créé une petite situation locale à Huchard. Il visitait ses sections et les entretenait, ceci à peu près jusqu'à cinq ans après la dernière guerre, il y a quinze ans d'ici.
Depuis lors, non seulement il n'a pas entretenu la vie de ses sections, mais parce qu'il entendait garder une liberté d'action totale quant à son attitude personnelle dans les scrutins, quant à ses options politiques personnelles, flirtant avec les Communistes quand ça lui était nécessaire, avec les PSU, si c'était utile… et il a laissé mourir toutes les sections sous lui. Aussi longtemps qu'il a vécu, il a gardé son siège. Il vient de mourir, on l'a perdu !
Heureusement, nous avons un jeune militant qui est sur la place et qui n'est pas passé, qui n'est battu qu'à quelques centaines de voix. C'est-à-dire que c'est un siège que peu à peu nous allons reconquérir. Mais ce qui est plus important, c'est que nous allons vers la renaissance de dix sections dans le canton, qu'on est en train de refaire. C'est-à-dire qu'il assure l'avenir, qu'il assure la survie

Collection Jean Daures

lorsque nous autres nous allons passer.
Etes-vous bien sûrs que vous ne reconnaissez pas là l'image de beaucoup de vos fédérations, camarades ? Etes-vous bien sûrs que vous n'avez pas ça un peu partout ? Etes-vous bien sûrs que cette responsabilité là soit seulement mienne ?
Ce n'est pas vrai, elle est collective et le Parti tout entier a à redresser sa situation.
Alors, je voudrais que l'adhésion à la fédération veuille dire ça : cette volonté d'être actif pour redresser le Parti, dans la fédération, cette volonté, à travers la fédération, de faire une arme neuve.
Mais là encore, si on y va dans l'état d'esprit que j'ai cru sentir dans quelques interventions, eh bien, vous savez, ça n'ira pas loin ! C'est vrai que l'opinion publique ne sera pas remuée. Elle ne risque pas de l'être, dans la mesure où on souhaite qu'elle ne le soit pas !
Mais si, par contre, nous étions tous capables de reprendre confiance dans l'idéal Socialiste et dans le Parti qu'il essaie de servir, alors il y aurait encore des lendemains de victoire ! Et c'est ce que je vous souhaite, c'est ce que je nous souhaite, mes camarades !
(Applaudissements)

Le président – La séance est levée. Elle sera reprise à 16 heures.
(La séance est levée)

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du 30 octobre 1965
Clichy

Séance du samedi 30 octobre (Après-midi)

La séance est présidée par Maurice Coutrot, assisté de Audran (Morbihan), Lavielle (Landes), Levindrey (Aisne).

Le président (Maurice Coutrot)
Camarades, la séance est ouverte. La parole est à Blanca (Seine-et-Marne).

Blanca
Je n'ai pas ici l'intention d'intervenir au nom de ma fédération, étant invité dans les Conseils nationaux au titre du Bureau national JS, mais je suis partisan qu'en aucun cas on n'intervienne comme Jeunesses Socialistes, étant donné que les Jeunesses Socialistes ne sont qu'une organisation du Parti, et que chacun de nous appartient à une section et à une fédération, et nous devons donc venir toujours et signer éventuellement des motions au titre du Parti.
Ceci dit, le jeune militant que je suis – jeune ! Il commence un peu à vieillir, mais enfin, quand même ! – est venu ici, à un mois des élections présidentielles qui vont être décisives, en croyant que ce Conseil national allait essentiellement

Coll. Fondation Jean Jaurès

s’occuper d’organiser la propagande en vue de ces élections présidentielles, de donner les mots d’ordre d’organisation et de propagande. Et en aucun cas je n’avais pensé que d’autres problèmes, surtout aussi graves que ceux de la direction du Parti, allaient être abordés à la veille d’une consultation dont l’avenir de la démocratie dépend.
Je crois particulièrement malvenu que l’on ait voulu poser les problèmes de fond à la veille des combats qui nous attendent, et demain, en tous cas lundi, je suis sûr que notre Parti, une nouvelle fois, sera sali. Et on a reproché à Guy Mollet la confusion après son interview ; je pense malheureusement qu’on va de nouveau jeter la confusion parmi les militants et parmi les électeurs.
C’est pourquoi, pour la première fois de ma vie, j’interviens à une tribune du Parti. C’est pour cela que je suis un peu ému. Je crois donc que ce Conseil national doit orienter ses travaux dans un sens positif, et laisser d’autres problèmes pour un autre temps, un autre lieu, en considérant que l’unité est, en tous cas, aujourd’hui, absolument nécessaire. C’est en ce sens que nous tous nous allons oeuvrer pour que, demain, le candidat François Mitterrand ait le maximum de voix possible et qu’il mette au moins le général en ballottage.
Tout de même, puisque des points concernant la fédération de la Gauche démocrate-Socialiste ont été soulevés, je voudrais dire que personnellement je trouve aberrant que l’on ait parlé à tort et à travers de petites et de grandes fédérations, alors que pour moi il ne peut y avoir que des mariages politiques normaux et qu’il ne pouvait y avoir par conséquent que des fédérations qu’entre des hommes de gauche, qu’en ce sens nous avons fait, parmi les démocrates de gauche, la seule fédération qui était possible.
Il y a en France, comme partout, une manière de penser à gauche, une gauche avec un grand G. Cela nous est commun à beaucoup. Cela n’est pas commun à ceux qu’on avait appelés à participer à une pseudo grande fédération, qu’on pourrait appeler encore plus grande évidemment si on avait appelé les Indépendants et Tixier-Vignancour à y participer. Evidemment on aurait pu l’élargir à 1’infini. Personnellement je crois qu’un militant ne peut être militant dans une organisation de gauche que s’il sent profondément qu’il se bat pour la cause des travailleurs, qu’il se bat contre les possédants. Personnellement je suis sûr que si je m’étais trouvé à participer, à militer à côté de M. Lecanuet ou de M. Pflimlin je n’aurais eu aucune envie de passer mes soirées, mes jeudis et mes dimanches à militer pour quelque chose qui ne m’aurait plus concerné.
(Applaudissements)
Il y a donc en France une gauche, avec un G, qui est seulement divisée en démocrates Socialistes et Communistes, uniquement. Les démocrates Socialistes se retrouvent presque tous au sein de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ; je dis "presque tous", car il y a des hommes qui ne nous ont pas encore rejoints, et c’est vers ces hommes de gauche, vers ces hommes, y compris le PSU que nous devons désormais nous adresser, c’est vers eux – en tous cas ceux qu’il y a de récupérables parmi eux, et il y en a une grande partie – c’est vers eux que nous devons tendre, car eux sont des militants, sont des hommes de gauche. Je veux me battre avec des militants qui ont avec moi en

commun les combats du Front Populaire, de la guerre d'Espagne, de la résistance, c'est avec eux que je me sentirai le cœur à donner le meilleur de moi-même, pas avec ceux qui, à un moment ou à un autre, ou quand sonnera l'heure de vérité – et l'heure de vérité arrivera un jour – nous lâcherons, comme ils nous ont toujours lâchés.

Moi je dis qu'il faut réhabiliter le mot "Socialisme", qu'on a essayé de détourner. Il faut réhabiliter le mot "Socialisme" qu'ont trahi nos camarades allemands, pour leur plus grand déboire. Ils ont cru qu'en se tournant vers la droite, et c'est exactement la même opération qu'on voulait faire en France, d'une autre manière… (quelques applaudissements)… ils ont cru qu'en se tournant vers la droite ils allaient amener l'électeur de droite, mais les électeurs de droits ont continué à les considérer comme de simples Socialistes, tandis que beaucoup d'électeurs de gauche considéraient qu'ils avaient trahi. Ils n'ont gagné sur aucun front, et il en aurait été de même ici.

On nous a parlé de cette fédération grande qui avait tenu la "Une" de beaucoup de journaux et de la presse parlée, pendant longtemps. Moi, je m'excuse, mais je préfère les succès à long terme, les succès profonds d'une union véritable de la gauche au succès éphémère, sans lendemain, qu'aurait été une grande fédération. (Applaudissements)

Et puisque ici on a mis en cause la personne de notre Secrétaire général et le Secrétariat général lui-même, je voudrais rappeler un certain nombre de choses.

Je dois dire tout de suite, avant de commencer, puisque pour certains, parait-il, c'est un déshonneur de faire partie de "l'appareil", que je n'en suis pas. Personnellement je considère en faire partie comme l'honneur de camarades qui ont souvent laissé des travaux plus lucratifs pour venir militer pleinement dans le Parti. Mais enfin, cela, c'est une opinion personnelle. Donc, je ne suis pas de "l'appareil" et je voudrais rappeler un certain nombre de choses.

Pour la campagne que j'aurais menée personnellement, avec toute ma foi, en faveur de Gaston Defferre – et j'avais commencé à la mener avant même qu'il soit candidat à la présidence – pour cette campagne, je me souviens, moi qui ne suis qu'un méridional aussi – être allé dans le Nord et le Pas-de-Calais, à la veille de la fête de Phalempin, en 1964. C'était 17 mois avant les élections présidentielles. Je n'ai pas parcouru une seule rue du Pas-de-Calais, d'une ville du Pas-de-Calais, pas une seule rue du département du Nord, sans trouver des affiches invitant à aller écouter Defferre, pas une seule ! J'ai trouvé, par contre, à Phalempin – c'était en juillet je crois – 30 à 40 000 personnes, toutes avec des calicots, avec la photographie du camarade Defferre, j'ai trouvé une foule qui avait été préparée par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, pour faire une ovation au candidat du Parti, pour faire une ovation au candidat de la Gauche.

Et quand on vient nous dire que le Secrétaire général du Parti, qui avait ce jour-là présenté admirablement Gaston Defferre, admirablement et brièvement pour laisser le plus de temps de parole possible au candidat, quand on vient lui dire qu'il a poignardé dans le dos la candidature, c'est plus fort que moi – et je n'y ai rien à gagner parce que je vais peut-être me faire des ennemis parmi mes amis – eh bien, je le dis, ce n'est pas bien, ce n'est pas juste, ce n'est pas vrai.

(Applaudissements)
On dit aujourd'hui qu'on soutient davantage Mitterrand que l'on n'avait soutenu Gaston Defferre dans "Le Populaire", dans "Démocratie". La campagne de Gaston Defferre avait pris le départ près de 2 ans avant celle-ci. Nous nous trouvons aujourd'hui à deux mois, à un mois aujourd'hui des élections présidentielles. Comment peut-on faire une comparaison ? Comment ? Je me le demande.
Je crois, par contre, qu'il y a beaucoup de travail à faire entre nous, que les véritables divisions, eh bien, on voudrait les créer souvent de l'extérieur de notre Parti.

Dans l'assemblée – Très bien.

Blanca – On voudrait les créer et non pas pour nous grandir, mais pour nous affaiblir. On a choisi les hommes qui parce qu'ils ont eu beaucoup de responsabilités, parce qu'ils ont beaucoup vécu la vie politique, ont eu plus ou moins de déboires publics, et, des petits déboires, on en fait des montagnes. Et, parce qu'on a beaucoup d'argent on a beaucoup de journaux, et parce qu'on a beaucoup de journaux on peut beaucoup salir. Eh Bien ! Moi je dis que nous ne serons pas trop de 100 000 pour répondre à tous ces gens-là. Nous ne serons pas trop de solidarité pour vaincre la calomnie.
Je dis ici la même chose qu'hier lorsque je me trouvais à Alger, et en désaccord souvent avec la politique du Parti, parce que j'étais pour l'Indépendance depuis longtemps. Je me souviens d'un jeune nationaliste algérien (parmi les jeunes nationalistes qui se réunissaient avec nous, parmi les étudiants anti-fascistes d'Algérie) qui disait : "Toi, tu nous interdis de dire quelque chose contre Guy Mollet". Je ne faisais pas l'étude de la personnalité, je défendais mon Secrétaire général, et aujourd'hui, une fois de plus, s'il venait à être calomnié extérieurement, je considère que c'est le Parti tout entier, qui serait calomnié.
Et encore une fois je me dresserais pour le défendre.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Benoit, de la Charente, Ensuite, Darras, du Pas-de-Calais.

Benoit (Charente)

Camarades, je voudrais d'abord, faire une première réflexion, d'ordre technique. Il a beaucoup été question ce matin des indiscrétions de la presse. Et je dois signaler que pendant tout le débat qui a eu lieu ce matin il y avait de nombreux journalistes dans les couloirs, et que la sonorisation …(applaudissements)… leur permettait d'entendre tout ce qui se déroulait dans cette salle. Par conséquent s'il y a quelques indiscrétions c'est aux haut-parleurs qu'il faut en donner la responsabilité.
(Applaudissements)
Cela dit, camarades, quel bonheur ! Lors de notre dernier Conseil national nous

Fondation Jean Jaurès

n'avions plus ni candidat à la présidence de la République, ni fédération. Nous nous retrouvons aujourd'hui avec un candidat à la présidence de la République et une nouvelle fédération que certains mauvais esprits présentent comme un plat un peu réchauffé !
Je voudrais placer mon intervention, qui sera brève, sous le signe d'une citation de Léon Blum. Elle est simple ; elle est brutale. Léon Blum a écrit quelque part : "Il faut savoir tirer la sévère leçon des événements".
Cela dit, je développerai trois ordres de considérations. D'abord, elles seront générales, ensuite des considérations que j'appellerai considérations d'ambiance et, enfin, au nom de la solidarité Socialiste, puisque si nous sommes là, c'est bien que nous sommes Socialistes et solidaires, je parlerai le langage de la franchise, n'étant moi-même, pas plus que Blanca, membre d'un appareil ou candidat à quelque fonction et n'ayant pas non plus le privilège d'assister aux réunions du Comité directeur.
Les considérations générales, camarades, elles sont simples : elles ont trait à la situation politique à la veille des élections présidentielles et à la situation de la Gauche dont nous sommes une part importante, une part décisive dans le combat qui va se livrer pour la démocratie et pour le Socialisme, le 5 décembre prochain.
Il y a sept ans, disons six ans que nous sommes dans l'opposition, six ans que nous avons eu le loisir de méditer les raisons pour lesquelles la 4ème République a échoué ; elle a réussi dans certains domaines mais, finalement, elle a échoué ; nous avons eu six ans pour prendre la mesure des responsabilités collectives de la gauche, qui a été obligée, pour sauver la République, d'appeler l'homme qui était incontestablement l'homme le plus réactionnaire qu'on ait jamais trouvé !
Nous avons eu six ans pour essayer de donner des solutions à ce morcellement de la Gauche, à cette division des partis politiques et, n'en déplaise au Secrétaire général, pour s'adresser à l'opinion publique parce que qu'est-ce qui fait la force d'un parti politique, et d'un parti politique de masse comme le nôtre, si ce n'est l'opinion publique qui, un jour ou l'autre, viendra à partager l'idéal qui est le nôtre ? Il ne faut pas jouer sur les mots, c'est à l'opinion publique qu'on s'adresse et on s'adresse à elle collectivement, solidairement, car nous sommes des militants, Guy Mollet, comme toi.
Eh bien, six ans ont passé et l'élection présidentielle arrive et je crois que jamais la division de la Gauche n'a été aussi grande.
Il y a eu des tentatives qui ont été faites et ces tentatives ont été faites...

Dans la salle – Quel est votre métier ?

Le président –Voulez-vous laisser parler l'orateur, s'il vous plaît !

Dans la salle – Vous êtes du Cabinet de Frey ou pas ? Toute la question est là !

Dans la salle – On ne veut pas de mouchards ici !

Le président – Seul l'orateur a la parole !

Dans la salle – Pas de délégué de M. Frey ici !

Le président – Chers camarades, si vous voulez faire la preuve qu'il y a des mouchards de M. Frey ou des délégués de M. Frey ici, il faut l'apporter au président et la parole ne sera plus donnée à l'orateur qui est à la tribune !

Dans la salle – Demandez-lui où il est !

Benoit – Mes chers camarades, je veux répondre, parce que je serais navré qu'il y ait des incidents.
Tu me demandes de quoi je vis ? Je vis comme toi, je suppose, de mon travail. Mon travail, il est simple : je suis fonctionnaire. Il y a plusieurs membres du Parti qui sont fonctionnaires ! Je suis fonctionnaire en service détaché auprès d'un organisme qui est le Marché Commun et qui ne passe pas pour un organisme particulièrement gaulliste. Si j'ai pris cette position, c'est pour pouvoir m'exprimer à cette tribune et rester fidèle à mon idéal qui est le socialisme, crois-moi, la voie eut été plus facile pour moi si j'avais tenu compte de mes intérêts de fonctionnaire et si j'avais voulu continuer dans cette voie qui était celle de ma carrière normale !
(Applaudissements)
Cela dit, je poursuis mon exposé, si tu veux bien m'y autoriser, en disant que la Gauche me semble tout autant morcelée qu'elle l'était au 13 mai et qu'il y a eu une initiative prise par l'un des nôtres et qu'il convenait de soutenir avec le maximum d'enthousiasme, le maximum d'efforts. Et la fédération que Gaston Defferre avait proposée se différencie, je le regrette, de la fédération que nous retrouvons ailleurs. Il y avait dans cette fédération un élan, un appui car il s'agissait de proposer au pays des options claires, de lier le problème de l'élection présidentielle au problème de Gouvernement, au problème de la majorité.
Il s'agissait non pas de détruire les partis, mais de moderniser les partis, et le nôtre en particulier, pour qu'ils vivent et personne ici ne peut suspecter les intentions de ceux qui ont soutenu cette solution qui était celle du Socialisme, car le Socialisme c'est l'avenir et ça n'est pas la juxtaposition d'un certain nombre de comités et de partis comme le Parti Radical qui, nous le voyons bien dans la candidature Mitterrand, a pris des positions pour le moins nuancées.
Par conséquent, je dis qu'il y avait un grand élan et que cet élan a été détruit. C'est ce que je voulais dire sur les considérations générales.
Je voudrais parler des considérations d'ambiance car je suis ici pour donner mon sentiment, comme chacun d'entre vous a le droit de le faire, et revenir sur un problème qui a été largement évoqué ce matin : l'interview de notre Secrétaire général à propos de la candidature Pinay.
Pas un instant, croyez-moi, je ne soupçonne Guy Mollet d'avoir voulu soutenir Pinay plutôt que Mitterrand. Je dis simplement que, pour les électeurs, ceux qui

Fondation Jean Jaurès

seront amenés à choisir entre nous et les gaullistes, eh bien cette déclaration a créé la confusion, l'incertitude et a rappelé un certain nombre de combinaisons qui avaient été largement condamnées.
Car, voyez-vous, ce que demande l'électorat, qui n'est pas informé, c'est la clarté. Quand on lui propose un candidat de la Gauche, il faut que ce soit le candidat de la Gauche et quand vous vous interrogez sincèrement, au fond de vous-mêmes, croyez-vous vraiment que c'était au Secrétaire général du plus grand parti de la Gauche démocratique d'appeler à notre secours le candidat de la Droite réactionnaire pour battre le général de Gaulle ? Je ne le crois pas.
Camarades, je voudrais me tourner vers Guy Mollet et lui dire ceci : Guy Mollet je ne te connais pas. Je ne te connais pas. Tu es pour moi le Secrétaire général du Parti, le président du Conseil, l'ancien ministre du général de Gaulle. Je ne sais pas si tu es méridional ou du Nord, si tu as bon cœur ou mauvais cœur. Je parlerai de toi comme je parle d'un militant et un militant qui a accédé au poste suprême. Je te dirai franchement que, dans la manière dont ce matin tu as répondu, il y a des choses que je ne comprends pas. Je ne comprends pas que tu voies le complot partout, qui t'entoure et qui te menace. Je ne comprends pas que tu nous dises que tu t'es sacrifié pour le Parti !
Tu as été à la tête du Parti et le Parti tout entier a été avec toi. Il n'y a pas de sacrifiés et d'autres qui ne le seront pas ! Il y a un homme qui a eu des responsabilités majeures. Il y a vingt ans que tu as ces responsabilités ; ça n'est pas un reproche que de te dire que, quand pendant vingt ans, on a conduit la politique d'un parti, que pendant de nombreuses années on a été à la tête d'un Gouvernement, il s'accumule sur toi, que tu le veuilles ou non, un certain nombre d'injustices, un certain nombre de critiques et quand ces critiques et quand ces injustices s'accumulent, plus s'accumulent aussi les erreurs, inévitables à tout être humain, quel qu'il soit, eh bien, en fin de compte, quand cette personnalité incarne trop complètement le Socialisme, c'est le Socialisme qui en souffre.
Je te le dis comme je le pense, non pas à toi, Guy Mollet, mais à toi, Secrétaire général du Parti.
Camarades, ce sont les quelques considérations que je souhaitais faire et je les ai faites avec ma franchise, avec ma sincérité, et je les ai faites parce que j'estime que j'estime que c'est …(protestations dans la salle)…

Le président – Camarades, je vous en prie !

Benoit – Non, mais je cède volontiers la parole à notre camarade, s'il désire parler !

Un délégué – Tu parles pour ne rien dire !

Le président – On peut parler ici, camarades, et ce serait bien la première fois s'il n'y avait pas de réactions dans nos congrès ou dans nos Conseils nationaux ! Seulement l'orateur a la parole et il peut parler. Je vous en prie, taisez-vous !

Coll. Fondation Jean Jaurès

Benoit – Je voudrais dire au camarade qui m'accuse...

Le Délégué – Abrège un peu, on a un train à prendre !

Benoit – Moi aussi j'ai un train à prendre. Je voudrais dire au camarade qui dit que je parle pour ne rien dire, d'abord que je n'ai pas parlé longuement et que, quel que soit le camarade qui soit à la tribune, on peut au moins lui faire la justice de penser qu'il parle pour dire quelque chose. D'autre part, si je suis au Parti Socialiste et si j'y reste c'est que, justement, je jouis de cette liberté d'expression entre nous – je n'ai pas de contacts avec la presse, je ne suis pas membre du Comité directeur, je ne peux m'adresser que dans le cadre du Conseil national ou d'un Congrès, et je le fais, c'est pour cela que je suis au Parti Socialiste et c'est pour cela que j'y resterai, camarade !
(Applaudissements)
Je voulais donc dire, en terminant, que cette intervention est placée sous le signe de la franchise. Peut-être une franchise un peu rude, mais j'ai dit ce que je pensais.
Je crois, camarades, qu'il faut quand même retirer de ce Congrès un double sentiment :
Le premier, c'est bien entendu que nous sommes tous unanimes pour penser que, dans les circonstances actuelles, il n'y a pas d'autre voie que la candidature de François Mitterrand, et qu'il n'est pas souhaitable de donner le sentiment un seul instant qu'il peut y avoir sur ce point une division, mais, comme il y avait ici un Conseil national, il nous était loisible, et il était du devoir de ceux qui le pensaient, de le dire en face, et que ça n'est pas faire un procès d'intention aux Socialistes ou à une personne quelconque que de dire, à cette tribune, ce qu'on pense à propos de ce problème.
Voilà dans quel esprit j'ai situé cette intervention.
J'ai commencé par une citation, je ne veux pas abuser de citations, mais je terminerai néanmoins par une autre citation qui est aussi celle d'un Socialiste et qui disait que les faits sont têtus.
Il faut tenir compte des faits, il faut tenir compte des changements.
Ce que nous voulons, ça n'est ni réviser le Socialisme, ni le trahir, c'est simplement le servir et on le sert par la franchise et l'explication d'homme à homme, entre Socialistes.
(Applaudissements)

Levindrey – Camarade, je voudrais vous poser une question : est-il exact que vous apparteniez au Cabinet de M. Frey ou que vous apparteniez au Cabinet de M. Frey, et comment pouvez-vous concilier votre rôle de militant et celui d'attacher au Cabinet du ministre Frey ?

Benoit – Mon cher Camarade, j'ai déjà répondu mais je n'ai sans doute pas parlé assez fort, non pas que je craigne les indiscrétions, mais j'ai répondu tout à

Fondation Jean Jaurès

l'heure à notre camarade en disant qu'effectivement je suis membre du corps préfectoral et il y a un certain nombre de membres du corps préfectoral qui sont membres de ce Parti...

Gaston Defferre – Il y en a même chez M. Papon !

Benoit – Qui sont en poste, oui, et que justement…
(Protestations diverses dans la salle)

Le président – Non, je ne crois pas que ce soit un membre du corps préfectoral qui soit chez M. Papon et, deuxièmement, d'après les indications que nous avons, les membres du corps préfectoral sont actuellement, s'ils appartiennent au Parti Socialiste, traqués – il y en a très peu – et changent de poste, – soit comme sous-préfets ou comme préfets – et mis en disponibilité, pour qu'on puisse nommer à leur place des gens du cabinet de M. de Gaulle qui ne sont pas de la carrière, mais pour remplacer les préfets qui, eux, continuent à être payés mais sont mis en disponibilité.
(Applaudissements)

Benoit – Je voudrais répondre au camarade, – et je m'excuse d'abuser de cette tribune – qu'étant resté au stade des invectives personnelles, j'ai répondu tout à l'heure à un Camarade qui me demandait de quoi je vivais. Tout le monde a bien le droit de vivre et j'ai répondu que je vivais de mon travail – c'est d'abord, une affirmation Socialiste – mais d'autre part j'ai répondu clairement, et je ne suis pas gêné pour répondre, que j'étais effectivement membre du corps préfectoral, et comme notre camarade l'a judicieusement fait remarquer, il est difficile de concilier le socialisme avec M. le ministre de l'Intérieur et c'est la raison pour laquelle, étant membre du corps préfectoral, j'ai demandé à reprendre ma liberté et à être placé, en fonction de service détaché, auprès de l'organisme international qu'est le Marché Commun, ce qui, pour l'instant, me permet de vivre et me permet d'être un homme libre.
Voilà, camarade, ce que je voulais répondre. Il n'y a d'autre explication, c'est la seule, c'est la véritable.
Je te remercie. Tu as entendu ?

Levindrey – Oui, oui, j'ai entendu et cela soulage un peu tout le monde. (Applaudissements)

Le président – La parole est maintenant à Darras, du Pas-de-Calais.

Darras (Pas-de-Calais)

Camarades, en arrivant ici ce matin je n'avais pas du tout l'intention de prendre la parole, mais l'intervention de Gaston Defferre m'y a décidé, et elle m'amène à présenter un certain nombre de remarques.
Je les ferai en essayant de ne pas manquer à l'amitié. Mais il est des choses qu'il

Coll. Fondation Jean Jaurès

nous faut nous aussi dire en face au Conseil national.
L'intervention de Guy Mollet fait du reste que je ne retiendrai, pour éviter des redites, et même si cela donne un caractère un peu décousu à ce que je dirai, qu'un certain nombre de remarques que m'a suggérées l'exposé de Defferre.
Première remarque :
Tu nous as dit, Gaston Defferre, dans ton discours de ce matin : "Ma tentative avait un inconvénient, il n'y avait plus, devant le Parti socialiste SFIO, qu'un seul porte-parole, un seul leader, il y en avait deux." Je suis allé vérifier la sténotypie, "il y en avait deux, il y avait Guy Mollet et moi-même" – citation textuelle.
Et je pense, camarade Defferre, que c'est mal poser le problème. Car tu n'avais jamais été désigné par nous comme co-leader ou comme co-Secrétaire général du Parti. Nous t'avions désigné, investi, donné le mandat d'être candidat, et même pas le candidat du Parti, mais candidat avec le soutien du Parti, et, bien sûr, en n'oubliant pas que tu étais membre du Parti, à la présidence de la République, mais ni co-leader, ni co-Secrétaire générale Nous qui considérons qu'il ne doit y avoir dans le Parti que des camarades au service de leur Parti et de leurs camarades, nous sommes un peu amenés à nous demander ce que c'est que cette "dyarchie" que tu sembles à posteriori reconnaître, avoir voulu introduire dans le Parti.
Tu nous dis, bien sûr, que tu n'es pas, que tu ne seras pas, que tu ne seras jamais candidat au Secrétariat général du Parti, mais nous pensons, nous dans le Pas-de-Calais, que, débordant le cadré de la mission qui t'avais été confiée, tu avais voulu lier ta candidature à l'élection présidentielle, pour laquelle nous te soutenions – et un camarade l'a rappelé tout à l'heure – à une réforme imposée au Parti, avec des appuis extérieurs. Et je pense en particulier à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber …(applaudissements)… –, et à vouloir le dissoudre dans une fédération, grande par sa surface, en supposant qu'aient voulu y adhérer tous les invités que tu conviais, mais bien petite par l'épaisseur et par la consistance qu'elle risquait d'avoir.
Le Secrétaire général du Parti prend des positions, et il lui arrive, nous dit-on, de commettre des erreurs, mais il est assez curieux que viennent le lui reprocher les camarades, et plus spécialement le camarade n'ayant cessé d'en prendre, des positions, et bien en marge du Parti, au nom de l'efficacité, du style de la personnalité, et même, par moments, du régime présidentiel.
(Applaudissements)
Deuxième remarque :
Guy Mollet est accusé d'avoir assassiné ou torpillé – le mot varie – Daniel Mayer, Mendès-France, Gaston Defferre. Si je ne craignais d'être cruel, je dirais qu'il s'agit, dans les trois cas, de gens qui se sont assassinés ou torpillés eux-mêmes.
Je n'insiste pas sur Daniel Mayer et sur Mendès-France, mais toi, Gaston Defferre, malgré la façon dont ta candidature était venue devant le Parti, tu avais une belle carte à jouer et nous étions disposés à la jouer avec toi, une carte aussi belle que celle de Mitterrand, mais en restant dans le cadre que nous t'avions

fixé, après une Commission des résolutions qui avait duré des heures et des heures, le 1er et le 2 Février 1964, au lendemain d'un des discours historiques du général de Gaulle. Mais, ce cadre, tu n'as cessé d'en sortir et nous devons te le dire maintenant, puisque tu veux solder les comptes, et ton coup d'éclat fut ta motion d'avril 1965 concernant la fédération ! Elle reprenait d'ailleurs un thème exposé précédemment par Maurice Faure devant le Congrès radical, motion que tu présentais comme une condition sine qua non du maintien de ta candidature !

Et puis, on nous dit aussi que Guy Mollet a torpillé Maurice Faure ! Ah ! bon, mais il se trouve que nous avions lu, nous militants, les procès-verbaux des réunions du Comité où de la "Table ronde" des 17, chargée de voir si l'on pouvait mettre en place cette fameuse fédération dite "large" ; nous avions lu ces procès-verbaux émanant de trois ou quatre sources différentes, dont 2 dans le Parti, et nous avions pu y apprécier les quelques prises de position de M. Maurice Faure, partagé entre une attente prudente et l'espérance pourtant d'entraîner dans son sens le Parti Radical.

Par conséquent, nous estimons que le Comité directeur, questionné par Guy Mollet, a bien fait de faire connaître à Monsieur Maurice Faure qu'il n'aurait pas notre soutien. Le Comité directeur a torpillé M. Maurice Faure – ou il l'a assassiné, choisissez la formule – très bien ! Vive Mitterrand ! et que M. Maurice Faure s'en aille présider les réunions de Lecanuet.

Mais Guy Mollet est en même temps accusé – pourquoi pas ? – de vouloir assassiner ou torpiller Mitterrand. Or, dans le même temps où ces accusations se répandaient à travers la presse, et quelquefois avec le soutien au moins passif, quelquefois actif, de camarades, la propre fédération de Guy Mollet était en train de prendre les dispositions pour le soutien à Mitterrand, avec une réunion Mitterrand à Lens – où il y aura du monde – une réunion avec Mitterrand peut-être à Arras, en tous cas deux réunions de Guy Mollet à Arras et à Boulogne, et les huit autres parlementaires Socialistes du Pas-de-Calais se tapant chacun une demi-douzaine de réunions publiques et contradictoires dans le reste des chefs-lieux de cantons du département du Pas-de-Calais. Et vous nous dites que la fédération du Pas-de-Calais et que Guy Mollet, membre de cette fédération, veulent torpiller ou assassiner Mitterrand ? Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie, Camarades ? Allons-nous faire des réunions sur les tribunes publiques du Pas-de-Calais pour torpiller ou assassiner Mitterrand ?

Troisième question – je crois que j'en suis là de mon numérotage. Tu rouvres le débat tranché pourtant d'une manière très claire au Conseil national de Juillet, concernant la grande fédération. Tu dis qu'elle a été torpillée par Guy Mollet. Allons donc ! Lecanuet et Fontanet étaient contre, absolument contre et tout l'a prouvé, et leurs prises de position antérieures – j'en avais cité quelques-unes – et leurs attitudes sanctionnées par des procès-verbaux, des procès-verbaux où on les voyait s'opposer à toi lors de ces réunions des Dix-Sept, où l'on voyait même Gaston Defferre leur déclarer : "Puisqu'il en est ainsi, Monsieur Lecanuet – ou Monsieur Fontanet, je ne me souviens plus auquel des deux tu t'adressais – je n'aurai plus de contact avec vous sans la présence d'un sténographe." Voilà de bien curieux invités pour cette grande fédération !

Cinquième question – je crois que j'en suis là. On nous dit que les Français ont soif de stabilité et tu veux faire tourner les membres de notre Comité directeur tous les trois ou quatre ans ? Autrement dit, tu veux la stabilité dans le pays, mais tu voudrais nous coller l'instabilité dans le Parti ? Avoue que ce serait un bien curieux pendant à cette stabilité dans le pays.
Autre question : l'élection présidentielle, toujours la même confusion, celle que nous n'avons cessé de dénoncer depuis le mois de février 1964, est-ce qu'il s'agit d'élire le Premier Ministre ? Est-ce qu'il s'agit même au suffrage universel, d'élire un Président de la République disposant, comme en Amérique, de pouvoirs de chef de l'exécutif ? Pas du tout. Il s'agit bien, de l'élection du Président de la République, mais suivant quelle optique la voyons-nous ? Nous l'avons déjà dit, nous voulons un Président de la République arbitre, assurant par son arbitrage, conformément à la Constitution, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics.
Toi, Gaston Defferre, tu l'as redit très clairement ce matin, et j'ai vérifié la sténotypie, ce qu'il fallait selon toi, c'était proposer aux électeurs la même majorité pour élire le Président de la République, ensuite pour élire les députés et ensuite pour gouverner.
Nous disons que cela déborde encore du cadre que nous avions fixé par la motion des 1er et 2 février 1964, dont j'invite les camarades à relire la seconde page, très explicite, à cet égard. Et puis, dans quelle impossibilité constitutionnelle ne risquerions-nous pas d'être enfermés en te suivant, car alors, si de Gaulle est élu au nom de la stabilité, il nous faudrait des célébrants, et ne présenter personne peut-être aux élections des députés, et ne pas essayer de mettre en opposition ce Président Mac-Mahon d'un nouveau genre, avec une Chambre s'opposant à lui...
(Applaudissements)
Gaston Defferre nous parle pourtant d'un programme, d'un candidat, d'une majorité, de structures politiques sur lesquelles nous devrions nous battre d'ici le 5 décembre. Nous disons que c'est mélanger tous les problèmes. Nous disons que la candidature de Mitterrand est une chose, et je serais tenté de dire une action avant tout négative, tendant à détruire en France le pouvoir personnel, mais qu'est une autre chose le problème de la majorité législative de demain, une autre chose le problème des structures politiques, une autre chose le problème de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Sixième question. Tu tournes en dérision ce titre "fédération de la Gauche démocrate et Socialiste", et tu relèves le "et" qui sépare les deux mots "Démocrate" et "Socialiste" pour nous dire : "Mais, camarades, vous ne vouliez pas l'accepter, cette fédération démocrate et Socialiste, et vous allez l'accepter maintenant et mettre le "et" à la place du trait d'union que vous défendiez jadis."
Mais tu n'oublies qu'une chose, Gaston Defferre, c'est qu'il s'agit de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et qu'avant ces deux mots "démocrate et Socialiste" séparés par un "et", il y a "de la Gauche", et que les mots "de la Gauche" sont un facteur, et que, bien sûr, il s'agit pour l'instant d'une Gauche qui n'est pas toute Socialiste ; nous savons bien que, parmi les

Radicaux, il faudra que certains d'entre eux, ou certains de leurs successeurs, évoluent dans notre direction pour arriver à ce que nous souhaitons. Mais, camarades, il ne s'agit pas de la fédération démocrate et Socialiste, mais de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Il y a dans la Charte – Guy Mollet l'a déjà dit ce matin je n'y reviens pas – ce que nous y avions mie ensemble. D'ailleurs, Guy Mollet l'a dit là aussi, mais je veux y revenir brièvement : entre les Communistes et les gaullistes, il n'y a, en réalité, pas de majorité, même en supposant que ta grande fédération ait pu être acceptée par le MRP autrement qu'en apparence et qu'elle ait provoqué le mouvement d'opinion et le ralliement des hésitants que tu en espérais.
La ratification de la fédération de la Gauche démocratique et Socialiste, nous, nous ne la voterons pas avec résignation, comme la fédération des Bouches-du-Rhône. Nous la voterons parce que nous en espérons, nous en attendons quelque chose, Nous n'en attendons pas une panacée résolvant du jour au lendemain tous nos problèmes. Nous n'avons pas de telles illusions, mais nous la voterons avec enthousiasme parce que nous croyons qu'elle est capable d'être cette dynamique que nous cherchions et que nous souhaitions.
Et j'arrive à ma conclusion.
L'intervention de Gaston Defferre, ce matin, avait, qu'il l'ait voulu ou non, une petite allure de règlement de comptes que nous n'acceptons pas. Nous n'acceptons pas que soit mis ainsi en accusation le Secrétaire général du Parti qui serait donc, de ces deux leaders qu'on nous citait tout à l'heure, le seul ayant à rendre des comptes en vertu des règlements du Parti, alors que l'autre leader supposé n'en aurait pas à rendre !
(Applaudissements)
Nous le disons en toute amitié à Gaston Defferre, son initiative de janvier 1964 et ses prises de position jusque et y compris celle du mois de juin 1965, ont créé dans le Parti – nous pensons que ce n'est pas ce qu'il y a de meilleur – un grand désarroi à certaines époques, et pourtant, nous avons serré les rangs autour de lui. Nous voudrions que, maintenant, on en reste là. Nous voudrions que, maintenait, on cesse ainsi de se livrer à des espèces de règlements de comptes. Nous voudrions que le Parti, qui n'a plus qu'un combat, un combat clair, un combat net, un combat précis, se retrouve au coude à coude pour le mener.
(Applaudissements)

Le président – La parole est maintenant à Claude Fuzsier.

Claude Fuzier

Camarades, moi non plus, comme d'autres, je n'avais pas l'intention d'intervenir, et personne ne pourra le contester, je suis arrivé – et je s'en excuse – au milieu au discours de Gaston Defferre et celui-ci m'ayant vu, m'a mis en cause, amicalement, comme il le fait d'ailleurs de temps à autre dans les réunions où nous nous rencontrons depuis un certain temps.
Vous me permettrez deux séries d'observations. La première, qui sera un peu personnalisée, et qui prendra l'allure d'un témoignage.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Camarades, je suis journaliste au Parti, appointé à ce titre, et ma fierté, c'est d'être journaliste partisan. Je me considère comme infiniment plus libre qu'ailleurs, que dans la presse bourgeoise ou dans la presse Socialiste qui copie la presse bourgeoise pour des raisons honorables et commerciales. Je m'y sens infiniment plus libre, parce que ce que je dis, c'est ce que le Parti a décidé en tant que tel dans ses Congrès et dans ses Conseils.

J'ajouterai, à titre de confidence, que ceux qui me connaissent savent que je suis un homme assez libre de tempérament, qui l'a prouvé depuis qu'il est au Parti, ayant été – et je demande le témoignage de mon voisin – plus souvent dans la minorité en face de lui que dans la majorité à ses côtés. Or, depuis que je suis journaliste au "Populaire", j'ai été amené pendant quatre ans à défendre la politique que vous aviez choisie en 1958 et que, toi, Gaston Defferre, tu avais choisie, quelques mois après Guy Mollet, au moment du Référendum constitutionnel où tu t'es rallié à cette position. Pendant quatre ans, j'ai défendu une politique dont je ne croyais pas un traître mot. Je l'ai fait absolument sans aucun complexe, parce que, pour moi, les choix étaient simples. Ou bien j'estimais qu'en tant que journaliste Socialiste, je démissionnais et allais travailler ailleurs, ou bien je restais et je respectais la règle du jeu qui est la mienne ; dans un Parti comme le nôtre, la majorité décide, tout le monde applique et tout le monde exécute.

Eh bien ! pendant ces quatre années, à aucun moment, jamais, le Secrétaire Général du Parti ne m'a fait – et il aurait été en droit de le faire, car c'est très facile de dire que je suis éditorialiste au "Populaire", mais j'ai un directeur, il y a un Bureau du Parti, il y a des gens qui me contrôlent, qui ont droit sur moi à une censure légitime et que j'accepte à l'avance… Par conséquent, la recherche des boucs émissaires qui semble devenir dans ce Parti une méthode préférée, me paraît relever de la plue haute fantaisie politique et en tous cas, pas du sérieux qui devrait présider à nos délibérations. Eh bien ! je répète et je verse ce témoignage, que pendant quatre ans, à aucun moment, le Secrétaire général du Parti n'est venu me dire que j'avais trahi la pensée du Parti lorsque je défendais une politique qui était la sienne et qui, en tous cas, n'était pas la mienne, et je le montrais dans des Congrès où, quelquefois, nous nous sommes vraiment trouvés très isolés, à quelques-uns, pour défendre contre toi-même et contre Guy Mollet des positions qui n'étaient pas les vôtres.

Et si vraiment, ce genre de procès personnalisé – pas sur moi, mais sur toi, car il s'agirait de nous dire que nous avons, dans la presse nationale du Parti, traité différemment les uns et les autres, si ce genre de problème personnalisé était posé au sein du Parti, eh bien ! il ne faudrait pas attendre aujourd'hui pour le poser ; il aurait fallu le poser en permanence devant les organismes du Parti, pour que le salarié que je suis reçoive des observations qu'il mériterait de recevoir.

Camarades, en ce domaine, j'en ai terminé, je n'insisterai pas, j'ai horreur de ce genre d'étalage, c'est parfaitement inutile, chacun essaie de faire son travail ; si on ne le fait pas bien, moi, je n'ai qu'un patron, c'est vous dans votre ensemble, et vous avez le droit de me dire que je suis un mauvais travailleur.

Je voudrais en profiter pour aborder le problème plus au fond, avec une observation préalable. L'observation préalable, c'est que je ne crois pas qu'il soit bon que nous ayons eu ce genre de débat aujourd'hui. Je dis que, comme c'est un Conseil national, les torts seront limités dans la mesure où nos camarades dans les sections et ailleurs n'auront que des récits partiels de ce qui s'est passé, mais je dis que s'il y avait des comptes à régler, il aurait fallu avoir la décence d'attendre la fin de l'élection présidentielle pour le faire …(applaudissements)... car aujourd'hui, c'était la mobilisation du Parti qu'il fallait faire, et non pas des actes immobilisateurs si nous prenions au pied de la lettre ce qui a été dit, car enfin, vous imaginez-vous, allant réunir les militants que vous allez convier à organiser des manifestations, à coller les affiches avec la tête de François Mitterrand, s'ils savaient que le Parti est dirigé par une espèce d'incapable, impuissant, qui s'appelle Guy Mollet, et qu'une partie importante des leaders de l'organisation lui conteste dès maintenant et sans réserve le droit de continuer à être notre Secrétaire général ?
Vous savez que, dans ce domaine, quand une armée est en marche et part au combat, on essaie quand même de ne pas trop, mêm lorsqu'on a des critiques ou des reproches à faire, avilir l'état major aux yeux de ceux qui sont appelés à se battre. Faut-il encore qu'ils aient le sentiment que le combat auquel ils participent est animé, est dirigé par des hommes qui ont la confiance de tous.
Mais enfin, le problème a été posé et je pense qu'on me pardonnera au moins le fait d'avoir un peu éreinté Monsieur Jean-Jacques Servan-Schreiber, cette semaine, dans la presse du Parti, ce qui m'a paru correspondre quand même à une opinion assez répandue chez les Socialistes en face des élucubrations de ce Monsieur. Je veux aborder, au travers de son propre article, ce qui est, en réalité, le problème de fond qu'il nous faudra bien traiter entre nous, et sur lequel je ne suis absolument pas sûr qu'en ce qui me concerne personnellement – et j'en aurai fini aux références à ma propre personne – je serais entièrement d'accord avec mes camarades avec qui je me trouve d'accord aujourd'hui.
C'est un problème de fond. Il nous faudra l'aborder car en réalité, depuis le 54ème Congrès de notre Parti, nous avons été amenés sans le dire à le traiter au fond ; nous l'avons traité au fond au travers de l'expérience politique qui s'est terminé par l'échec de la 1ère fédération, non pas grande, non pas petite, je reprendrai là, sans droit d'auteur, le mot de notre ami Augustin Laurent : c'est curieux, cette fédération qui n'était grande qu'à partir du moment où le MRP y participait. Eh bien, le problème de fond, pour nous c'est de savoir si le Parti Socialiste SFIO, peut-être en porte à faux par rapport à l'ensemble de la Social-démocratie européenne, ou au moins de sa majorité, conservera des positions qu'on peut qualifier grosso modo de Gauche ou s'embarquera dans le révisionnisme qui a conduit nos camarades allemands au programme de Bad-Godesberg.
(Applaudissements)
Pour ce problème-là, camarades, nous avions un commencement de solution qui nous était apporté, non pas par le fait qu'au travers de l'élection présidentielle vous étiez un certain nombre à vouloir nous entraîner dans une coalition

permanente, durable, conduisant à la fusion avec le MRP – le MRP n'avait qu'une valeur symbolique – mais en réalité parce que la signification politique de ce geste, c'était au nom d'un modernisme, et celui-là je le condamne quand je le retrouve, même sous la plume de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber …(applaudissements)… d'un modernisme qui nous conduisait à renvoyer, comme de vieilles lunes, ce qui est le fondement même du mouvement Socialiste en France et ailleurs.

Camarades, cela a conduit nos camarades norvégiens à perdre le Gouvernement, nos camarades de la Social-démocratie à se battre dans les conditions aberrantes et une partie de nos camarades italiens à être dans une situation qui n'est pas très brillante car les responsabilités n'incombent pas, en Italie, seulement aux fractions de gauche, mais aussi à d'autres fractions, même si elles sont reconnues officiellement au sein de l'Internationale Socialiste.

C'est cela le choix qui nous est offert, et ce choix n'est pas offert simplement au Parti Français, mais à tous les Partis de l'Internationale.

La crise, qui vient d'éclater en Autriche actuellement, et qui amène la rupture d'une coalition qui se justifiait par le fait qu'un pays occupé par l'Allemagne, annexé par l'Allemagne, avait été obligé d'entamer une reconstruction et que, par conséquent, toutes ses forces devaient être mobilisées pour recouvrer et l'indépendance et la structuration économique, la crise éclate maintenant sur des problèmes de fond, et vais-je choquer un Congrès Socialiste sur des problèmes de classes ?

Camarades, on ne pourra pas escamoter ce problème et, en réalité, notre 54ème Congrès national ne l'avait pas escamoté. Il l'avait déjà traité très à fond, avec tous les compromis qui sont nécessaires entre nous. Dans la résolution finale dont le rédacteur a été notre ami Christian Pineau pour la plus grande part, nous affirmions très clairement notre position volontaire de regroupement des forces Socialistes sur des thèmes Socialistes. Nous avions une définition politique à l'égard du Parti Communiste, et aujourd'hui, vous vous en plaindriez ? Il répond au vœu du 54ème Congrès, qui le plaçait devant le choix entre un soutien sans condition à la politique que nous présentions, ou l'aide objective à la droite par une tactique de division. Eh bien ! Qu'est-ce qu'ils font ? Ils ont choisi la première solution. Réjouissons-nous, c'est notre politique qu'ils sont obligés d'accepter.

Et c'est en termes politiques de ce genre, sauf à changer les décisions du 54ème Congrès, qu'il nous faudra demain poser le problème des élections législatives et de toutes les consultations qui se poseront dans le pays. C'est en cela que Guy Mollet a raison en disant que ce n'est pas notre problème, mais c'est leur problème, et leur comportement par rapport aux masses qu'ils représentent.

Camarades, c'est vrai que ce Parti, certains l'ont dit et j'essaie de peser mes mots, que ce Parti s'est radicalisé dans beaucoup de ses méthodes, et encore plus dans beaucoup de ses raisonnements. Car beaucoup de ses raisonnements consistent à imaginer que les problèmes peuvent se prendre tranche par tranche, et qu'aucune perspective d'ensemble ne doit être élaborée par les Socialistes, pour comprendre l'évolution du monde qui les entoure.

Eh bien cette analyse là, il faut savoir sur quelles bases nous la faisons, et dans le Parti c'est clair qu'il y a deux bases d'analyse : une première, qui n'est pas la mienne, qui n'est pas celle du Parti car il a tranché différemment, qui consiste à dire que l'évolution des sociétés modernes conduit à une atténuation des conflits de classes – j'utilise les mots les plus anciens en sachant que tout cela recouvre des réalités modifiées, pas sur l'essentiel, en tous cas, dans le contenu, les répartitions, mais pas sur l'essentiel –, qui consiste donc à dire qu'il y a une atténuation des conflits de classes ; que les sociétés se mettent toutes au même niveau, et que finalement l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, et tous ceux qui en dépendent, finiront par avoir le même visage, le même visage qui opposera les hommes de progrès qui seraient les modernes, et les hommes de passé qui seraient les conservateurs des structures en place.
Il y a une deuxième interprétation de fond qui existe dans ce Parti, et qui reste encore aujourd'hui celle du Parti Socialiste SFIO, une interprétation qui reconnaît les changements quantitatifs et qualitatifs du monde, mais qui conteste que ces changements aient abouti à faire disparaître ce qui est le fondement même de notre raison d'exister et de lutter, le phénomène juxtaposé des oppositions de classes étant entendu que nous, nous sommes dans un camp et qu'il y a en face de nous un autre camp.
Et, camarades, tous les compromis sont possibles pour le mouvement ouvrier ; sans exception, sauf celui qui m'amène au compromis avec l'adversaire fondamental. Tous les compromis sont acceptables lorsque chaque compromis représente un pas en avant, un succès ; lorsque dans une entreprise le syndicat accepte une augmentation de 5% à la suite de discussions avec le patron, il prend l'augmentation mais pour autant il ne doit pas prendre le patron avec l'augmentation.
Un Parti Socialiste conséquent est sur ces positions là. Un Parti qui n'est pas sur ces positions n'est pas un Parti Socialiste conséquent. Pour autant il peut être un parti de progrès, et pour autant il peut être un parti de Gauche. Il serait en France, pour prendre la terminologie française, le Parti Radical de la grande époque, qui était capable de promouvoir des réformes qu'on a mis trente ans à réaliser, mais qui en réalité n'envisageaient pas d'aller jusqu'à l'extrême, c'est-à-dire la transformation la plus totale des structures sur lesquelles s'appuie la société.
Camarades, cela, je pense qu'il faut le dire entre nous et sans lyrisme. Le lyrisme est bon quand il faut mobiliser les camarades autour de nous ; il est bon de s'adresser à eux avec un peu de chaleur, et de ne pas donner le sentiment qu'on monte à une tribune ou qu'on utilise une tribune avec une règle à calcul dans la poche et des statistiques au fond du crâne, surtout quand on sait ce que l'on peut en faire et en tirer ! Mais entre nous, effectivement, le lyrisme n'est pas très utile ; ce sont les problèmes politiques, avec une solution politique, qui sont l'essentiel, et le rendez-vous qu'il faut que nous donnions ; car je pense qu'on va en cesser pour aujourd'hui et qu'on va faire que demain les milliers d'adhérents du Parti et les millions d'électeurs Socialistes auront le sentiment que le Parti ne les conduit qu'à une seule bataille, celle du 5 décembre contre le

pouvoir personnel avec François Mitterrand, et que cela plaise ou que cela déplaise, avec une union de fait de la Gauche, qui fait que le 5 décembre dans la journée il y aura des hommes que beaucoup de choses séparent, qui seront amenés dans le même bureau de vote à mettre le même bulletin dans l'urne ; et en ce qui me concerne, je me félicite que les électeurs Socialistes, les électeurs Communistes, les électeurs Radicaux soient invités à faire ce geste.
(Applaudissements)
Mais ceci dit, il restera qu'après le 5 décembre, puisqu'il semble que nous ayons escamoté le débat, il faudra le reprendre. Je serai de ceux qui demanderont au Comité directeur et au Bureau du Parti que le débat soit repris au fond, il faudra choisir entre les deux évolutions, entre les deux tendances, au sein de la SFIO. Il faudra savoir si les reclassements réels qui peuvent se produire dans ce pays ne passent pas réellement par ces deux tendances, et si effectivement – dans ma bouche ce n'est pas une menace, je ne menace jamais – il n'y aura pas dans les rangs de l'actuel MRP des hommes qui seront capables de nous comprendre, et dans les rangs de l'actuel Parti Socialiste SFIO des hommes qui ne seront plus capables de comprendre.
(Applaudissements)
Quant aux problèmes d'amitié personnelle, ils n'ont rien à voir avec les problèmes de débat politique. Je ne crois pas avoir essayé dans ma réponse de passionner. Je suis quelquefois moins sensible parce que journaliste et habitué dans ce métier à savoir qu'on n'est pas toujours aimable entre confrères. C'est pour ça qu'on utilise le nom de confrère, d'ailleurs, qui se découpe en deux. Eh bien je connais ce genre de chose, et je n'ai pas le cœur très sensible.
Ne l'ayant point, je me passionne moins, mais en revanche je me passionnerai toujours lorsqu'il y aura un problème politique de fond qui se posera. J'ai fait, comme vous tous, un mariage de raison avec le Parti Socialiste SFIO. Ce mariage suppose le divorce à un moment, ou nous ne serions pas des hommes de progrès. Ce divorce, nous en avons tous les jours la possibilité. Mais tant que nous croyons que le maintien du mariage est supérieur aux avantages du divorce, alors il faut entre nous jouer le jeu, et le jeu ce n'est pas de personnaliser les problèmes. Car il n'y a pas pour un Socialiste, et encore moins pour cette espèce rare dans le mouvement Socialiste qu'est un marxiste, de problème personnalisé.
En t'entendant, Gaston, je croyais entendre le Parti Communiste français, quand tu parlais de Guy Mollet, lorsqu'il explique que le phénomène Staline est un accident personnel. C'est un accident de l'histoire, ce n'est pas un accident personnel. Alors il a peut-être tort, Guy Mollet, mais il n'a pas tort parce qu'il est Guy Mollet, il a tort parce qu'il représente le mouvement Socialiste à un moment déterminé, et qu'il le représente profondément ! C'est notre droit à tous, et je ne m'en suis pas privé en ce qui me concerne, au moment où je pensais qu'il avait tort de lui dire, et de le dire très clairement, c'est notre droit et même notre devoir de le dire, car c'est cela le débat politique entre nous.
Mais des affaires qui ont l'air de se ramener, en définitive, à des conflits de personnes, à des réactions épidermiques ou sentimentales, je dis que dans un

Fondation Jean Jaurès

parti comme le nôtre cela n'a pas sa place. Il n'y aura pas chez nous la guerre des deux Edouard, faute de quoi nous serions vraiment devenus le Parti Radical Socialiste.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Guidoni.

Guidoni

Camarades, je crois que l'une des phrases les plus significatives prononcées à cette tribune a été prononcée par un de nos amis tout à l'heure, lorsqu'il disait que les faits sont têtus. Je crois qu'ils le sont, en effet, et que ce qui s'est passé depuis six mois, ce qui se passe actuellement dans le Parti, ce qui se passe dans le pays, prouve bien à quel point les faits sont têtus ! Prouve bien à quel point il est vain d'opposer aux faits, aux faits économiques, aux faits politiques de l'état, de la nation, d'opposer des hypothèses d'école ou des rêveries.
Je n'étais pas intervenu au dernier Conseil national, la seule intervention que j'aie jamais faite à cette tribune est celle que j'ai faite au Congrès du Parti, parce que je pensais que le débat était grave, qu'il était décisif, et que chacun dans la mesure de ses moyens devait pouvoir s'exprimer sur les questions qu'il mettait en cause.
J'ai eu l'honneur de voir une des phrases que j'avais prononcées reprise par le Secrétaire général du Parti dans son intervention. J'avoue, enfin c'était peut-être une faiblesse de ma part, probablement due à mon jeune âge, mais j'avoue que j'en ai été fier ! Assez naïvement, sans doute...
Je disais à ce moment là que lorsque nous avions adhéré au Parti Socialiste SFIO, eh bien comme tout le monde, comme tous ceux qui adhèrent à une organisation quelle qu'elle soit, nous avions d'abord adhéré à ce qu'était le Parti, à ce qu'il représentait, à son histoire, à son passé comme à son avenir ; et je disais que nous dépendions étroitement de tout ce qu'avait fait le Parti, de ce que nous pouvions considérer chacun de nous comme des faits positifs, qui étaient apportés à l'actif du Parti, comme ce que nous pouvions considérer comme des fautes qu'il avait pu commettre dans le passé.
J'avoue que, oui, c'est vrai, quelquefois on se laisse aller au lyrisme, et c'est peut-être vrai particulièrement de la fédération de l'Aude ; j'avoue que j'ai évoqué des ombres, j'ai évoqué les ombres de tous les militants qui s'étaient battus pour le Parti, j'ai évoqué les foules qui ondulaient sous le drapeau du Parti, j'ai évoqué tout ce qui se passait quand le Parti était grand, quand il était fort, quand il représentait l'espérance principale, essentielle du monde ouvrier en France, et de la classe ouvrière en France.
Et je disais, encore peut-être naïvement, qu'on ne coupe pas les ponts comme ça avec cinquante ans d'histoire, pour faire plaisir à des journalistes ou à des professeurs de droit. Je disais qu'on n'avait pas le droit de nier la foi, l'héroïsme, le courage de nos militants, pour vérifier ce qui finalement n'était rien de plus ni rien de moins qu'une hypothèse d'école.
Vous savez, on voit souvent des parents qui, pour amuser leurs enfants, leur

Collection Jean Jaurès

apprennent à faire des châteaux de cartes. Le père fait son château, il tient pas mal, et puis il s'en va. Le gosse reprend les cartes, les bat, essaie de faire un autre château ; seulement les cartes glissent, tombent ; on ne peut pas faire n'importe quoi !
Il y a des lois politiques comme il y a des lois de la pesanteur pour les châteaux de cartes. Effectivement, les cartes sont glissantes, aussi glissantes que les forces vives qui, comme dans la chanson que vous connaissez, ont glissé entre les doigts de tous ceux qui ont essayé de l'attraper.
Notre camarade Benoit tout à l'heure, que je connais mal, je ne lui ferai aucun reproche ; je me demande à quoi rimait le débat personnel qui s'est engagé tout à l'heure ; si nous n'étions pas du même côté, lui et moi, au moment de Charonne, je n'en suis pas responsable, et probablement lui non plus.
(Applaudissements)

Dans la salle – C'est dég... !

Benoit – Je demande la parole !

Le président – Defferre, ce sont des choses qui ne doivent pas se dire dans un Conseil national !

Benoit – Je demande une interruption, pour dire à Guidoni que je ne connais pas non plus personnellement...

Dans la salle – Au micro !

Le président – Si le camarade va au micro nous n'en sortirons pas !

Guidoni – Je te propose de régler cela tout à l'heure.

Le Président – Notre camarade va se tourner vers la salle et parlera de sa place.

Benoit – Guidoni, je disais que je ne te connaissais pas non plus personnellement, mais j'apprends à te connaître par ta réflexion. J'ai précisé honnêtement et clairement, et je demanderai à certains membres du Parti d'en porter témoignage, quelle avait été ma situation.
D'autre part ton allusion à Charonne, d'un côté ou de l'autre de la barricade, m'amène à te faire remarquer qu'au moment de Charonne j'étais militaire en Algérie, et que par conséquent je n'étais pas du mauvais côté. C'est la précision que je voulais apporter.

Guidoni – Dont acte.

Gaston Defferre – Je demande la parole... Un mot seulement...

Fondation Jean-Jaurès

Le président – Non, non ! Guidoni, continue ! On ne t'a pas interrompu tout à l'heure quand tu parlais.

Guidoni – Je lui donne acte de ce qu'il a dit. Si à Charonne il était en Algérie, n'en parlons plus.

Gaston Defferre – On insulte quelqu'un, et alors...

Le président – Tu n'as pas la parole !
(Brouhaha)

Guidoni – Je crois que c'est de ma faute. On ne devrait jamais se laisser aller à une allusion personnelle au milieu d'un débat politique. Je crois que nous en avons eu de nombreux exemples dans le Parti, et j'aurais dû m'en inspirer.
On nous a dit tout à l'heure, camarades, que la grande fédération était une grande espérance, et je crois que c'est en partie vrai. On a dit tout à l'heure que cela représentait dans la vie du Parti une grande espérance, et je crois pour une raison essentielle, c'est parce que cela donnait l'impression d'un mouvement, cela donnait l'impression d'un choix, cela donnait l'impression qu'on sortait des demi-teintes, de ce que certains journalistes avaient pu qualifier de jeu de patience.
Eh bien, camarades, nous en sommes sortis. Nous en sommes sortis définitivement. La fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, la candidature Mitterrand, cette candidature qui est, qu'on le veuille ou non, essentiellement d'abord peut-être celle du candidat jeune pour une France moderne, mais qui est surtout la candidature unique de la Gauche, et la motion du Conseil national de juillet soulignait bien la signification générale de notre politique à cet égard ; eh bien cela aussi, c'est un choix clair, absolu, définitif, que tous les militants peuvent comprendre, peuvent apprécier.
Cela aussi, camarades, c'est une grande espérance. C'est vraiment ce que j'appelle une grande espérance pour l'ensemble des militants, et je n'en veux qu'une preuve, concernant un milieu que je connais parce que j'y ai milité et travaillé longtemps, le milieu étudiant, où nous avons vu une certaine agitation au moment où les journaux parlaient beaucoup de la grande fédération ; nous avons vu des amis du MRP, nous avons vu des amis d'autres organisations, nous avons vu des chrétiens – et j'en avais porté témoignage à la tribune du Congrès national – qui venaient nous dire : "Nous avons envie de travailler avec vous ; cela nous intéresse, c'est un projet qui nous parait extrêmement positif ; nous avons envie de créer par exemple des comités "Horizon 80" dans les facultés".
C'est vrai que nous avons vu ces camarades, à ce moment là.
Mais à quoi assistons-nous depuis la rentrée, camarades ? Eh bien nous assistons au fait que c'est vrai, nous les voyons beaucoup moins. Nous voyons beaucoup moins ces camarades du MRP, nous voyons beaucoup moins un certain nombre de gens. Par contre nous voyons des étudiants qui viennent prendre leur carte du Parti ! Nous voyons des étudiants qui viennent adhérer au Parti Socialiste SFIO

Fondation Jean Jaurès

tout simplement, et je pense que finalement nous n'avons pas tellement perdu au change. Personnellement je ne le regrette pas, ce choix ! Parce que quand même, il faut bien dire que c'est autre chose, et je crois qu'effectivement c'est un débat politique qui va très loin, qui est très loin d'avoir été épuisé pendant le Congrès du Parti, qui est très loin d'être épuisé actuellement dans le Parti. Je crois que les divergences, si divergences il y a, je crois que les divergences, les choix différents, les différentes politiques que l'on peut envisager, et disons les deux conceptions qu'on peut avoir de l'avenir du Parti dans les quelques quinze ou vingt ans à venir, je crois que ce sont encore des choses dont il faudra longuement débattre, sur lesquelles il faudra longuement choisir, sur lesquelles il faudra longuement décider.
Mais une fois que ce sera décidé, une fois que le Parti en aura démocratiquement décidé, eh bien il faudra qu'effectivement – c'est une citation de Blum, je crois – "chacun se regarde en face et se dise : je peux ou je ne peux pas". Chacun de nous se posera la question et y répondra de lui-même, en conscience, comme il s'est posé un certain nombre de questions le jour où il a pris sa carte du Parti.
Je crois que ce à quoi nous assistons actuellement, c'est la conclusion logique de tout ce que nous disions à nos militants depuis des années ; c'est la conclusion logique des débats de nos derniers Congrès. Et toute cette bataille que nous engageons, cette bataille pour les présidentielles, cette bataille qui doit se poursuivre ensuite aussi bien dans la lutte quotidienne que dans les élections diverses qui se poseront devant nous, eh bien je crois que c'est finalement la possibilité donnée enfin aux sections, aux fédérations, à tous les militants de traduire dans l'action, dans la lutte quotidienne, les thèmes du Parti et de ceux qui sont d'accord avec lui fondamentalement.
Camarades, cela aussi je l'avais dit au Congrès national, je ne me sens pas moderne ; c'est vrai. Je ne me sens absolument pas prêt à adapter mon idéal à quelque modification ou prétendue modification que ce soit. Je cultive des principes qui sont, je crois, fortement périmés ; qui ne sont probablement absolument pas adaptés, et j'emploie l'expression entre guillemets, adaptés "à la prodigieuse évolution des sciences et des techniques".
Entre autres : la fidélité. Fidélité à un passé, à une histoire, la fidélité à une doctrine et la fidélité aussi à l'homme que le Parti a librement choisi pour être son Secrétaire général.
Je ne sais pas si c'est une citation qu'on a déjà employée, un général disait, à propos de la bataille de la Marne : "Je ne sais pas qui l'a gagnée, je sais très bien qui l'aurait perdue !"

Dans la salle – C'est Joffre !

Guidoni – Si bien, je ne sais pas qui gagnera, camarades, la bataille des présidentielles, je ne sais pas du tout qui gagnera, mais je sais très bien, d'avance, d'ores et déjà, qui l'aura perdue le lendemain, pour les journaux et un certain nombre de gens. On choisit les boucs-émissaires d'avance, d'accord, c'est plus simple, mais ce n'est pas très… honorable !

(Applaudissements)

Le président – La parole est à Gouzy du Lot, et Guy Mollet dernier orateur ensuite.

Gouzy (Lot)

Camarades, c'est la première fois, depuis 25 ans, que j'ai l'occasion de prendre la parole dans une assemblée du Parti. Je dois vous dire que je suis venu ce matin de mon département lointain plein d'enthousiasme et plein d'enthousiasme pour des causes essentiellement personnelles, mais aussi essentiellement partisanes. J'ai adhéré il y a 37 ans déjà – bien que mon apparence de jeunesse paraisse infirmer les paroles que je prononce …(rires)… – au Parti. Et j'ai été, par les vicissitudes de la vie (mon ami Verdeille sourit car il est bien au courant) obligé de gagner ma croûte… Benoit… dans l'administration du ministère de l'Intérieur !

Je n'ai jamais abdiqué ma foi Socialiste et il y a 4 ans, dans le département du Lot, alors que j'étais en fonctions, tenez-vous bien, – car beaucoup ici ne me connaissent pas – comme Commissaire de la ville de Cahors, j'ai, avec mon ami Lonfrain(?) – un vieux de la vieille celui-là et qui ne pose pas les problèmes que je vous ai entendus poser aujourd'hui !.. décidé de redresser le Parti dans notre département.

Car ce qui nous préoccupe nous, ce ne sont pas les luttes intestines ou des règlements de comptes, des courses, courses d'ailleurs plus ou moins échevelées, après certains mandats… Ce qui nous préoccupe nous, c'est le service de la classe ouvrière et paysanne, c'est le service du Socialisme.

Nous avons pris nos risques, toi en particulier, et je l'ai payé… Je l'ai payé, car il y a moins de trois mois j'ai été amené à dire au revoir à M. Frey, Monsieur Benoit, sans aucune fausse honte, je le dis, sans aucune arrière pensée, car nous sommes en province encore un certain nombre de Socialistes SFIO qui avons la prétention d'affirmer notre foi envers et contre tous, et que personne jamais n'arrivera à toucher !

Je sais qu'à l'heure actuelle, le pouvoir, par une offensive plus ou moins insidieuse, plus ou moins franche, plus ou moins jésuitique – et je parle en connaissance de cause – a prévu dans le Lot un certain nombre de parachutages. Nous en avons eu deux depuis quelque temps, nous en aurons peut-être trois, sinon quatre aux dernières nouvelles.

Je vous dis : camarades méfiez-vous, ne donnez pas le triste spectacle d'une division quelconque. Je n'apporte pas ici de l'eau au moulin de Guy Mollet ou au moulin de Gaston Defferre, j'apporte de l'eau au moulin, à un moulin qui en a bien besoin, celui du Parti Socialiste SFIO.

Restez groupés, ne donnez pas l'impression d'une désunion, ne choisissez surtout pas ce moment, alors qu'il est possible qu'un grand espoir se lève dans la population de notre pays, alors qu'il est possible de renverser la vapeur ! Ne travaillez pas pour l'élection que vous prétendez combattre en présentant ce visage de la désunion ! Restez gentiment groupés, d'un pied ferme, d'un jarret

solide, devant l'adversaire. C'est exactement les propos que nous tenons à longueur de journée dans le Lot, avec certains camarades, et nous avons la prétention de faire de l'excellent travail. Nous n'avons pas l'intention d'abdiquer, et je supplie le Conseil national de ne pas donner l'impression qu'il va faire le jeu de ses adversaires.
Je m'excuse de cette petite incidente personnelle, mais si beaucoup galopent après certaines chimères, nous sommes quand même encore nombreux dans le pays à avoir gardé cette vieille foi Socialiste à laquelle nous sommes prêts à sacrifier n'importe quoi. L'homme qui vous parle est père de famille. Il n'a pas hésité J..(?) le sait, Herbaut le sait, ils sont venus récemment dans le Lot, à sacrifier son intérêt personnel pour la foi de sa jeunesse et la foi, il ne craint pas de le dire, de toute sa vie.
Restez donc Socialistes, intégralement. Ne vous préoccupez pas de ce que l'on peut penser à l'extérieur du parti. Ne donnez pas à l'intérieur, encore une fois, le spectacle d'un parti désuni.
Nos militants, je l'entendais dire tout à l'heure dans une travée voisine de la mienne, nos militants ne le comprendraient absolument pas ! Au sud de la Loire, croyez-le, il y a un grand courant de renouveau, il y a des gens qui en ont assez – j'ai payé, je paierai peut-être encore plus cher mais cela n'a aucune espèce d'importance... !
Restons à la tâche, comme nous l'avons toujours fait dans le Parti. Maintenons le drapeau Socialiste et vous verrez que tout ira bien. Pour le moment, à l'ordre du jour d'aujourd'hui nous avions, si je ne m'abuse, à nous prononcer sur notre appartenance à la fédération démocrate et Socialiste. Qu'elle soit "démocrate-Socialiste" ou "démocrate et Socialiste", on s'en f… ! On n'est pas ici pour couper les cheveux en quatre. On est là pour appeler un chat un chat, et de Gaulle un tyran ! Voilà pourquoi nous sommes là. Par conséquent, allons-y.
(Applaudissements)
Il y en a marre… d'être toujours tributaires de ce que vont faire les Cocos, ou de ce que va faire Maurice Faure ! Ce qui compte, c'est ce que feront les camarades du Parti dans le département.
Les Communistes, ils nous ont assez plumés, je crois Guy Mollet, depuis trente ans, pour que les dernières vieilles plumes qui restent – et au nombre desquelles je me compte – leur rendent la monnaie de leur pièce ! Plumons-les donc à notre tour.
Restez Socialistes, agissez Socialistes, pensez Socialistes et luttez Socialistes !
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades ; mon intention est d'être le plus bref possible et d'intervenir en m'interdisant de revenir sur ce dont j'ai parlé ce matin, même si ces problèmes ont de nouveau été évoqués cet après-midi. Il n'est pas question pour moi de faire rebondir ce débat.

Cel. Fondation Jean-Jaurès

Je ne veux parler que des conclusions que je crois nécessaires ce soir, et ajouter quelques mots sur ce dont il n'a pas encore été parlé et qui, à mon avis, aurait dû faire l'essentiel de notre réunion d'aujourd'hui.
(Applaudissements)
Autrement dit, je vais essayer de me comporter comme le Secrétaire général du Parti que je suis encore.
Nous avons besoin de plusieurs mandats. Il faut que vous nous donniez le mandat de poursuivre jusqu'au succès les négociations concernant la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste. Il faut que ce soir ce mandat soit clair. Les négociations continuent. A l'heure où je parle, je peux dire, avec la quasi certitude du succès, que c'est gagné, et je voudrais que ce soir, si la radio et la télé (pour la télé, cela m'étonnerait), si la radio me demande de dire au nom du Parti ce que sont nos décisions, je voudrais pouvoir leur dire au nom d'un Parti unanime tous les espoirs que nous mettons dans la réalisation de cette fédération, et que nous y mettons tous, j'espère !
La deuxième décision, c'est que je voudrais que, dépassant, surpassant les autres problèmes qui nous ont aujourd'hui opposés, nous disions unanimement que nous allons nous battre pour Mitterrand. Pas pour Mitterrand : pour ce que représente Mitterrand aujourd'hui dans le combat contre le pouvoir personnel. Que nous allons le faire avec le courage, avec volonté, sans réserve, sans rancœur, sans amertume. Que nous allons le faire ensemble.
Et c'est là que j'aborde les problèmes dont il n'a pas été parlé.
C'est bien si ce soir nous disons, comme je l'espère, que nous allons nous battre pour Mitterrand ; ç'eut été mieux si nous avions passé un temps plus long à discuter entre nous de savoir comment…

Dans la salle – Très bien.
(Applaudissements)

Guy Mollet – … nous allons nous battre pour Mitterrand !
Nous y étions préparés, au Secrétariat du Parti. Nous avions envisagé d'avoir aujourd'hui, là-dessus, une discussion, de savoir sur quels thèmes, par quels moyens, nous allions mener la campagne en faveur de Mitterrand. Il est trop tard pour qu'à cette heure-ci je vous dise tout ce que nous avions prévu. Je ne peux me livrer qu'à une rapide esquisse, laissant le soin – si votre vote est, comme je l'espère, favorable et même unanime – laissant le soin au Comité directeur de mettre au point dans les meilleurs délais les modalités de la bataille.
Il doit y avoir, dans cette campagne pour Mitterrand, un double combat. Voilà la proposition que nous aurions faite, un combat à côté de Mitterrand chaque fois que l'occasion nous en sera donnée, je dirai dans un instant comment ; et un combat spécifiquement Socialiste dans tous les autres cas, en dehors de la campagne faite par Mitterrand.
Si nous nous limitions à la campagne faite aux côtés de Mitterrand, à la sienne, l'action du Parti serait fort réduite. A l'heure où s'est annoncée la candidature Mitterrand, le délai était tellement court qu'il lui sera impossible d'aller partout.

Fondation Jean-Jaurès

J'ai même entendu et approuvé un camarade du Comité directeur, faisant observer que s'il voulait aller dans trop de places, il risquait de se mettre dans un état physique tel – au point de vue fatigue – qu'il risquerait de rater ce qui sera peut-être le plus important de sa campagne : la parution devant la radio et la télévision.
Autrement dit, l'essentiel ne doit pas être cette parution dans des réunions dans certaines régions de France, mais ce qu'il fera à ce moment là et ce qui serait fait sur le plan écrit.
Pour autant, son intention est actuellement d'aller s'il le peut faire des conférences de presse dans 21 villes, chef lieu des régions économiques. Il en a déjà fait quelques-unes, et les résultats se sont révélés excellents là où il est allé.
Ce sont des conférences de presse, au cours desquelles il répond aux questions locales. Il a été appelé, à Lille, à répondre même à des questions personnelles. Il va le faire ailleurs.
Dans ces réunions, c'est lui qui organise. Mais c'est à nous d'assurer la présence maxima de camarades, ces jours là, d'élus, etc. Cela pose des problèmes, et d'abord, immédiatement, celui de la présence à nos côtés d'élus Communistes. Des camarades chercheront à prendre des initiatives. Les Communistes, en tout cas, chercheront à prendre des initiatives, tendant à créer des Comités d'accueil.
Ce que je vais vous dire maintenant, je le dis au nom d'un Comité directeur qui a été sur ce problème unanime, et d'accord avec François Mitterrand, qui a là-dessus la même opinion que nous : il ne doit pas y avoir de semblables Comités. Il doit y avoir dans les régions, dans les départements, des délégués régionaux et quelques fois départementaux, s'entourant s'ils le peuvent d'amis, mais ne créant pas de Comités politiques où siègeraient côté à côte des représentants d'organisation politique.
Car Mitterrand a été fidèle aux engagements qu'il avait pris à notre égard : pas de négociations avec le Parti Communiste. Mais il veut être fidèle aux autres engagements qu'il a pris aussi, et il entend qu'il n'y ait pas d'exclusive. Et pour qu'il n'y ait pas d'exclusive entre les représentants des formations politiques, il ne faut pas qu'un sort particulier soit fait à quelques uns. Si bien que là où il ira parler, dans ce genre de réunions que j'évoquais, ou bien sa réunion sera présidée par le maire de la ville en question, accompagné du délégué régional, ou bien par le délégué régional qui l'amènera avec lui. Quant aux autres, à nous tous sans distinction, eh bien nous serons dans la foule ; et si les Communistes y sont aussi, le problème n'est pas le même, et loin de regretter qu'ils y soient, je suis après Fusier de ceux qui s'en félicitent.
C'était le premier aspect.
Deuxième aspect : il fera quelques réunions, il essaiera de faire des réunions devant des publics spécialisés. Ce ne sont pas les thèmes qui seront spécialisés, mais les publics. Il essaiera de faire une réunion devant un public paysan, il viendra dans le Pas-de-Calais faire une réunion devant les "gueules noires", il essaiera de faire une réunion devant des étudiants, et ce type de réunions sera du même ordre.
Quels devraient être les mots d'ordre qu'aujourd'hui nous devrions prendre ?

J'espère que vous donnerez mandat au Comité directeur de les prendre, puisqu'on n'en a pas débattu.
Ce qu'il faut, c'est assurer partout le succès de ces réunions. Et il est un type de réunions que je n'ai pas cité et qui sera très important : il fera, au maximum, un effort sur les élus locaux, essaiera de les rencontrer, de les voir ; là encore il faudra faciliter l'organisation de ces réunions.
Ca, c'est sa campagne mais ce n'est pas suffisant. Il y aura à assurer l'affichage de ses affiches, là où ça ne sera pas fait par les organismes officiels. Il y aura à assurer la distribution des tracts, des documents qu'il pourra faire sortir, des papillons et différents gadgets… ils en ont quelques-uns à l'esprit ; il y en a même quelques-uns de sortis. Il faudra assurer tout cela.
Camarades, il faudra que les Socialistes soient présents dans cette bataille, que mènera Mitterrand, au maximum. Et ce pour une raison qui eut valu dans le cas de toute autre candidature.
Le pouvoir nous a imposé, avec l'assentiment du pays mal informé, une élection au suffrage universel. Mais camarades, c'est pour des Socialistes la pire des catastrophes. J'entends bien que les théoriciens peuvent en discuter, mais les militants d'un parti ouvrier, indépendant et pauvre, devraient se rendre compte que c'est un scrutin de riches. Si bien que s'il n'y a pas une véritable mobilisation des militants en face de tout ce que pourront faire les autres, le candidat qu'on vous propose de soutenir sera un candidat désavantagé.
Voilà, quant au premier aspect de la campagne.
Deuxième aspect de la campagne, qui dépend du premier. Mitterrand ira dans très peu de places, ne visitera qu'une ville par région. Des quantités de départements ne seront même pas touchés. Dans la plupart de ces départements, par contre, le Parti Communiste, qui a une structure très développée et très décentralisée, a déjà prévu son action : lui, les moyens financiers ne lui manquent pas. Les jeux d'affiches sont prêts.
Les prix d'une affiche nationale, camarades, nous en discutions entre membres du Comité directeur la semaine dernière, évoluant entre deux chiffres : pour mettre dans toutes les villes de France une affiche, le minimum de la dépense est de 150 millions d'anciens francs et le maximum de 200 millions d'anciens francs. Une affiche, une seule… Voilà la vérité quant aux moyens de faire une semblable campagne : 150 millions d'anciens francs, pour toute la France. Les prix avaient été demandés à des agences nationales, pour que ça rentre dans toutes les communes de France. Nous avions cette discussion, lors du dernier Comité directeur, à la fin de nos débats.
Nous n'aurions pas ces moyens là, nous. Il faut pourtant que la campagne ne soit pas uniquement et spécifiquement faite par le Parti Communiste. Il ne faut pas que nous soyons absents. Alors voici ce à quoi nous avions pensé : il n'est pas question pour nous de mobiliser 150 ou 200 millions pour une affiche nationale. 150 millions, c'est une fois et demie le budget annuel du Parti. Donc, pas question de les trouver.
Nous avons, par contre, la possibilité d'envoyer des modèles à tout le monde. Et puis, en fait, il faut dire ce que nous croyons : ce n'est pas essentiellement avec

des affiches que nous les Socialistes nous allons pouvoir faire notre campagne. Par contre nous croyons qu'il est excellent, qu'il est remarquable et qu'il peut être très efficace de multiplier les tracts, et les tracts de deux ordres :

- un tract national
- et, au maximum, car c'est mille fois meilleur, des tracts individualisés, localisés. Le meilleur tract, dans une commune de 5 000 ou de 10 000 habitants, et à fortiori dans une grande, c'est le tract dans lequel le maire, le conseiller général, des conseillers municipaux, des personnalités locales, reprenant un thème que nous aurons envoyé, mais qu'ils pourront modifier, actualiser, localiser, prendront la responsabilité de dire : "Je, Dupont, invite mes concitoyens à voter pour Mitterrand"…

Si j'évoque la possibilité d'un tract national, c'est pour tenir compte de la prudence, pour ne pas dire de la lâcheté, dans quelques cas, c'est parce qu'il y a peut-être des cas où certains hésiteront à mettre leur signature au bas d'un tract, et dans ce cas-là il vaudra encore mieux qu'on distribue un tract national que de ne rien distribuer du tout. Mais j'attirerai l'attention sur ce qui est essentiel : c'est que si tout le monde a le courage de "se mouiller", de trouver autour de lui toutes les personnalités locales qui peuvent inviter à voter pour, cela peut peser d'un très gros poids, et cela ne représente… ah ! une dépense énorme, pour l'ensemble du Parti, oui, mais pour l'ensemble du Parti, pas pour la Cité Malesherbes ; les camarades trouvent toujours sur place, en se mobilisant, les ressources nécessaires sur le plan local, pour cela. Pour autant, nous avons décidé lors de nos dernières, lors de notre dernière réunion de Comité directeur, que nous allons faire un effort pour essayer de mobiliser les ressources nécessaires pour aider, dans ce travail, financièrement, les toutes petites fédérations. Il ne peut pas être question d'aider les grandes et les moyennes, elles auront les moyens de le faire, par contre, nous essaierons – cela dépendra beaucoup de vous puisque cela dépendra d'une souscription qui sera ouverte – d'aider les petites fédérations à être présentes dans ce genre de travail.

Un autre problème nous est immédiatement posé. Je voudrais que dès ce soir une décision soit prise. C'est ce genre de décision que j'attendais aujourd'hui.

Mitterrand, après en avoir discuté avec nous, a fait passer un communiqué, il y a trois jours. Dans ce communiqué il annonce son intention de ne pas chercher 100 signatures, mais il dit : "J'invite tous les élus nationaux, départementaux et locaux qui ont l'intention de présenter ma candidature, à bien vouloir le faire savoir au Comité constitutionnel". Tous ces élus vont recevoir dans les jours qui viennent une lettre de François Mitterrand. Cette lettre, dans laquelle il exposera les grandes lignes de son programme, de ses options, plutôt, de ses sept options, sera accompagnée d'un document annexe qui sera le texte de la lettre, car il y a une formule spéciale, qu'il convient d'envoyer au Comité constitutionnel si on est dans les signatures.

Alors, je voudrais que dès ce soir il soit dit que quiconque détient un mandat au nom de la SFIO, sénateur, député, Conseiller général ou maire, est dans l'obligation de signer le texte en question.

Mais, Camarades, cela suppose peut-être quelques difficultés. Il est possible que

tel maire – je souhaite que non, j'essaie de tout envisager – se dise : "Bien, mon Dieu, et si de Gaulle est élu, j'ai bonne mine pour mes subventions !" Je souhaite me tromper, je souhaite que mon propos soit de la pure calomnie dans ce cas-là, mais j'aimerais tellement que ce soir, après les travaux de la Commission des résolutions, il soit dit que c'est un devoir de le faire, qu'il soit dit que le secrétariat du groupe au Sénat et le secrétariat du groupe à l'Assemblée auront pour mission de recueillir les textes des sénateurs et des députés pour les envoyer au Comité constitutionnel. Car, faites très attention ! Etant donné l'appel public qui a été lancé par Mitterrand, les Communistes, autant que d'autres, sont dans le droit de répondre à cette invitation et d'envoyer ainsi des lettres. Imaginez un peu ce que cela donnerait. Ce n'est pas à être connu, puisque le secret doit être gardé par la Commission constitutionnelle, elle n'a pas le droit de divulguer quels sont les signataires, elle doit seulement constater qu'il y en a 100, et dans plus de 10 départements ; seul le candidat a le droit de faire lui-même quelques indiscrétions. Mais imaginez un peu ce que cela donnerait si, pour notre malheur, nous avions çà et là un ou deux élus indisciplinés, qui présentent la candidature d'un autre. Faites confiance à de Gaulle pour être indiscret. Je vais encore essayer de me mettre dans la situation la plus difficile.

Si bien que je souhaite que ce soir nous prenions des décisions sévères de discipline, faisant obligation à tous.

Point que je voudrais encore souligner : le Parti devra faire au maximum des réunions publiques, des réunions publiques SFIO, des réunions publiques dans lesquelles on dira les raisons pour lesquelles les Socialistes soutiennent cette candidature, les raisons qui sont les nôtres. Et si nous avions pu avoir un débat là-dessus j'aurais aimé qu'on discute de la nécessité d'en faire et en même temps de la prudence avec laquelle on doit les faire. Il faut faire au maximum des réunions publiques, mais il ne faudra pas les faire n'importe quand. Il faudra tenir compte de ce que, tous les soirs, à la télévision, passeront des candidats, car, dans la répartition des 20 heures ou des 2 heures qui seront les leurs, il y en aura tous les jours, une partie importante de l'électorat sera attirée par la télévision. Si une réunion publique est malencontreusement organisée à la même heure, c'est une erreur d'organisation ; mais si, par contre, – l'idée m'en a été suggérée par un camarade au Comité directeur, qui est Notebart, et je m'étais promis qu'on en parle aujourd'hui – on est assez astucieux pour organiser, dans une salle, une audition, ou une vision collective de Mitterrand, le soir où il parle, avec, ensuite, quand il a fini, un commentaire Socialiste des camarades présents, c'est un des thèmes possibles, c'est une des méthodes possibles. Il y en a sûrement des quantités d'autres. Et comme nous n'allons pas en avoir débattu ce soir, et c'est maintenant trop tard, je vous demande, camarades, à tous ceux d'entre vous qui se sont déjà penchés sur le problème dans leurs fédérations, ou individuellement, qui avez déjà vu des méthodes de participations à la campagne, de nous les faire connaître d'urgence, de telle manière que ce que vous avez trouvé de bon nous le fassions connaître à l'ensemble du Parti, et que le Parti se mobilise autant qu'il sera possible. Puis, j'en ai donc conclu, que dans

ce genre de travail, renvoyant à demain les décisions nécessaires, nous soyons au moins unis, décidés, et si possible plus chaleureux qu'il ne le semblait aujourd'hui ; les résultats, nos résultats, dépendent de votre volonté.
(Applaudissements)

Le président – La parole est maintenant à Ernest Cazelles pour vous donner les noms des membres de la Commission des résolutions qui sont proposés.

Ernest Cazelles – Nous avons proposons la Commission des résolutions suivante : Baraton, Chandernagor, Champeix, Courrière, Courtois, Coutrot, Darras, Debesson, Defferre, Dellelis, Fajadi, Faraud, Fusier, Gaillard, Gazier, Jaquet, Le Plau (?), Levannec, Lousteau, Lau, Martin, Maurois, Méric, Métayer, Jules Moch, Notebart, Papoin, Pineau, Piette, Quillot, et Thibaud.

Le président – Darras demande à intervenir.

Darras – Je voulais signaler que Dellelis était parti souffrant.

Dans l'assemblée – On pourrait prendre Darchicourt.

Ernest Cazelles – Alors, Darchicourt à la place de Dellelis.

Dans l'Assemblée – Et Augustin Laurent ?

Guy Mollet – Non, si Augustin Laurent n'y figure pas c'est parce qu'il est absent.

Le président – Je mets aux voix la composition de la Commission des résolutions. Pas d'opposition ?...
Il en est ainsi décidé.

Ernest Cazelles – La Commission des résolutions va se réunir immédiatement.

Le président – La séance est suspendue.

…

Le président.- La séance est reprise.
La parole est à Guy Mollet pour rapporter une motion sur le Marché Commun, approuvée à l'unanimité de la Commission des résolutions.

Guy Mollet – Camarades, le premier texte que je vais rapporter, comme il vient de vous l'être dit, a été adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions et il vous est maintenant soumis.
Un seul mot, non pas de commentaire, mais de présentation : il était apparu au

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Comité directeur, lors de notre dernière réunion, qu'il était impossible, dans les circonstances actuelles, sur le plan international, à l'heure où le Marché Commun, et plus particulièrement sur le plan agricole, est mis en cause, que nous soyons réunis en assemblée nationale du Parti sans que le point de vue du Parti fut connu.
Voici donc ce texte :
"Le Conseil National du Parti Socialiste SFIO, réuni, etc. devant les menaces qui pèsent sur l'existence du Marché Commun et l'hésitation des partenaires de la France, tient à réaffirmer son entière fidélité au Traité de Rome, tant en ce qui concerne son texte que son esprit. Aucune solution aux problèmes européens ne peut être trouvée en dehors du respect des Traités, et de la fidélité à l'idéal communautaire auquel ne correspond en rien la conception gaulliste de l'Europe des Etats".
(Applaudissements).

Le président – Pas d'opposition ?
Je mets ce texte aux voix. Que ceux qui sont partisans d'adopter ce texte...

Guy Mollet – Tout d'abord, est-ce que le vote par mandat est demandé ?

Le président – Non, il n'est pas demandé.
Ceux qui sont partisans d'adopter ce texte le manifestent en levant la main ?...
Avis contraires ? …
Abstentions ? Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
La parole est à Guy Mollet pour la motion relative à la candidature de Mitterrand.

Guy Mollet – Il n'y a pas de commentaire. Texte adopté à l'unanimité de la Commission des résolutions, qui vous est présenté au nom de cette unanimité :
"Le Conseil National, etc. se félicite de l'attitude nette et courageuse de François Mitterrand dans le combat contre le pouvoir personnel.
Le Conseil national constate avec satisfaction que François Mitterrand a prouvé de manière indiscutable son appartenance à la famille démocrate Socialiste. Le devoir des Socialistes est de tout faire pour mettre fin au pouvoir personnel. François Mitterrand est le seul candidat capable de réunir dans ce but le plein des voix de gauche.
En conséquence, le Conseil national approuve et fait sienne avec enthousiasme la décision unanime du Comité directeur de soutenir sa candidature.
Il appelle tous les Socialistes et tous les démocrates à ne rien négliger pour assurer le succès de cette candidature unique de la gauche et la défaite du pouvoir personnel".
(Applaudissements)

Le président – Est-ce que le Congrès demande un vote par mandat ? …

Fondation Jean-Jaurès

Non. Je mets la motion aux voix. Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ? ...
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
La parole est à Guy Mollet pour la motion de la fédération de la gauche démocratique et Socialiste.

Guy Mollet – De la même manière, il s'agit d'un texte qui vous est proposé au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions : "Le Conseil national, etc. constate avec satisfaction que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste est prête à réaliser le regroupement des forces de gauche souhaité depuis de longues années.
Salue cet effort comme une étape importante vers la réunification des forces démocrates Socialistes et suscite une grande espérance, approuve les décisions unanimes du Comité directeur prises au cours de la période des négociations ; accepte la charte et les structures de la fédération et donne mandat au Comité directeur de poursuivre l'œuvre entreprise jusqu'à son plein succès".

Le président – Le vote par mandat n'est pas demandé ?
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce texte le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ? Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
La parole est à Albert Gazier pour lire un texte assurant la solidarité du Conseil national avec Guy Mollet.

Albert Gazier

Camarades, le texte, très court, que je vais vous lire a été adopté à l'unanimité de la Commission des résolutions.
Avant de vous en donner lecture, quelques mots de commentaires.
Nous avons étudié et tranché par des résolutions que vous venez d'adopter, la position du Parti concernant la fédération de la gauche, démocrate et Socialiste et la candidature Mitterrand.
Le débat de ce matin et les débats qui viendront, inévitablement, après les élections présidentielles montrent qu'il se pose incontestablement des questions concernant la vie intérieure du Parti. Ces questions concernent la politique, elles concernent la tactique, elles concernent la méthode.
Une différence très grande, totale doit être faite entre des désaccords politiques et des attaques de caractère personnel, comme nous en avons vues dans la presse extérieure au Parti. Nous devons calquer d'une manière intransigeante chacun nos positions, notre appréciation sur la politique du Parti et nous ne pouvons pas laisser mettre en cause, à l'extérieur du Parti, les dirigeants qui, même s'ils ne sont pas d'accord avec nous, représentent notre organisation ; or, les adversaires

Fondation Jean Jaurès

du Parti le font souvent.
Il ne faut pas non plus, je dois le dire à cette occasion, que des camarades confondent trop des désaccords politiques avec des injures ou des dissentiments personnels. Pour prendre un exemple : pour ma part, je crois avoir exprimé très souvent, dans beaucoup de Conseils nationaux et de Congrès, depuis sept ans et demi, l'amitié personnelle que je ressens pour Guy Mollet et pour ses qualités d'homme, alors que depuis sept ans et demi je ne comprends rien à sa politique, et ce matin notre ami Gaston Defferre a exprimé son sentiment mais, à aucun moment, la confusion n'a pu naître entre sentiment personnel et un jugement politique qu'on a le devoir d'exprimer au sein du Parti quand on le ressent profondément.
A l'extérieur du Parti, il n'en a pas été de même ; c'est vrai qu'il y a eu un certain nombre de calomnies, un certain nombre de déformation de la vérité ; chacun d'entre nous en a eu beaucoup d'exemples récents dans la campagne électorale et c'est pourquoi nous avons adopté un texte qui fait nettement la distinction entre ces deux séries de considérations.
Voici ce texte :
"Le Conseil national, etc. toutes opinions confondues, condamne toutes les attaques inadmissibles, sous forme de mises en cause personnelles et de déformation de la vérité.
Le Secrétaire général du Parti a été récemment encore de la part d'une certaine information, l'objet d'attaques de cette nature.
Devant ces agressions, le Conseil national lui renouvelle ses sentiments de fraternité et d'amitié."
(Applaudissements)

Le président (Maurice Coutrot)

Camarades, je mets ce texte aux voix.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?...
Abstentions ? Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité, et je vous en remercie pour l'amitié que nous portons tous à Guy Mollet.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, voici arrivée la fin de ce Conseil national qui comptera dans la vie du Parti et vous allez rentrer dans vos fédérations pour y mener le combat, vous venez de le décider ; le combat doit être le même dans toutes les fédérations ; on doit non seulement conserver les voix que nous avons eues dans les élections précédentes, mais augmenter considérablement le nombre des voix de la Gauche sur la candidature de Mitterrand. La bataille sera dure, elle sera passionnée, acharnée, devant des adversaires qui ont d'autres moyens que les nôtres, mais nos moyens à nous c'est notre formation politique, c'est notre conviction pour le combat dans lequel nous nous engageons et que nous voulons gagner.
C'est dans cet esprit que nous devons clôturer ce Conseil national et que nous

Fondation Jean Jaurès

devons partir, la joie au cœur, en nous disant : nous devons gagner, nous allons gagner, pour le Parti, pour la Gauche, pour la République !
(Applaudissements)
Le Conseil national est clos.

Coll. Fondation Jean-Jaurès